

# Étude de la région de l'Atlantique à partir de l'indice du développement humain

Étude produite pour  
L'Agence de promotion économique du Canada atlantique

Mike McCracken  
Martha Justus  
Bing He  
Informetrica Limited  
mars 1996



Informetrica  
Limited

# **Étude de la région de l'Atlantique, à partir de l'indice du développement humain**

## **Résumé**

Malgré divers événements (que ce soit à l'échelle régionale, nationale ou mondiale) qui en ont freiné le développement au cours des dernières décennies, l'économie de la région de l'Atlantique donne depuis quelques années déjà des signes que la croissance et la diversification se poursuivent.

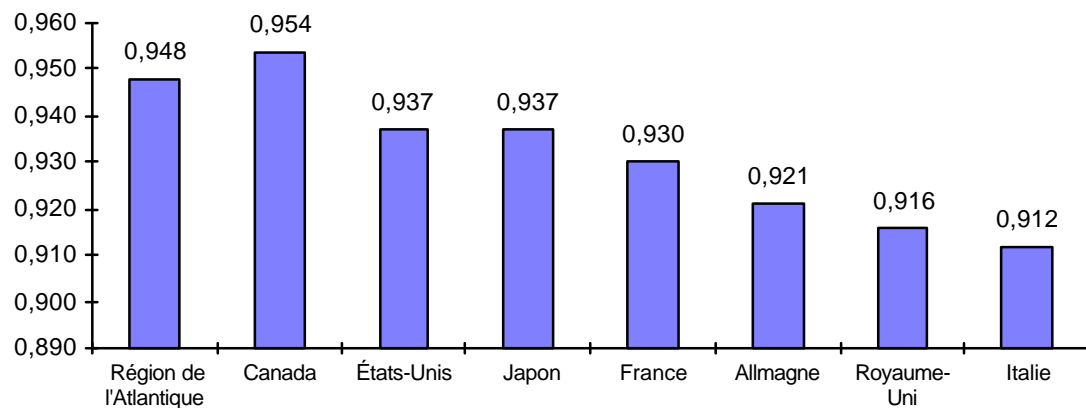
À cause de cette diversification, les activités économiques dans la région de l'Atlantique sont très différentes de nos jours de ce qu'elles étaient il y a vingt ou trente ans. Le secteur primaire continue de jouer un rôle important dans l'économie régionale, mais d'autres activités prennent de l'ampleur, notamment, l'aéronautique, la fabrication d'outillages et de matériels, la transformation des aliments, la production d'énergie, le commerce et la distribution, les finances et les assurances, les services aux entreprises, les loisirs et le tourisme.

Fait important, c'est à des entrepreneurs de l'Atlantique que la région doit une part appréciable des progrès réalisés dans ces nouvelles branches d'activité. Et, ce qui est peut-être plus important encore, c'est que des investisseurs privés d'autres provinces et d'autres pays ont commencé à prendre conscience des nombreuses qualités de la région de l'Atlantique et sont de plus en plus attirés par les possibilités qui s'y offrent.

Les résultats présentés dans cette étude viennent enrichir l'ensemble de données qui existe sur la région de l'Atlantique et auquel peuvent avoir accès les investisseurs potentiels, canadiens ou étrangers. Le choix d'un lieu d'investissement est déterminé par la compétitivité relative d'une région du point de vue des coûts directs et par d'autres facteurs, notamment la structure sociale et les attraits que présente la région pour les travailleurs. Dans cette analyse, nous concentrons notre attention sur différents indicateurs économiques et d'autres indicateurs de qualité de vie. Ces indicateurs apportent un complément d'information aux études (existantes ou en cours) sur la mesure des coûts directs des investissements.

Dans cette étude, nous avons évalué la région de l'Atlantique en nous fondant sur l'indice du développement humain de l'ONU et sur d'autres indicateurs établis par cet organisation dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du *Rapport mondial sur le développement humain*. Ces indicateurs nous permettent de situer la région de l'Atlantique par rapport à l'ensemble du Canada et par rapport à différents pays industrialisés et d'en déterminer les points forts et les points faibles. Ces indicateurs peuvent en outre servir à déterminer le degré de développement économique et social de la région, à évaluer les possibilités d'investissement qui s'y offrent et à définir les politiques qu'il serait souhaitable d'y appliquer.

### Indice du développement humain, 1992



L'an dernier, en se fondant sur des données pour l'année 1992, l'ONU plaçait le Canada au premier rang des pays industrialisés en lui attribuant l'indice du développement humain (IDH) le plus élevé. Et, si la région de l'Atlantique avait été prise en considération dans ce classement, elle se serait trouvée devant les États-Unis, qui occupe actuellement la deuxième place.

Avec un IDH à peine plus bas que celui pour l'ensemble du Canada, la région de l'Atlantique surclasse tous les autres pays évalués par l'ONU. En outre, parce qu'il n'y a pour ainsi dire pas d'écart entre le niveau d'instruction des populations des différentes provinces canadiennes et parce que l'ONU applique un abattement important aux revenus au-delà du seuil de 5 120 \$ à parité des pouvoirs d'achat (PPA), on peut conclure que la différence entre l'IDH pour la région de l'Atlantique et celui pour l'ensemble du Canada tient largement à un écart dans l'espérance de vie.

Par rapport aux autres pays du G7, la région de l'Atlantique a un IDH qui dépasse de près de 1 % ceux des États-Unis et du Japon et de 3 %-4 % ceux des autres pays.

Constatant que l'IDH n'avait pas que des points forts, mais comportait aussi certaines lacunes, l'ONU, et d'autres personnes qui ont examiné l'indice, ont fait des recommandations importantes sur la façon de l'utiliser. La première et la plus importante est de ne se servir de l'IDH qu'avec d'autres indicateurs (cela permet de se faire une idée plus juste du niveau de développement humain atteint par une population). En appliquant un ensemble semblable d'indicateurs à la région de l'Atlantique, nous avons pu dégager les principaux points forts et les points faibles que voici :

### **Points forts**

- Santé, espérance de vie élevée.
- Importance accordée à l'instruction (à l'enseignement supérieur en particulier).
- Répartition plus équitable des revenus (par rapport aux autres pays du G7).
- Abondance des ressources en eau intérieures renouvelables.
- Inflation peu élevée.
- Croissance économique supérieure à la moyenne (1982-1991).
- Forte croissance des gains par salarié (1980-1991).

### **Points faibles**

- Faible degré d'industrialisation.
- Taux de chômage élevé (en particulier chez les jeunes).
- Ralentissement de la croissance démographique.
- Effort d'investissement faible.
- Scientifiques et techniciens peu nombreux, et nombre peu élevé d'inscriptions en science dans les établissements d'enseignement supérieur.
- Forte consommation d'énergie par habitant.

D'après les indicateurs du développement humain de l'ONU, la région de l'Atlantique se compare très avantageusement aux autres pays du monde : elle est loin de faire figure de parent pauvre.

Si, pour les besoins de notre comparaison, nous posons que la région de l'Atlantique est un « pays », nous voyons que son économie, évaluée au moyen de son PIB (en dollars US), ne représente que le dixième de l'économie du Mexique, les trois quarts de celle de la Nouvelle-Zélande, de l'Irlande ou du Chili, mais qu'elle est à peu près

aussi importante que celle de la Hongrie et de bien d'autres pays de l'ancien Bloc soviétique (Biélorus, Kazakhstan, République tchèque). Toutefois, si l'on se fonde sur le PIB réel par habitant, à parité des pouvoirs d'achat, on voit que le revenu dans la région de l'Atlantique dépasse de 10 % celui en Nouvelle-Zélande, de 30 % celui en Irlande, qu'il représente deux fois celui du Mexique, du Chili ou de la République tchèque, et qu'il est de 2,5 fois à 4 fois supérieur à celui de bon nombre des pays de l'ancien Bloc soviétique. Par ailleurs, grâce en partie à des mesures mises en oeuvre par les autorités publiques, la région de l'Atlantique peut s'enorgueillir d'une main-d'oeuvre instruite, de bonnes infrastructures et d'un bon capital social. Globalement, la région de l'Atlantique offre de nombreuses possibilités d'investissement.

Cela dit, la région de l'Atlantique a certaines lacunes ou, pour s'exprimer autrement, doit relever certains défis. Aussi faisons-nous certaines suggestions au chapitre de l'orientation des politiques. La politique officielle ne peut aisément servir à corriger toutes les lacunes identifiées (le ralentissement de la croissance démographique en est un exemple), mais notre analyse nous amène néanmoins à conclure que, dans la région de l'Atlantique, des mesures doivent être prises pour favoriser l'investissement, améliorer les compétences techniques des travailleurs et réduire le taux de chômage.

Un des principaux objectifs poursuivis dans le cadre des rapports mondiaux sur le développement humain (RMDH) est d'encourager les autorités publiques, les organisations internationales et les décideurs à participer à l'amélioration des indicateurs statistiques du développement humain. C'est ce que nous avons voulu faire dans ce rapport. Les renseignements que nous y présentons viennent enrichir les ensembles de données existants et facilitent les comparaisons internationales. Et, si certains indicateurs de l'ONU ne se prêtaient pas à l'examen de la région de l'Atlantique ou avaient peu d'utilité à cet égard, la majorité des indicateurs examinés nous ont permis de mieux en comprendre les caractéristiques humaines et sociales.

Notre étude nous a permis de déterminer des sources de renseignements précieux pour évaluer le niveau de développement humain dans la région, mais d'autres travaux doivent être faits. Il faut notamment favoriser la création de nouveaux indicateurs qui permettront d'évaluer d'autres aspects de l'activité économique, de la structure sociale et du bien-être de la population dans la région de l'Atlantique. En outre, il y a certains secteurs pour lesquels il faudra améliorer la collecte des données pour permettre des comparaisons internationales.

## TABLE DES MATIERES

<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>2. INDICE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN</b>	<b>3</b>
<b>3. INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT HUMAIN</b>	<b>6</b>
3.1. Faits saillants	6
3.2. Profil du développement	8
3.3. Profil de la détresse humaine	14
3.4. Profil démographique	19
3.5. Richesse, pauvreté et investissement social	22
3.6. Santé	25
3.7. Instruction	28
3.8. Emploi	31
3.9. Chômage	34
3.10. Urbanisation	37
3.11. Violence et criminalité	42
3.12. Bilan des ressources naturelles	44
3.13. Consommation d'énergie	47
3.14. Environnement et pollution	49
3.15. Déséquilibres dans les mouvements des ressources	52
3.16. Défense	54
3.17. Comptabilité nationale	55
3.18. Tendances de la performance économique	60
<b>4. DERNIERES REMARQUES</b>	<b>62</b>

<b>5. ANNEXE A - CALCUL DE L'INDICE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN</b>	<b>63</b>
<b>6. ANNEXE B - INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT HUMAIN</b>	<b>70</b>
<b>7. ANNEXE C - SOURCES DES DONNEES RELATIVES AUX INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT HUMAIN</b>	<b>89</b>
<b>8. ANNEXE D - OBSTACLES ET DECOUVERTES</b>	<b>102</b>
<b>9. ANNEXE E - BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>104</b>

## **1. Introduction**

Malgré divers événements (que ce soit à l'échelle régionale, nationale ou mondiale) qui en ont freiné le développement au cours des dernières décennies, l'économie de la région de l'Atlantique donne depuis quelques années déjà des signes que la croissance et la diversification se poursuivent.

L'économie de la région de l'Atlantique a toujours été une économie fondée sur les ressources. Aussi cette région a-t-elle connu les difficultés économiques et les problèmes de croissance propres aux pays qui sont à la merci des marchés extérieurs, des fluctuations du prix des matières premières, de l'intensification de la concurrence de la part de producteurs étrangers, de l'appauvrissement des stocks de ressources naturelles et de l'apparition de nouvelles priorités sociales. Parce que ces facteurs ont souvent empêché la région de connaître une croissance soutenue, l'aide de l'État aux entreprises et aux ménages en est venue à y jouer un rôle économique très important.

À l'heure actuelle, les activités économiques dans la région de l'Atlantique sont bien différentes de ce qu'elles étaient il y a vingt ou trente ans. Le secteur primaire continue de jouer un rôle important dans l'économie régionale, mais d'autres activités prennent de l'ampleur, notamment l'aéronautique, la fabrication d'outillages et de matériels, la transformation des aliments, la production d'énergie, le commerce et la distribution, les finances et les assurances, les services aux entreprises, les loisirs et le tourisme. Fait important, c'est à des entrepreneurs de l'Atlantique que la région doit une part appréciable des progrès réalisés dans ces nouvelles branches d'activité. Et ce qui est peut-être plus important encore, c'est que des investisseurs privés d'autres provinces et d'autres pays ont commencé à prendre conscience des nombreuses qualités de la région de l'Atlantique et sont de plus en plus attirés par les possibilités qui s'y offrent.

Le rôle joué par les pouvoirs publics en matière de développement économique a évolué au fur et à mesure que se transformait l'économie de la région. Par exemple, les mesures d'aide classiques (comme les transferts directs) ont été modifiées ou remplacées par des mesures nouvelles dont l'objet est d'accroître les capacités des entreprises et des travailleurs. Plus précisément, ces mesures portent sur le perfectionnement professionnel et la formation, sur la recherche-développement, sur les transferts technologiques, sur l'amélioration des infrastructures et sur d'autres moyens susceptibles d'améliorer le caractère concurrentiel des entreprises de la région.



L'aide au développement économique de la région de l'Atlantique offerte par les gouvernements est de plus en plus axée sur les « produits de l'information ». Autrement dit, cette aide a pour but d'améliorer les données que peuvent se procurer les différents intervenants sectoriels sur le marché de cette région. Ces « produits de l'information » doivent en partie aider les entreprises à comprendre les tendances du marché, l'organisation des différents secteurs d'activité économique et les caractéristiques de base de l'économie régionale. En outre, les organismes publics chargés du développement économique de la région se sont rendu compte que les produits de l'information peuvent très efficacement servir à attirer de nouvelles entreprises, à promouvoir l'investissement, à évaluer la demande de nouveaux programmes et à effectuer les travaux d'analyse et de planification connexes.

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APÉCA) a plusieurs projets en cours de réalisation en vue de créer une nouvelle base de données sur la région. Dans la présente étude, nous avons calculé, pour la région de l'Atlantique, l'indice du développement humain (IDH) de l'ONU de même que d'autres indicateurs utilisés par cette organisation dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement et des rapports mondiaux sur le développement humain. Ces mesures permettent de comparer la région à l'ensemble du Canada et à d'autres pays industrialisés. En outre, parce que nous y examinons les facteurs ayant influé sur le développement économique et social de la région de l'Atlantique et y reprenons certains des indicateurs utilisés dans des études nationales et internationales, notre étude vient compléter d'autres analyses qui portent plus particulièrement sur le caractère concurrentiel de la région et sur les particularités de son marché.

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

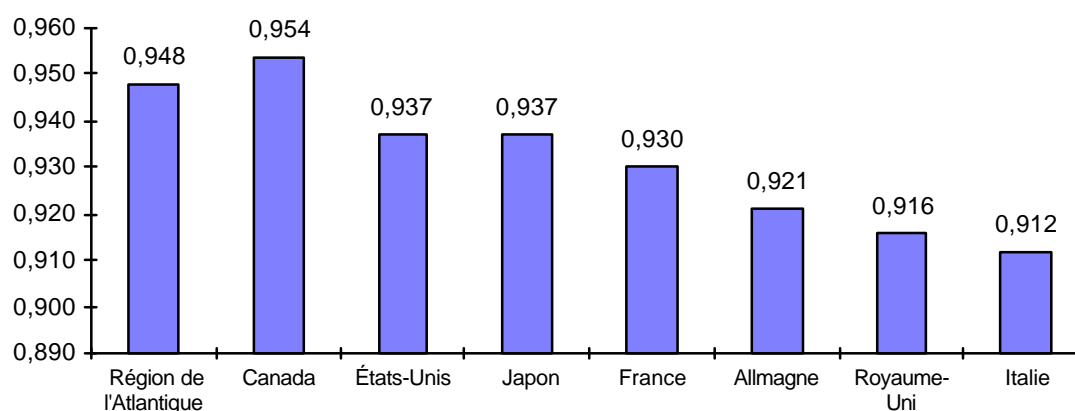
1. En se fondant sur l'IDH de l'ONU, classer la région de l'Atlantique par rapport :
  - a) au Canada dans son ensemble;
  - b) à d'autres pays industrialisés évalués par l'ONU (en particulier les pays du G7).
2. En se fondant sur d'autres indicateurs utilisés par l'ONU dans ses rapports mondiaux du développement humain, situer la région de l'Atlantique par rapport aux autres pays industrialisés.

## 2. Indice du développement humain<sup>1</sup>

Les Canadiens se plaisent à penser qu'ils habitent le « meilleur » pays au monde. Aussi sont-ils aux anges quand l'ONU leur donne raison! En 1992, en 1994 et à nouveau en 1995, l'ONU plaçait le Canada au premier rang des pays industrialisés en lui attribuant l'indice de développement humain (IDH) le plus élevé (c'est à partir de cet indice que sont mesurés les progrès socio-économiques de chacun des pays considérés).

S'il est assez facile de voir en gros en quoi consiste l'IDH<sup>2</sup>, il est beaucoup plus difficile de comprendre le détail de la méthode de calcul. La variable espérance de vie à la naissance sert directement d'indicateur puis est convertie en indice de l'espérance de vie. Pour ce qui est du taux d'alphabétisation des adultes et du taux de scolarisation brut, on calcule chacun leur indice puis on les réunit pour créer l'indice du niveau d'instruction. L'indice du niveau d'instruction correspond à une moyenne pondérée dans laquelle le poids attribué à l'indice d'alphabétisation des adultes est deux fois le poids attribué au taux de scolarisation.

**Indice du développement humain, 1992**



Les résultats de notre étude montrent qu'en 1992, la région de l'Atlantique aurait obtenu de meilleurs résultats sur l'échelle de l'IDH que les États-Unis, qui occupent le deuxième rang au classement des pays<sup>3</sup>.

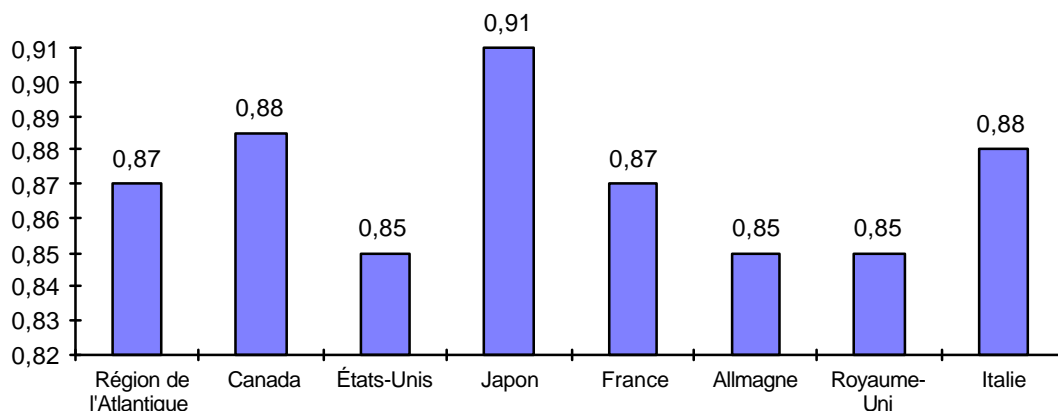
---

<sup>1</sup>Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 1, à l'annexe B.

<sup>2</sup> La méthode de calcul de l'indice du développement humain est présentée à l'annexe A.

<sup>3</sup> Le classement selon l'IDH présenté dans le *Rapport mondial sur le développement humain* de 1995 a été effectué à partir de données portant sur l'année 1992.

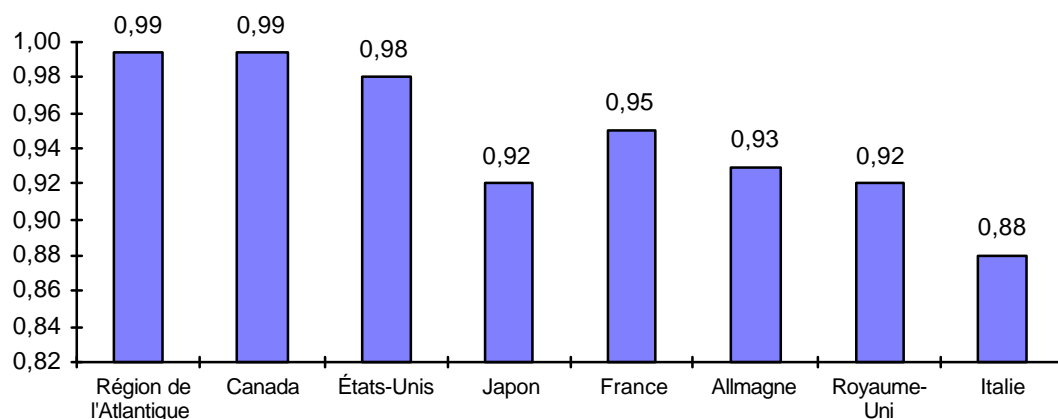
### Indice de l'espérance de vie, 1992



Avec un IDH à peine plus bas que celui pour l'ensemble du Canada, la région de l'Atlantique surclasse tous les autres pays évalués par l'ONU. En outre, parce qu'il n'y a pour ainsi dire pas d'écart entre le niveau d'instruction des populations des différentes provinces canadiennes et parce que l'ONU applique un abattement important aux revenus au-delà du seuil de 5 120 \$ à parité des pouvoirs d'achat (PPA), on peut conclure que la différence entre l'IDH pour la région de l'Atlantique et celui pour l'ensemble du Canada tient largement à un écart dans l'espérance de vie.

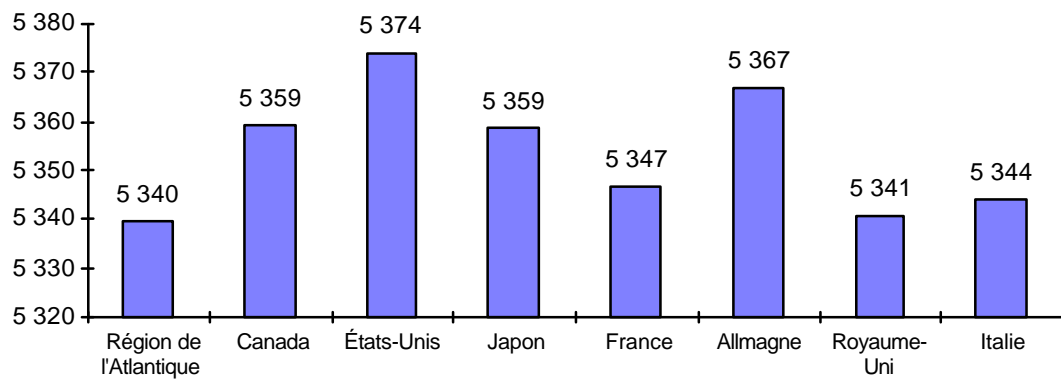
Par rapport aux autres pays du G7, la région de l'Atlantique a un IDH qui dépasse de près de 1 % ceux des États-Unis et du Japon et de 3 %-4 % ceux des autres pays.

### Indice du niveau d'instruction, 1992



L'IDH permet d'évaluer les progrès qu'un pays (ou une province) doit réaliser pour répondre aux besoins essentiels de sa population. La région de l'Atlantique, comme la plupart des pays industrialisés, est très proche d'atteindre les objectifs établis à cet égard, à savoir : espérance de vie de 85 ans, taux d'alphabétisation et de scolarisation de 100 % et niveau de revenu décent (5 448 \$ du PIB réel ajusté par habitant. La région de l'Atlantique est à 5 % de l'IDH de 1; la distance qu'il lui reste à parcourir pour atteindre les objectifs ci-dessus est donc très petite.

### PIB réel ajusté par habitant, 1992



### **3. Indicateurs du développement humain**

#### **3.1. Faits saillants**

Dans le Rapport mondial sur le développement humain de 1995, on peut lire que l'IDH a été conçu afin de « simplifier une réalité complexe » et que les « les enseignements fondamentaux de l'IDH doivent être complétés par des analyses afin de saisir d'autres dimensions importantes ».

Constatant que l'IDH n'avait pas que des points forts, mais comportait aussi certaines lacunes, l'ONU, et diverses personnes qui ont examiné l'indice, ont fait des recommandations importantes sur la façon de l'utiliser<sup>4</sup>. La première et la plus importante est de ne se servir de l'IDH qu'avec d'autres indicateurs (cela permet de se faire une idée plus juste du niveau de développement humain atteint par une population). Les rapports mondiaux sur le développement humain contiennent des centaines d'indicateurs différents qui servent à examiner divers aspects du développement humain, à savoir : les composantes de l'IDH (revenu, éducation, santé) et d'autres caractéristiques socio-économiques (par exemple, l'environnement, les ressources naturelles, l'urbanisation, les droits de la personne, l'égalité des sexes, la sécurité, la stabilité politique, l'aide et la coopération internationales).

Dans les sections qui suivent, nous présentons des indicateurs du développement humain pour la région de l'Atlantique, indicateurs qui sont semblables à ceux appliqués aux pays industrialisés par l'ONU dans le cadre du PNUD. Nous y comparons par ailleurs la région de l'Atlantique aux pays membres du G7 et à d'autres pays industrialisés. À l'occasion, nous comparons la région à des pays en développement.

---

<sup>4</sup> L'annexe E contient une bibliographie d'articles et de rapports dont un certain nombre portent sur les attributs de l'IDH.

Selon ces indicateurs, la région de l'Atlantique a les points forts et les points faibles que voici :

### **Points forts**

- Santé, espérance de vie élevée.
- Importance accordée à l'instruction (à l'enseignement supérieur en particulier).
- Répartition plus équitable des revenus (par rapport aux autres pays du G7).
- Abondance des ressources en eau intérieures renouvelables.
- Inflation peu élevée.
- Croissance économique supérieure à la moyenne (1982-1991).
- Forte croissance des gains par salarié entre (1980-1991).

### **Points faibles**

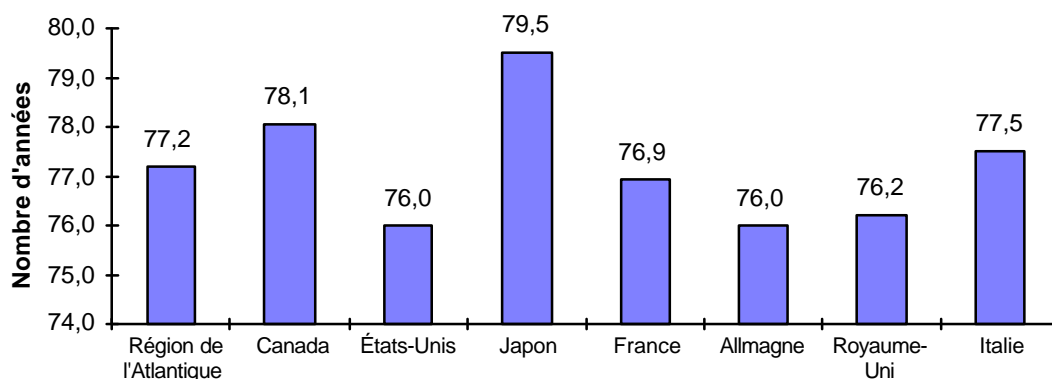
- Faible degré d'industrialisation.
- Taux de chômage élevé (en particulier chez les jeunes).
- Ralentissement de la croissance démographique.
- Effort d'investissement faible.
- Scientifiques et techniciens peu nombreux, et nombre peu élevé d'inscriptions en science dans les établissements d'enseignement supérieur.
- Forte consommation d'énergie par habitant.

### 3.2. Profil du développement<sup>5</sup>

**Points forts :** *Espérance de vie à la naissance élevée.  
Faible taux de mortalité maternelle.  
Taux brut de scolarisation élevé.*

**Points faibles :** *Scientifiques et techniciens peu nombreux.  
PIB réel par habitant peu élevé.*

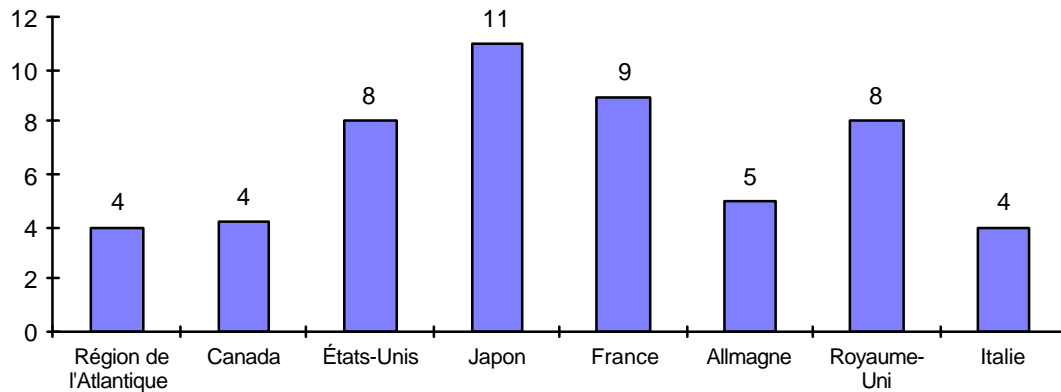
**Espérance de vie à la naissance, 1992**



En 1992, l'**espérance de vie à la naissance** de la population dans la région de l'Atlantique était de 77,2 années, soit 11 mois de moins environ que la durée enregistrée pour l'ensemble de la population canadienne. Toutefois, la longévité de la population de la région était plus élevée que celle des populations de tous les pays membres du G7, si l'on exclut le Japon (79,5 années) et l'Italie (77,5 années). En outre, la population de la région de l'Atlantique compte presque deux années d'espérance de vie à la naissance de plus que la population de l'ensemble des pays industrialisés.

<sup>5</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 2, à l'annexe B.

### Taux de mortalité maternelle (pour 100,000 naissances vivantes), 1980-92



Dans la région de l'Atlantique, le taux de **mortalité maternelle** (par suite d'une grossesse) était de 4 pour 100 000 naissances vivantes, soit un taux équivalent à celui enregistré pour l'ensemble du Canada, mais bien inférieur à celui observé dans la plupart des autres pays du G7. Avec un taux de 4 pour 100 000, l'Italie était le seul pays du G7 à avoir un taux aussi bas que la région de l'Atlantique. L'Allemagne affichait un taux de 5 pour 100 000. Tous les autres pays du G7 avait un taux qui était au moins deux fois celui de la région de l'Atlantique. Durant la période 1980-1992, six pays industrialisés seulement ont enregistré un taux de mortalité maternelle inférieur à celui observé dans la région de l'Atlantique. Il s'agit de l'Irlande, de la Norvège, du Danemark, de l'Australie, de la Belgique et d'Israël.

Dans l'ensemble de la région de l'Atlantique, les médecins ont une clientèle moyenne de 536 habitants chacun. Dans l'ensemble du Canada, la clientèle des médecins est moins nombreuse de 15 %. En France et en Italie, le **rapport population/médecin** est inférieur de 40 à 60 % à celui de la région de l'Atlantique. On ne dispose pas de données pour les autres pays du G7. Parmi les pays industrialisés qui affichent un rapport population/médecin supérieur à celui de la région de l'Atlantique figurent la Roumanie (552), la Suisse (585), l'Irlande (633) et l'Albanie (730).



**Travailleurs dans les professions des sciences,  
du génie et des mathématiques  
(nombre pour 1 000 habitants, 1992)**

	Ensemble des professions 1/	Professions dans les sciences physiques et naturelles seulement 2/	Architectes et ingénieurs seulement 3/
Canada	18	3,1	6
Terre-Neuve	9	1,7	3
Île-du-Prince-Édouard	10	3,4	2
Nouvelle-Écosse	14	2,5	4
Nouveau-Brunswick	12	2,7	4
Région de l'Atlantique	12	2,4	4

1/Inclut la catégorie n° 21 de la Classification nationale des professions.

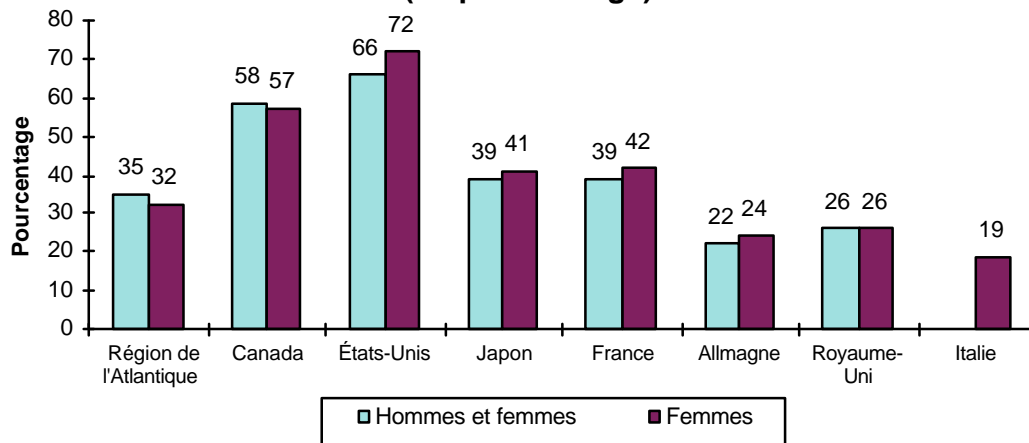
2/Inclut les catégories n°s 211 et 213 de la Classification nationale des professions.

3/Inclut les catégories n°s 214 et 215 de la Classification nationale des professions.

Bien qu'il ait été impossible de trouver des données comparables à celles présentées dans le *Rapport mondial sur le développement humain*, des renseignements obtenus auprès de Développement des ressources humaines Canada donnent à penser que, dans la région de l'Atlantique, le nombre **de scientifiques et de techniciens par habitant** est inférieur au nombre observé dans la plupart des pays du G7. D'après le Rapport mondial sur le développement humain, il y a au Canada 3 scientifiques et techniciens pour 1 000 habitants. Au Japon, le rapport correspondant est de 7 pour 1 000 (il s'agit là du rapport le plus élevé du G7). Sur l'ensemble des pays industrialisés, seule la Russie a un rapport aussi élevé que le Japon.

Le **taux brut de scolarisation (niveaux primaire, secondaire et supérieur combinés)** attribué au Canada et à la région de l'Atlantique dans le RMDH dépassait 100 % (les données utilisées portaient sur l'année 1992). Aucun pays n'avait un taux aussi élevé. D'après les données de Statistique Canada, les taux de scolarisation pour le Canada et la région de l'Atlantique seraient plus bas (91 % et 86 % respectivement). Parmi les autres pays du G7, les États-Unis se classaient au deuxième rang, avec un taux de scolarisation de 95 %, et la France, au troisième, avec un taux de 86 %. Dans l'ensemble des pays industrialisés, le taux brut de scolarisation s'établissait à 80 %.

**Taux brut de scolarisation supérieure en équivalents  
temps plein, 1992  
(en pourcentage)**

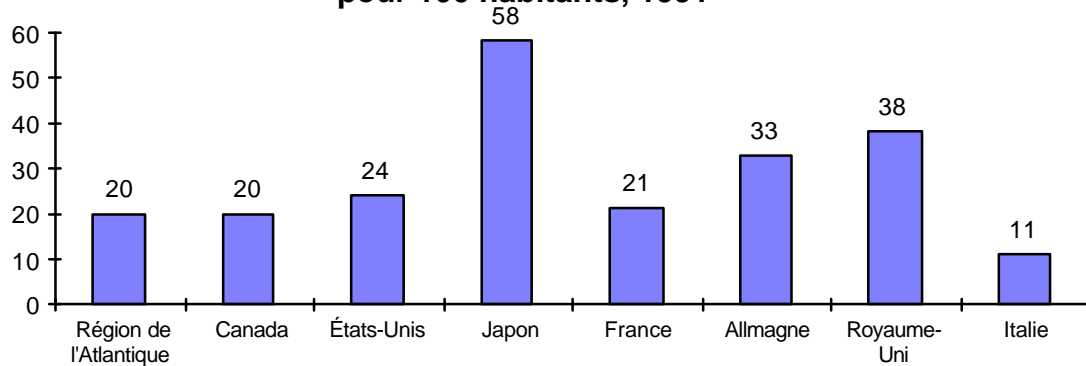


Dans la région de l'Atlantique, le **taux brut de scolarisation supérieure**<sup>6</sup> (en équivalents temps plein) s'établissait à 35 en 1991, ce qui est comparable aux taux du Japon et de la France. Les taux obtenus pour l'Allemagne et le Royaume-Uni étaient inférieurs de 10 points environ à celui pour la région de l'Atlantique, et les taux pour le Canada et les États-Unis, supérieurs de 20 à 30 points. Les taux enregistrés pour le Canada et les États-Unis sont les taux les plus élevés des pays industrialisés.

---

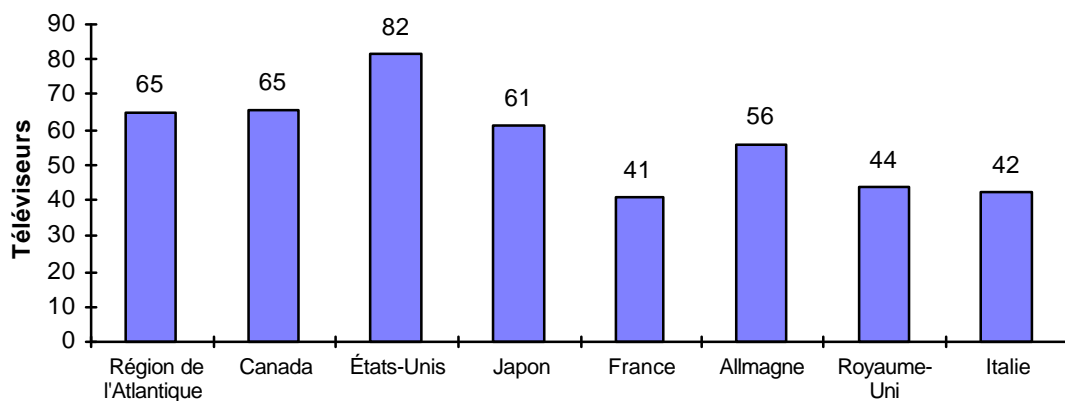
<sup>6</sup> Sont inclus dans le calcul du taux brut de scolarisation supérieure les étudiants des niveaux collégial et universitaire. On suppose qu'au niveau universitaire, les étudiants ont entre 18 et 26 ans et au niveau collégial, entre 18 et 20 ans. Trois étudiants à temps partiel sont comptés comme un étudiant à plein temps.

### Nombre d'exemplaires de journaux quotidiens tirés pour 100 habitants, 1991



Dans la région de l'Atlantique, le nombre d'exemplaires de **journaux quotidiens** tirés pour 100 habitants était de 20 en 1992, soit le même chiffre que pour l'ensemble du Canada. Dans les autres pays du G7, le nombre d'exemplaires de journaux quotidiens pour 100 habitants variait entre un minimum de 11 (Italie) et un maximum de 58 (Japon). Dans l'ensemble des pays du G7 et des pays industrialisés, le nombre moyen d'exemplaires tirés pour 100 habitants était de 29 en 1992.

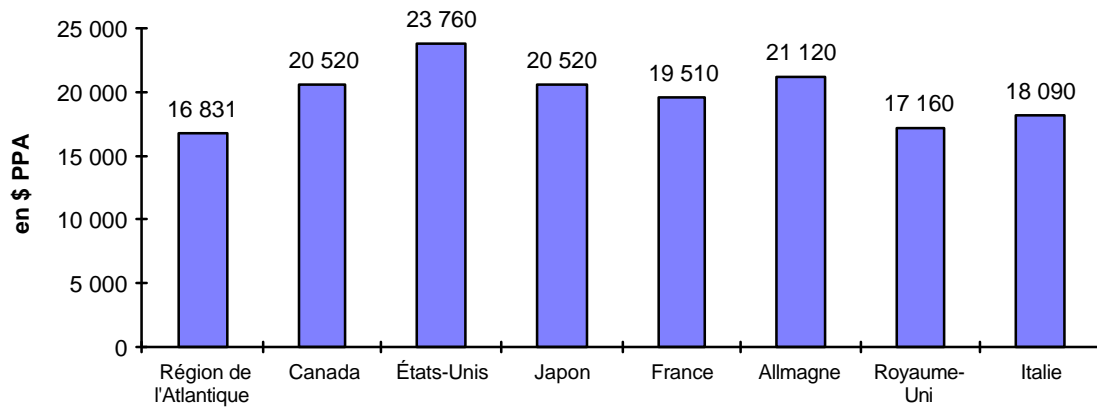
### Nombre de téléviseurs pour 100 habitants, 1992



Dans la région de l'Atlantique, le nombre de **téléviseurs** pour 100 habitants était de 65 en 1992, soit le même nombre que dans l'ensemble du Canada. Ce rapport est supérieur à celui observé dans les autres pays du G7, à l'exclusion des États-Unis (82

téléviseurs pour 100 habitants). Toujours en 1992, le Japon affichait un rapport comparable à celui obtenu pour le Canada (61 téléviseurs pour 100 habitants). Dans les autres pays du G7, le rapport correspondant était de 46 téléviseurs pour 100 habitants.

**PIB réel par habitant (en \$ PPA), 1992**



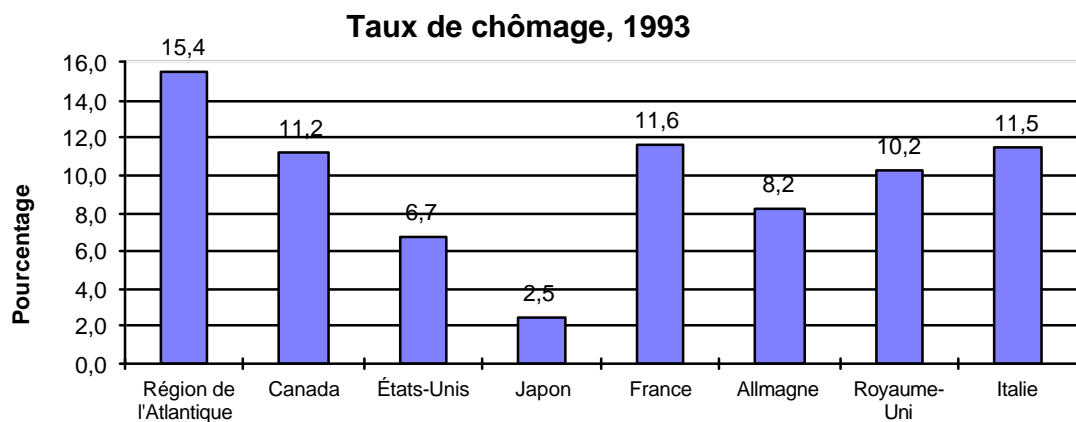
En 1992, le **PIB réel par habitant** exprimé en dollars américains à parité des pouvoirs d'achat était de 16 831 \$ dans la région de l'Atlantique, ce qui est 18 % de moins que le chiffre correspondant pour l'ensemble du Canada. Le chiffre obtenu pour la région de l'Atlantique était inférieur à ce qu'il était dans tous les pays du G7, l'écart variant entre un minimum de 2 % (Royaume-Uni) et un maximum de 29 % (États-Unis). Toutefois, la région de l'Atlantique avait un PIB réel par habitant plus élevé de 10 % que celui de l'ensemble des pays industrialisés (15 324 \$). Si l'on exclut les pays du G7, le pays industrialisé dont le PIB réel par habitant se rapprochait le plus de celui de la région de l'Atlantique était la Finlande (16 270 \$).

Lorsqu'il n'est pas tenu compte de la parité des pouvoirs d'achat, le **PIB par habitant** de la région de l'Atlantique est inférieur de plus de 25 % au PIB par habitant de l'ensemble du Canada et inférieur de 37 % à celui des États-Unis.

### 3.3. Profil de la détresse humaine<sup>7</sup>

**Points forts :** Taux d'inflation peu élevé.  
Répartition plus équitable des revenus (par rapport aux autres pays du G7).

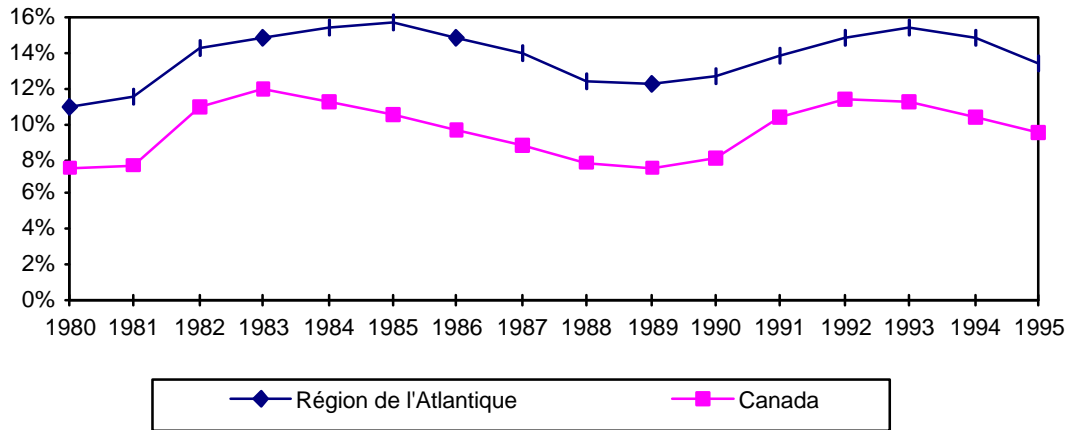
**Points faibles :** Taux de chômage élevé (en particulier chez les jeunes).



En 1993, le **taux de chômage** était de 15,4 % dans la région de l'Atlantique, soit un peu plus de 4 points de plus que le taux obtenu pour l'ensemble du Canada. Dans les pays du G7, le taux de chômage variait entre 2,5 % (Japon) et 10 %-11 % (France, Italie, Royaume-Uni). Les États-Unis et l'Allemagne se situaient à peu près à mi-chemin entre ces deux extrêmes (taux de chômage de 6,7 % et de 8,2 % respectivement). La région de l'Atlantique a un taux de chômage comparable à celui de la Pologne et de l'Irlande. Et, bien que le taux obtenu pour la région soit assez élevé, il y a des pays où il l'est davantage. Par exemple, en 1993, l'Espagne affichait un taux de chômage de 22,7 % et la Finlande, de 17,7 %.

<sup>7</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 3, à l'annexe B.

### Taux de chômage, 1980-95



Il importe de souligner que le taux de chômage enregistré en 1993 dans la région de l'Atlantique marquait un sommet. Depuis, le niveau de l'emploi dans cette région s'est accru plus rapidement que la population active, de telle sorte qu'en 1995, le taux de chômage y avait diminué de 2 points et s'établissait à 13,4 %.

### Taux de chômage chez les jeunes, 1991-92

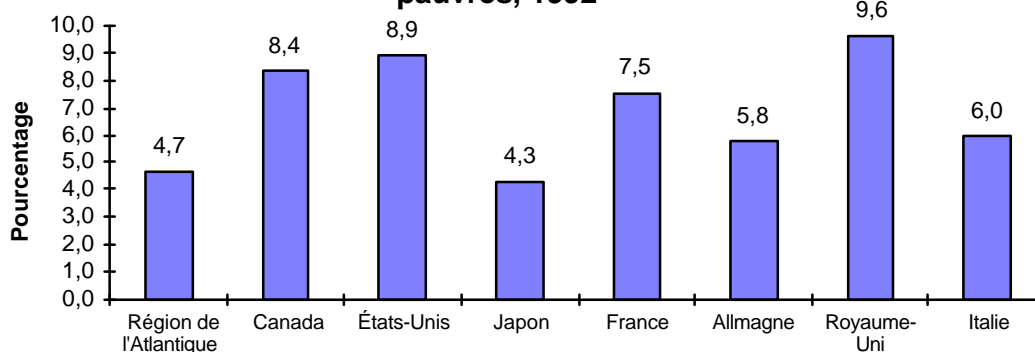


Dans la région de l'Atlantique, le **chômage chez les jeunes** constitue un grave problème : chez les 15-24 ans, 26 % des hommes et 20 % des femmes sont sans travail. Parmi les pays du G7, seule l'Italie affiche des taux plus élevés (26 % chez les hommes et 36 % chez les femmes en 1991-1992). Les taux correspondants pour l'ensemble du Canada sont inférieurs de 5 ou 6 points à ceux pour la région de l'Atlantique. Encore une

fois, les chiffres pour la région de l'Atlantique sont comparables à ceux pour l'Espagne, la Finlande, l'Irlande.

L'effectif des adultes n'ayant pas atteint le **deuxième cycle du secondaire** est relativement plus nombreux dans la région de l'Atlantique qu'il ne l'est dans l'ensemble du Canada (28,9 %, contre 23,3 %). Toutefois, l'effectif moyen pour le Canada correspond à peu près à la moyenne pour les pays du G7. Soulignons que, parmi les pays du G7, les chiffres varient énormément d'un pays à l'autre, allant d'un minimum de 17 % (États-Unis) à un maximum de 72 % (Italie). Les pays qui ont l'effectif le plus proche de celui de la région de l'Atlantique sont le Japon et la Suède.

**Ratio entre le revenu des 20 % des ménages les plus riches et le revenu des 20 % des ménages les plus pauvres, 1992**



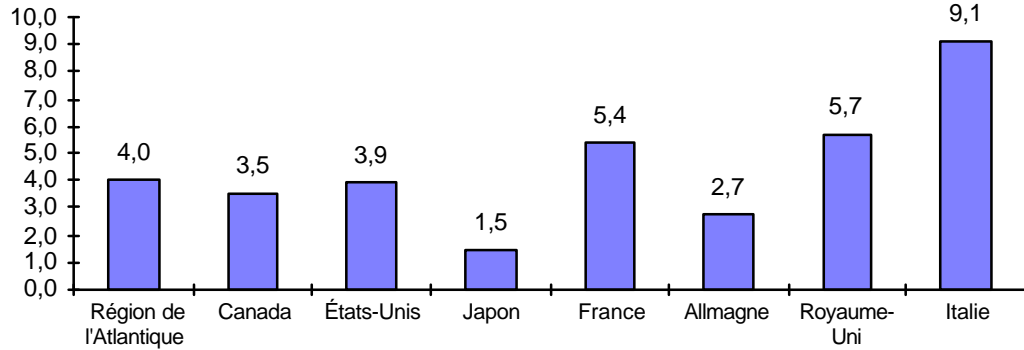
G6 : les données portent sur la période 1980-92

De tous les pays du G7, c'est au Japon que la région de l'Atlantique ressemble le plus du point de vue de la répartition du revenu, c'est-à-dire du **ratio entre le revenu des 20 % des ménages les plus riches et le revenu des 20 % des ménages les plus pauvres** (le revenu est le revenu avant impôt et il inclut les transferts). Par rapport à la région de l'Atlantique, la courbe de la répartition du revenu dans les pays du G7 (dont le Canada) est beaucoup plus désaxée vers les ménages à revenu élevé.

**La part moyenne que représentaient les gains des femmes dans ceux des hommes** en 1990 était à peu près la même dans la région de l'Atlantique que dans l'ensemble du Canada et dans les autres pays du G7. Dans les pays du G7, les gains des femmes représentaient près de 75 % de ceux des hommes, ce qui place ces pays à mi-chemin des valeurs obtenues pour l'ensemble des pays considérés. Au Luxembourg et en Suisse, les résultats étaient moins bons (les gains des femmes y représentaient 65 % et

68 % respectivement de ceux des hommes), alors qu'en Islande et en Australie, ils étaient nettement meilleurs (90 % et 91 % respectivement).

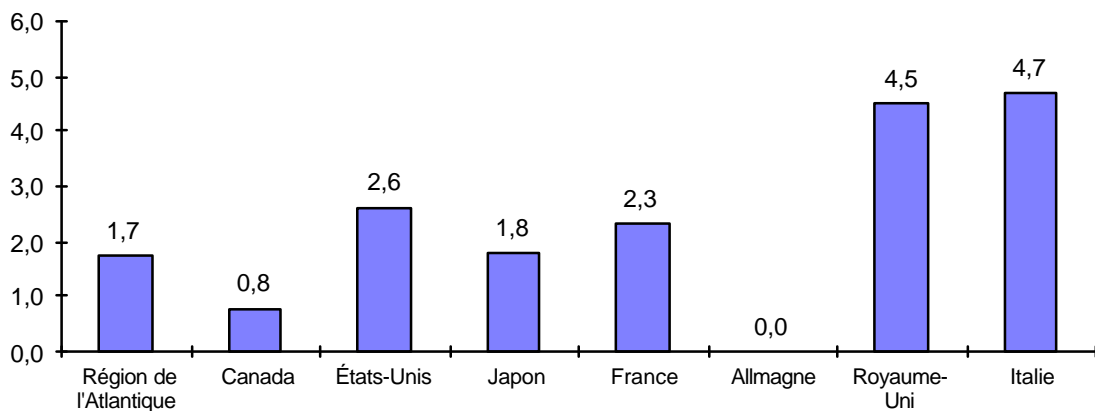
### Taux d'inflation annuel moyen (en pourcentage), 1982-92



G6 : les données portent sur la période 1980-92

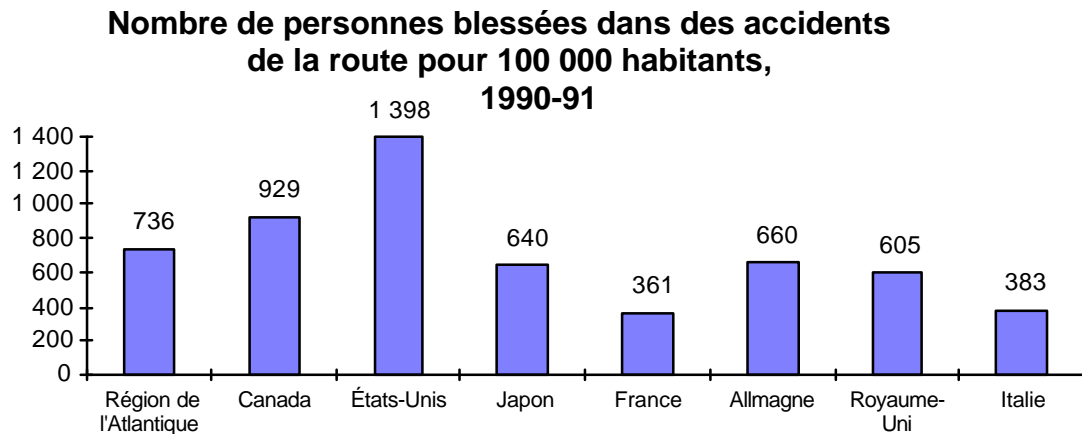
Au cours de la période 1982-1992, le taux d'inflation dans la région de l'Atlantique était supérieur aux taux enregistrés aux États-Unis, au Japon et en Allemagne, mais bien inférieur à ceux en France, au Royaume-Uni et en Italie. Durant cette période, le taux d'inflation pour la région de l'Atlantique dépassait de 0,5 % le taux obtenu pour l'ensemble du Canada.

### Taux d'inflation annuel (en pourcentage), 1992





En 1992, le **taux d'inflation annuel** dans la région de l'Atlantique (1,7 %), quoique deux fois plus élevé que celui enregistré pour l'ensemble du Canada, était bien inférieur aux taux pour les pays du G7. Dans la plupart des pays du G7, le taux d'inflation dépassait 4,5 % en 1992. Au Japon, en France et aux États-Unis, il se situait cette année-là entre 2 % et 3 %.



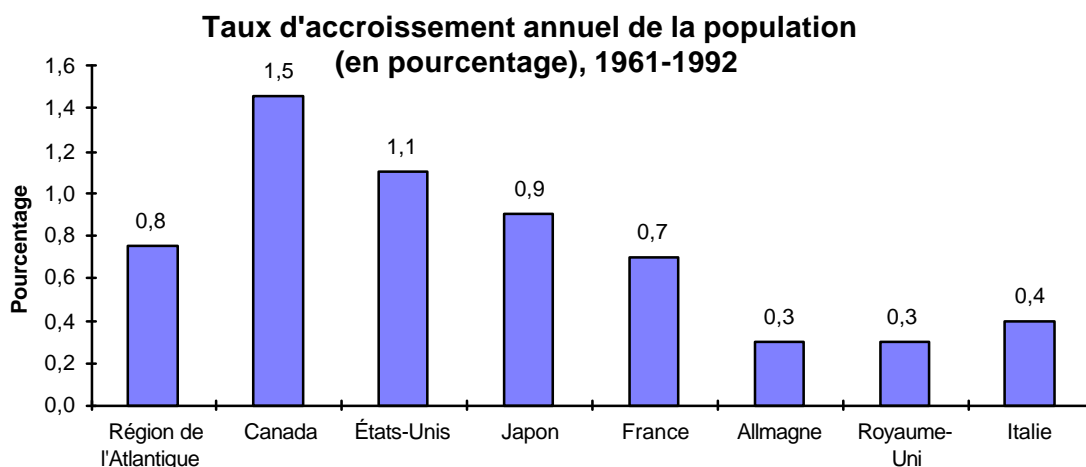
Dans la région de l'Atlantique, le **nombre de personnes blessées dans des accidents de la route** pour 100 000 habitants (736) était inférieur au nombre enregistré dans l'ensemble du Canada (929), mais beaucoup plus élevé que dans les pays du G7, si l'on fait exception des États-Unis (où le rapport correspondant était de 1 398 pour 100 000 habitants). Le seul autre pays affichant un chiffre comparable à la région de l'Atlantique est l'Autriche. En 1990-1991, 488 personnes pour 100 000 habitants en moyenne ont été blessées dans un accident de la route dans les pays d'Europe occidentale et d'Europe méridionale, comparativement à 253 pour 100 000 dans les pays nordiques.

### 3.4. Profil démographique<sup>8</sup>

**Points fortes :** Population de 65 ans ou plus représentant un faible pourcentage de la population totale (par rapport aux autres pays du G7).

**Points faibles :** Ralentissement de la croissance démographique. Taux de fécondité peu élevé.

De 1961 à 1992, la **population** de la région de l'Atlantique s'est accrue de 26 % pour atteindre 2,4 millions d'habitants. La population de la région constitue 8 % environ de la population canadienne totale. Ces dernières années, il y eu ralentissement de la croissance démographique dans cette région, et cette tendance devrait se poursuivre. Par conséquent, la population de l'Atlantique ne sera vraisemblablement pas plus nombreuse en l'an 2000 qu'elle ne l'est aujourd'hui.

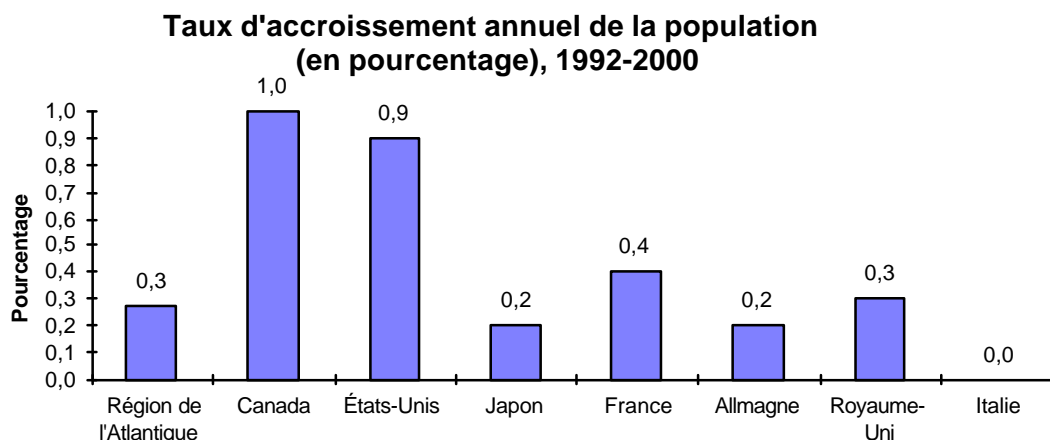


G6 : les données portent sur la période 1960-1992.

Au cours de la période 1961-1992, le taux moyen **d'accroissement de la population** dans la région de l'Atlantique a été de 0,8 % par année, la moitié environ du taux enregistré pour l'ensemble du Canada. Toutefois, par rapport aux autres pays du G7, la croissance démographique dans la région de l'Atlantique a été relativement rapide. Durant la même période, le taux annuel moyen d'accroissement de la population en

<sup>8</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 4, à l'annexe B.

Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie se situait entre 0,3 % et 0,4 %. La France et le Japon affichaient des taux comparables à celui de la région de l'Atlantique, alors que les États-Unis affichaient un taux de 1,1 %. Durant la période 1961-1992, le taux annuel moyen d'accroissement de la population dans les pays industrialisés a été de 0,8 %.

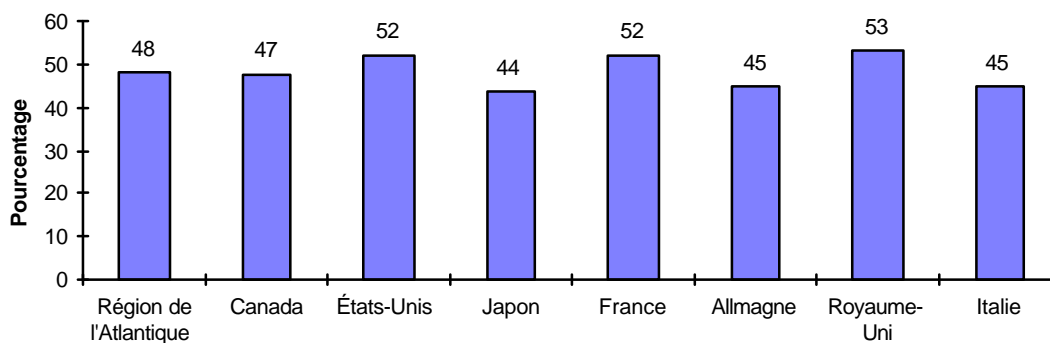


Au cours de la période 1992-2000, on s'attend que le taux d'accroissement de la population dans les pays industrialisés soit de moins de 0,5 % par année. Dans la région de l'Atlantique, le taux correspondant devrait être de 0,3 % par année. Quatre pays industrialisés seulement devraient connaître une croissance relativement plus rapide (de 2 % ou plus par année). Il s'agit du Tadjikistan, d'Israël, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. Parmi les 103 pays industrialisés, huit seulement (le Kirghizistan, l'Arménie, l'Australie, l'Azerbaïdjan, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Islande) devraient avoir un taux d'accroissement de la population de 1 % ou d'un peu plus de 1 % par année durant la période envisagée. Dix des pays industrialisés devraient afficher une croissance démographique négative durant la période. Les pays dans lesquels la décroissance devrait être la plus forte sont la Lettonie (-0,8 %) et l'Estonie (-0,6 %). La croissance démographique dans la région de l'Atlantique devrait être comparable à celle dans l'ensemble des pays du G7. Au Canada et aux États-Unis, on s'attend à un taux d'accroissement moyen de 1,0 % par année.

En 1992, le **coefficient de dépendance** enregistré dans la région de l'Atlantique s'établissait à 48 %, ce qui est virtuellement le même coefficient que pour l'ensemble du Canada. (Par « coefficient de dépendance », on entend la proportion des personnes âgées

de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans qui sont à la charge ou qui dépendent économiquement de la population en âge de travailler, c'est-à-dire les 15-64 ans.) La même année, le Japon, l'Allemagne et l'Italie avaient un coefficient légèrement inférieur à celui de la région de l'Atlantique (de l'ordre de 44 % à 45 %), et les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, des coefficients plus élevés (de 52 % à 53 %). Dans les pays industrialisés, les coefficients de dépendance variaient entre un maximum de 89 % (Tadjikistan) et un minimum de 44 % (Japon et Luxembourg), le coefficient moyen s'établissant à 51 %.

**Coefficient de dépendance, 1992**



En 1991, la région de l'Atlantique affichait un **indice synthétique de fécondité** de 1,5, ce qui est légèrement inférieur au taux de remplacement : 2,1 (le taux de remplacement correspond au taux de fécondité nécessaire pour maintenir l'effectif d'une population en l'absence de migration nette). Il importe de souligner qu'en 1991, tous les pays du G7, à l'exclusion des États-Unis, présentaient des chiffres comparables. Parmi eux, l'Allemagne et l'Italie affichaient le taux de fécondité le plus faible (1,3) et les États-Unis, le taux le plus élevé (2,1). Toujours en 1991, le taux de fécondité moyen pour le G7 était de 1,8, comparativement à un taux de 3,5 pour les pays en développement.

Dans la région de l'Atlantique, la part de **la population de 65 ans et plus dans la population totale** est de 12 %, ce qui est inférieur à la proportion enregistrée dans les pays du G7. Dans le G7, les pays dans lesquels la proportion des 65 ans et plus dans la population totale était la plus élevée (16 %) étaient le Royaume-Uni et l'Italie. La part des 65 ans et plus dans la population de la région de l'Atlantique est la même que dans la population canadienne (12 %). Aux États-Unis, le chiffre correspondant est de 13 %. Parmi les pays industrialisés, c'est en Suède que l'on trouve la plus forte proportion de personnes de 65 ans et plus (18 %). Au Turkménistan, 4 % seulement de la population appartient au groupe des 65 ans et plus.

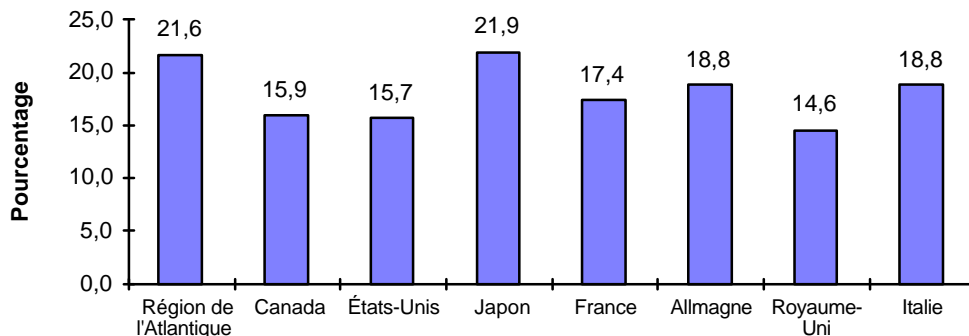
### 3.5. Richesse, pauvreté et investissement social<sup>9</sup>

**Points forts :** *Les ménages à faible revenu reçoivent un part plus importante du revenu total que ce n'est la cas dans la plupart des autres pays du G7.*

**Points faibles :** *Les prestations sociales (assurance-chômage) représentent une fraction importante du PIB.*

Comme nous l'avons déjà souligné, en 1992, le **PIB réel par habitant** (en \$ PPA) était de 16 831 \$ dans la région de l'Atlantique. Ce montant est inférieur à ceux enregistrés pour tous les pays du G7 et représente 18 % de moins que le montant pour l'ensemble du Canada. Lorsque les chiffres ne sont pas ajustés en \$ PPA, le PIB réel par habitant de la région de l'Atlantique est inférieur de plus de 25 % à celui de l'ensemble du Canada. Ce niveau d'activité représente 0,2 % du PIB de l'ensemble des pays industrialisés en 1992.

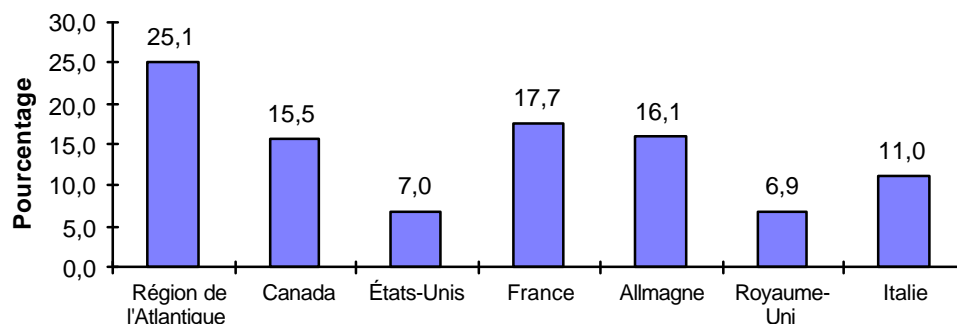
**Part du revenu total des 40 % des ménages les plus pauvres, 1992**



Dans la région de l'Atlantique, **les 40 % des ménages les plus pauvres** se partagent 21,6 % **du revenu total**. Ce pourcentage est supérieur à celui obtenu pour l'ensemble des pays du G7, à l'exclusion du Japon (21,9 %). Dans l'ensemble du Canada, les 40 % des ménages les plus pauvres se partagent 15,9 % seulement du revenu total.

<sup>9</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 5, à l'annexe B.

### Dépenses au titre des prestations sociales (en pourcentage du PIB), 1992



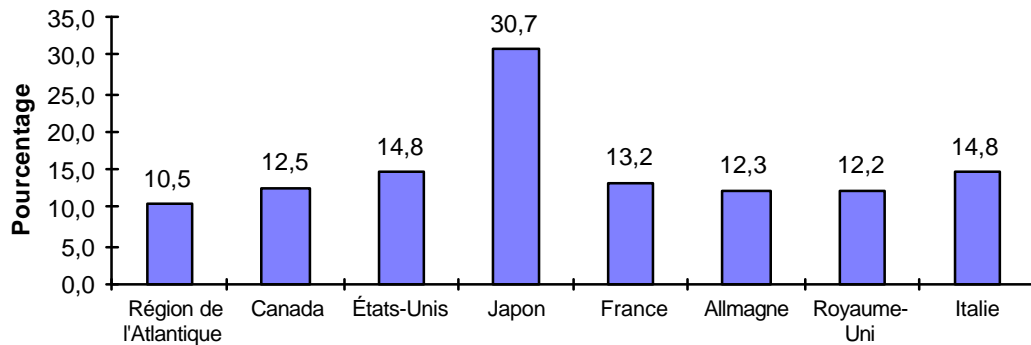
Dans la région de l'Atlantique, les **dépenses au titre des prestations sociales** représentent 25,1 % du PIB<sup>10</sup>. Aucun des pays du G7 n'affiche une proportion aussi élevée, quoique la France (17,7 %), l'Allemagne (16,1 %) et le Canada (15,5 %) enregistrent des proportions nettement supérieures à celles observées au Royaume-Uni (6,9 %) et aux États-Unis (7,0 %). La région de l'Atlantique a un chiffre élevé parce que le taux de chômage y est important et le montant des prestations d'assurance-chômage, considérable.

Dans la région de l'Atlantique, les **dépenses au titre de l'instruction** représentent 10,3 % des dépenses publiques totales, ce qui est un peu plus bas que les proportions correspondantes enregistrées pour le Canada et le Royaume-Uni (12,1 % et 13,2 % respectivement), mais beaucoup plus élevé que les proportions enregistrées pour les États-Unis et la France (1,8 % et 7,0 % respectivement).

---

<sup>10</sup> Les prestations sociales comprennent les prestations versées aux travailleurs en cas de maladie ou d'invalidité, les prestations aux personnes âgées et aux personnes atteintes d'une invalidité permanente, les prestations d'assurance-chômage, les prestations de maternité et les prestations pour enfants de même que le coût des services de bien-être social.

**Dépenses publiques au titre de la santé, en  
pourcentage des dépenses publiques totales,  
1989-91**



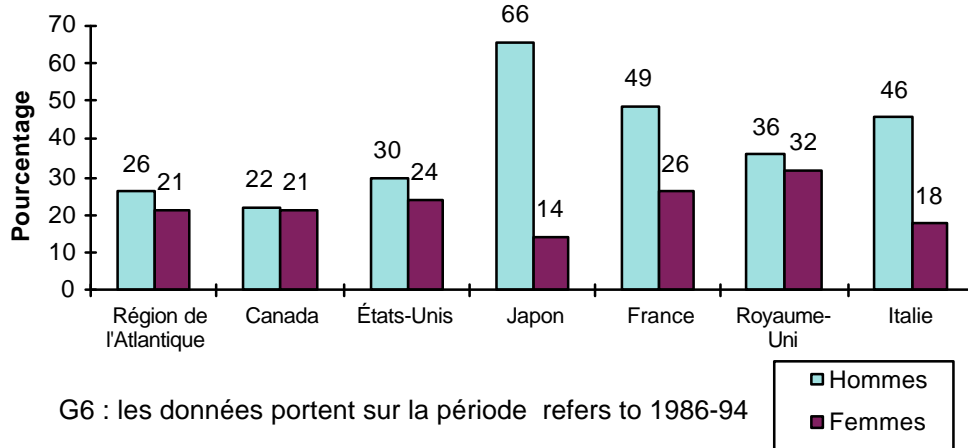
Durant la période 1989-1991, les **dépenses publiques au titre de la santé** dans la région de l'Atlantique représentaient 10,5 % des dépenses publiques totales, ce qui est comparable au pourcentage observé dans la plupart des pays du G7. Pendant la période considérée, il n'y a que le Japon où les dépenses de santé constituaient une part beaucoup plus importante des dépenses publiques totales (près de 31 %). Parmi les pays industrialisés, c'est la Suède qui affichait le pourcentage le plus bas (0,8 %).

### 3.6. Santé<sup>11</sup>

**Points forts :** *Peu de fumeurs chez les adultes.  
Faible consommation de boissons alcoolisées par habitant.  
Nombre de cas de sida signalés par habitant peu élevé.*

**Points faibles :** *Risque de mortalité du cancer après l'âge de 65 ans supérieur au risque dans les autres pays du G7.*

**Part des adultes qui fument (en pourcentage),  
1989-91**

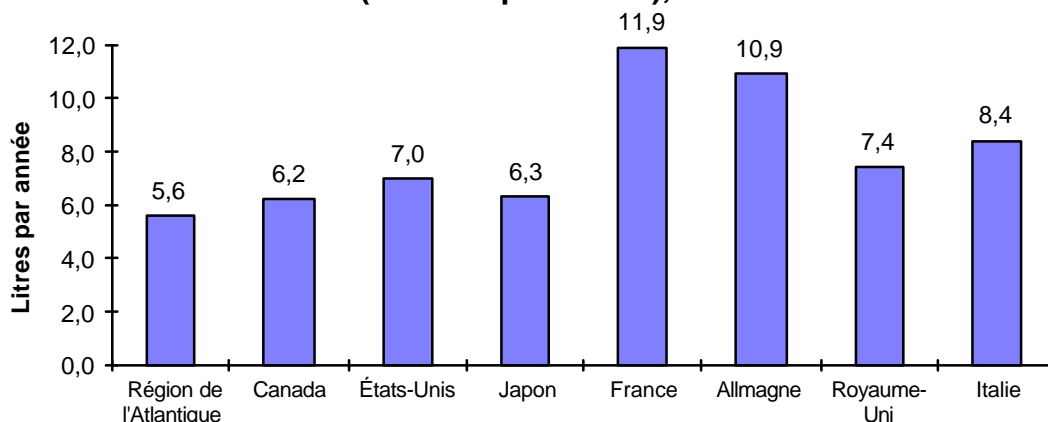


Dans la région de l'Atlantique, le quart environ des hommes d'âge adulte fument, soit une proportion un peu plus importante que dans l'ensemble du Canada. Toutefois, par rapport à la plupart des autres pays, cette proportion est faible, la part correspondante dans l'ensemble des pays industrialisés étant de 44 %. Pour ce qui est de la proportion des femmes d'âge adulte **qui fument** dans la région de l'Atlantique, elle est un peu plus basse que chez les hommes, 21 %. Ce pourcentage est comparable à la proportion des femmes qui fument dans l'ensemble du Canada, mais plus bas que celui enregistré pour les pays du G7, si l'on exclut le Japon (14 %) et l'Italie (18 %). Dans les pays du G7 autres que le Japon et l'Italie, les femmes qui fument représentent entre 24 % et 32 % de la population féminine.

<sup>11</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 6, à l'annexe B.



### Consommation de boissons alcoolisées par habitant (en litres par année), 1991



En 1991, le **niveau de consommation de boissons alcoolisées par habitant** dans la région de l'Atlantique s'établissait à 5,6 litres par année, soit 10 % de moins que les 6,2 litres consommés en moyenne dans l'ensemble du Canada. Le niveau de consommation dans la région de l'Atlantique est bien inférieur à celui dans les autres pays du G7 (l'écart se situant entre 11 et 52 %). Parmi les pays du G7, c'est la France qui enregistre le plus haut niveau annuel de consommation de boissons alcoolisées (11,9 litres par habitant) et le Japon, le niveau le plus bas (6,3), après le Canada.

Dans la région de l'Atlantique, le **pourcentage de personnes qui meurent d'une maladie du coeur après l'âge de 65 ans** est plus fort que dans l'ensemble du Canada. Toutefois, par rapport aux Japonais, aux Français et aux Italiens, tous les Canadiens, quelle que soit la région qu'ils habitent, ont une plus forte probabilité de mourir d'une maladie du coeur après 65 ans. Cela dit, chez les Américains, la probabilité correspondante est supérieure de 5 % à ce qu'elle est dans la région de l'Atlantique et cela, tant chez les hommes que chez les femmes.

Dans la région de l'Atlantique, la proportion des personnes de plus de 65 ans qui meurent d'une maladie du coeur est plus importante que la proportion de celles qui meurent du cancer. Cependant, la fréquence du cancer est plus élevée dans la région de l'Atlantique et dans l'ensemble du Canada que dans les autres pays du G7.

En résumé, dans la région de l'Atlantique, la probabilité de mourir d'un cancer ou d'une maladie du coeur après l'âge de 65 ans est de 63 % chez les hommes et de 57 % chez les femmes.

En 1993, le **nombre de cas de sida signalés** dans la région de l'Atlantique était de 2,2 pour 100 000 habitants. La même année, le taux correspondant pour l'ensemble du Canada était plus de deux fois plus élevé que celui pour la région de l'Atlantique, mais cinq fois moins élevé que celui pour les États-Unis (rappelons que, parmi les pays industrialisés, ce sont les États-Unis qui affichent le taux de sida le plus élevé : 25,4 pour 100 000). Parmi les pays du G7 (à l'exclusion des États-Unis), le nombre de cas de sida pour 100 000 habitants varie énormément, allant d'un minimum de 0,1 pour 100 000 au Japon à un maximum de 9,9 pour 100 000 en France.

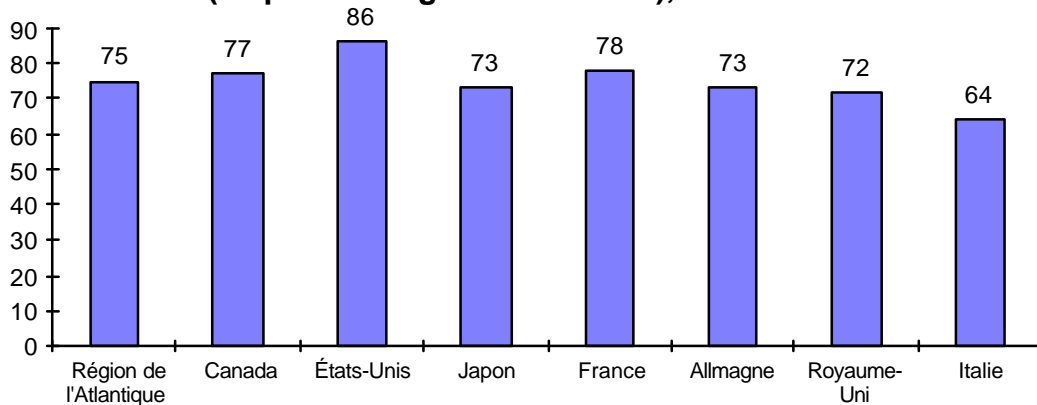
Comme nous l'avons déjà souligné, dans la région de l'Atlantique, la part des dépenses publiques au titre de la santé dans les dépenses publiques totales était de 10,5 % en moyenne durant la période 1989-1991, ce qui est comparable au pourcentage enregistré dans la plupart des pays du G7.

### 3.7. Instruction<sup>12</sup>

**Points forts :** Dépenses au titre de l'instruction représentant une part élevée du PIB.  
Dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire représentant une part importante des dépenses pour l'instruction.

**Points faibles :** Faible taux de scolarisation supérieure dans les sciences naturelles et les sciences appliquées.

**Taux de scolarisation, tous les niveaux confondus  
(en pourcentage des 6-23 ans), 1991**



En 1991, le **taux net de scolarisation** (tous les niveaux confondus, en pourcentage de la population de 6 à 23 ans) était de 75 % dans la région de l'Atlantique, ce qui est légèrement inférieur au taux de 77 % observé dans l'ensemble du Canada<sup>13</sup>. Le taux pour la région de l'Atlantique est comparable à celui pour la plupart des autres pays du G7, à l'exclusion des États-Unis, où il est beaucoup plus élevé : 86 %. En 1991, les pays industrialisés affichaient un taux de scolarisation moyen de 77 %.

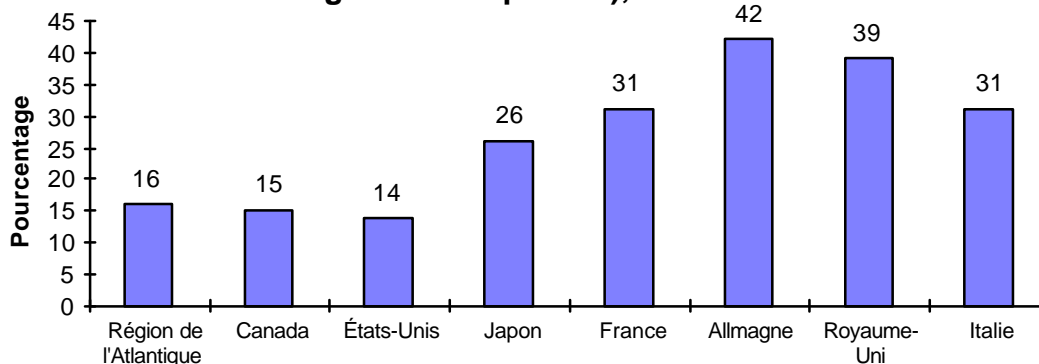
<sup>12</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 7, à l'annexe B.

<sup>13</sup> Dans le RMDH, le pourcentage indiqué pour le Canada est de 89 %. Selon des données plus récentes produites par Statistique Canada, ce pourcentage serait plus bas.

Toujours en 1991, le **taux brut de scolarisation au deuxième cycle du secondaire** en équivalents plein temps (10, 11 et 12 années de scolarité) était de 98 % de la population de 15 à 17 ans. Le taux moyen pour le G7 était de 100 %. Dans certains pays du G7, le taux brut de scolarisation au deuxième cycle du secondaire dépasse 100 %; cela tient au fait que le taux brut inclut des personnes qui ne font pas partie du groupe des 15-17 ans. En 1991, l'Allemagne enregistrait le taux le plus élevé : 123 %.

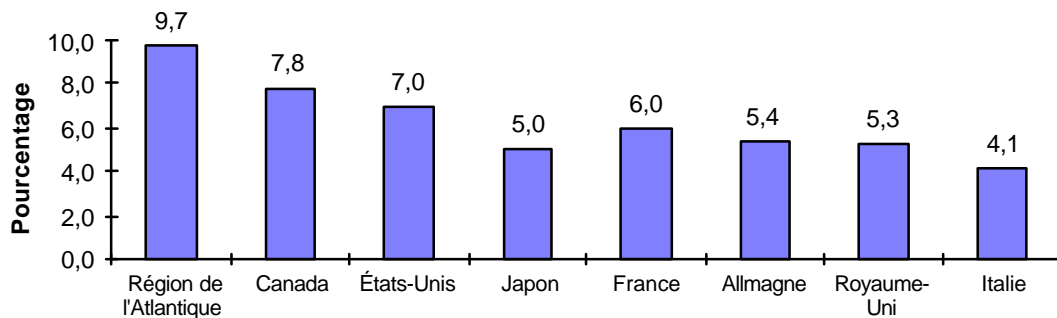
Comme nous l'avons déjà indiqué, dans la région de l'Atlantique, le taux brut de scolarisation supérieure (en équivalents temps plein) est comparable au taux dans les autres pays du G7.

**Effectif en sciences naturelles et en sciences appliquées au niveau supérieur (en pourcentage de l'effectif total dans les établissements d'enseignement supérieur), 1990-91**



Dans la région de l'Atlantique, l'**effectif en sciences naturelles et en sciences appliquées au niveau supérieur** en pourcentage de l'effectif total dans les établissements d'enseignement supérieur est bien plus petit que dans l'ensemble des pays industrialisés (16 %, comparativement à 31 %). Tous les pays du G7, autres que le Canada et les États-Unis, ont des proportions bien supérieures à celle enregistrée pour la région de l'Atlantique. Les pourcentages pour le Canada et les États-Unis sont légèrement inférieurs à celui pour l'Atlantique.

### Dépenses totales au titre de l'instruction (en pourcentage du PIB), 1991



Dans la région de l'Atlantique, les **dépenses au titre de l'instruction** représentaient près de 10 % du PIB en 1991. Quatre-vingt-dix pour cent de ces fonds provenaient de sources publiques. Dans tous les pays du G7, les dépenses au titre de l'instruction constituaient une moins grande part du PIB que dans la région de l'Atlantique. Cette part variait entre un minimum de 4,1 % (Italie) et un maximum de 7,8 % (Canada). Lorsque l'on considère la part des dépenses au titre de l'instruction qui sont assurées par l'État, on constate que le Canada se compare davantage à la France qu'à la région de l'Atlantique. Aux États-Unis, au Japon et en Allemagne, le secteur privé assume de 20 % à 25 % des dépenses au titre de l'instruction. En Italie et au Royaume-Uni, le système d'éducation est financé à 100 % par l'État.

En 1991, dans la région de l'Atlantique, les **dépenses au titre de l'enseignement supérieur (postsecondaire)** représentaient plus de 28 % des dépenses totales au titre de l'enseignement. Ce pourcentage est supérieur à celui enregistré dans la plupart des pays du G7. En Italie, les dépenses pour l'enseignement supérieur ne représentent que 10 % des dépenses totales. Aux États-Unis, le pourcentage correspondant est de 34,4 %, ce qui est un peu plus que la proportion observée dans la région de l'Atlantique.

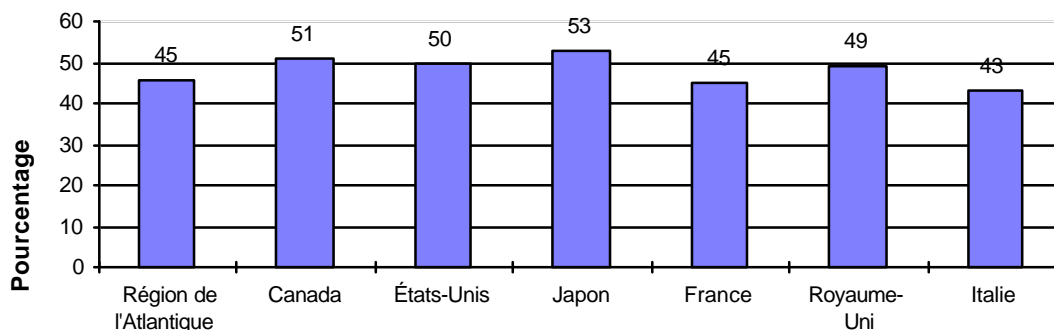
Dans la région de l'Atlantique, les dépenses publiques au titre de l'instruction représentaient un peu moins de 9 % du PIB en 1991, soit 2 % de plus que la moyenne nationale.

### 3.8. Emploi<sup>14</sup>

**Points forts :** Forte croissance des gains par salarié (1980-1991).

**Points faibles :** Taux d'activité peu élevé.  
Part importante du PIB consacré à des programmes passifs dans le domaine de l'emploi.

**Population active (en pourcentage de la population totale), 1992**

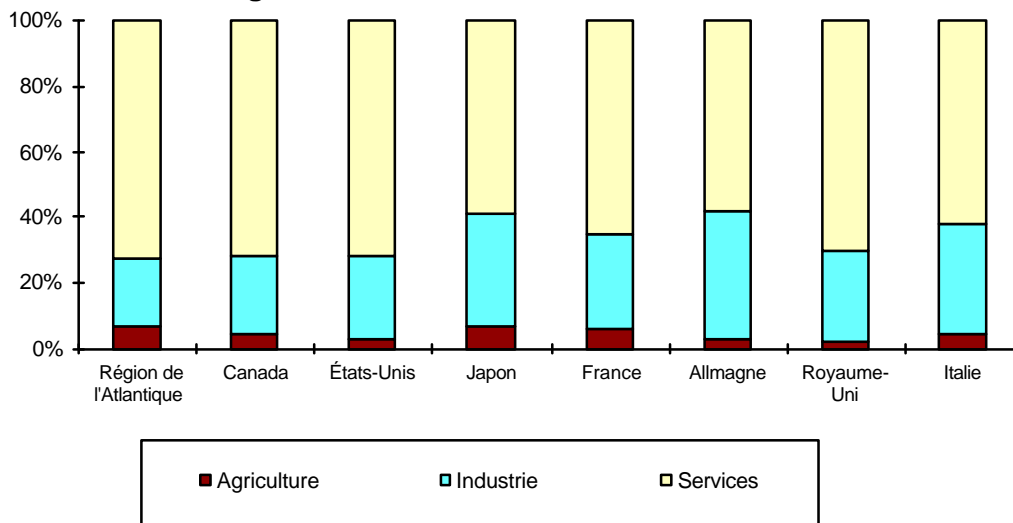


G6 : les données portent sur l'année 1992-1993.

En 1992-1993, la **population active** dans la région de l'Atlantique représentait 45 % de la population totale. Cette proportion est inférieure de 4 % à 6 % à celle observée aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais elle est très proche de celle enregistrée en France et en Italie. Dans les pays industrialisés, la part que représente la population active dans la population totale varie entre un minimum de 36 % (Malte) et un maximum de 63 % (Azerbaïdjan), la part moyenne étant de 50 %. Les pays qui affichent un taux de chômage comparable à celui enregistré dans la région de l'Atlantique l'Irlande et la Pologne ont aussi un taux d'activité comparable à celui de la région (38 % et 49 % respectivement).

<sup>14</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 8, à l'annexe B.

### Pourcentage de la population active dans l'industrie, l'agriculture et les services, 1990-1992



Lorsque l'on examine la répartition de la main-d'oeuvre selon le secteur d'activité, on voit que la proportion de la main-d'oeuvre qui travaille dans l'**agriculture** dans la région de l'Atlantique, 6 %, est plus importante qu'elle ne l'est dans l'ensemble du Canada (à noter que ce secteur inclut la pêche et l'exploitation forestière). Au Japon et en France, comme du reste en Finlande, en Norvège et au Danemark, la proportion de la main-d'oeuvre occupée dans ce secteur est comparable à celle observée dans la région de l'Atlantique. Cela dit, le pourcentage moyen observé dans les pays industrialisés est de 10 %, soit près de deux fois la proportion enregistrée dans la région de l'Atlantique.

Vingt-et-un pour cent de la population active de la région de l'Atlantique se concentre dans l'**industrie** (secteur dans lequel nous incluons la fabrication, l'exploitation minière, la construction et les services d'utilité publique). Cette proportion, qui est la plus basse du G7, représente 3 % à 4 % de moins que la proportion correspondante pour le Canada et les États-Unis et de 17 % à 18 % de moins que les proportions enregistrées pour le Japon et l'Allemagne. Dans la plupart des pays industrialisés, la part de la population active dans ce secteur se situe autour de 32 %. Seuls le Tadjikistan, l'Albanie et l'Ouzbékistan ont des pourcentages inférieurs à celui observé dans la région de l'Atlantique.

C'est dans les **services** que l'on trouve le gros de la population active de la région de l'Atlantique, 72 %. Ce pourcentage est comparable à celui observé pour le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, mais supérieur de 14 % à la proportion moyenne dans les pays industrialisés.

En 1992, le **taux de remplacement de la population active** dans la région de l'Atlantique s'établissait à 97, ce qui autorise à penser que, dans cette région, les 0-14 ans représentaient 32,3 % de l'effectif des 15-59 ans (le taux de renouvellement de la population active d'un pays équivaut à trois fois la part de l'effectif des 0-14 ans dans la population totale). Dans les pays ayant une population plus âgée, par exemple l'Italie et la Suisse, le taux de remplacement était plus bas, 79 et 80 respectivement. Les pays qui ont une population jeune affichent des taux de remplacement beaucoup plus élevés. Nous pensons, par exemple, à l'Albanie, à Israël et à l'Irlande, où les taux de remplacement sont de 162, 159 et 135 respectivement. En 1992, le taux de remplacement moyen dans les pays industrialisés était de 96.

Au cours de la période 1980-1991, les **gains par salarié** dans la région de l'Atlantique se sont accrus à un rythme annuel de 1,8 % (compte tenu de l'inflation), ce qui correspond à peu près à la croissance observée en France et en Allemagne. Parmi les pays du G7, seuls le Royaume-Uni et le Japon ont enregistré une progression plus rapide. Les gains par salarié ont augmenté de 0,5 % aux États-Unis, tandis qu'ils affichaient une croissance nulle au Canada.

Le **taux de syndicalisation** dans la région de l'Atlantique est de 38 %, alors que, dans l'ensemble du Canada, il s'établit à 35 %. Le taux dans la région de l'Atlantique est plus de deux fois supérieur aux taux observés aux États-Unis (17 %) et en France (12 %), mais il est comparable aux taux en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie.

Dans la région de l'Atlantique, la **durée hebdomadaire du travail** dans le secteur de la fabrication était de 39 heures en 1992-1993, ce qui est comparable aux durées observées dans l'ensemble du Canada, en France et en Allemagne. Parmi les pays industrialisés, ceux affichant les durées les plus longues étaient le Japon et le Royaume-Uni (43 heures dans chaque cas) et ceux affichant les durées les plus courtes, la Moldavie (28 heures), la Belgique et le Danemark (32 heures dans chaque cas).

Les **dépenses au titre des programmes relatifs au marché du travail** représentent une plus grosse part du PIB total dans la région de l'Atlantique (6,8 %) que dans les pays du G7. En Allemagne, la part de ces dépenses dans le PIB total est de 4,2 %, mais, dans les autres pays du G7, elle se situe le plus souvent entre 2 % et 3 %. Au Japon et aux États-Unis, les dépenses au titre des programmes relatifs au marché du travail représentent dans chaque cas moins de 1 % du PIB. La Finlande et le Danemark sont les deux seuls pays dont l'investissement dans les programmes relatifs au marché du travail est aussi important que dans la région de l'Atlantique. Le Canada investit 2,7 % de son PIB dans des programmes relatifs au marché du travail.



### 3.9. Chômage<sup>15</sup>

**Points forts :** *Fréquence plus faible du chômage de longue durée que dans l'ensemble des pays du G7.*

**Points faibles :** *Taux de chômage élevé, et cela tant chez les hommes que chez les femmes.  
Prestations d'assurance-chômage représentant un fort pourcentage des dépenses du gouvernement fédéral.*

En 1993, le nombre moyen de **personnes en chômage** dans la région de l'Atlantique était de 168 000. Cet effectif représente 10 % environ de l'effectif total des chômeurs au Canada. Étant donné que la population active de la région de l'Atlantique représente moins de 7,5 % de la population active totale du Canada, il s'ensuit que le taux de chômage dans la région de l'Atlantique dépasse de plus de 4 points le taux enregistré pour l'ensemble du Canada.

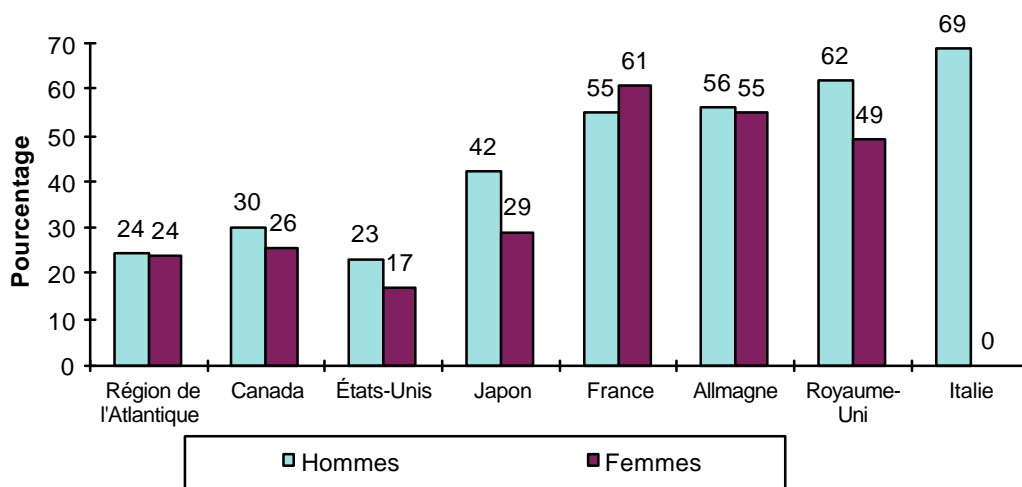
Comme nous l'avons déjà souligné, le taux de chômage dans la région de l'Atlantique est relativement élevé par rapport au taux dans les autres pays du G7; il est supérieur de près de 13 points à celui au Japon et de 3,8 points à celui en France. En 1993, le taux moyen de chômage dans les pays industrialisés était de 8,6 %.

En 1993, le **taux de chômage masculin** dans la région de l'Atlantique était supérieur de près de 2 points au **taux féminin**. Cet écart est comparable à la différence de 1 à 1,5 points observée entre les hommes et les femmes aux États-Unis et dans l'ensemble du Canada. En Grande-Bretagne, l'écart entre les taux de chômage chez les hommes et chez les femmes était beaucoup plus important : le taux masculin y était supérieur de près de 5 points au taux féminin. Au Japon, il n'y a pour ainsi dire aucune différence entre les taux masculin et féminin, alors qu'en France et en Italie, les taux féminins sont supérieurs de 3,9 et de 9,2 points respectivement aux taux masculins. Dans les pays industrialisés, l'écart moyen était de 0,8 point en 1993.

---

<sup>15</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 9, à l'annexe B.

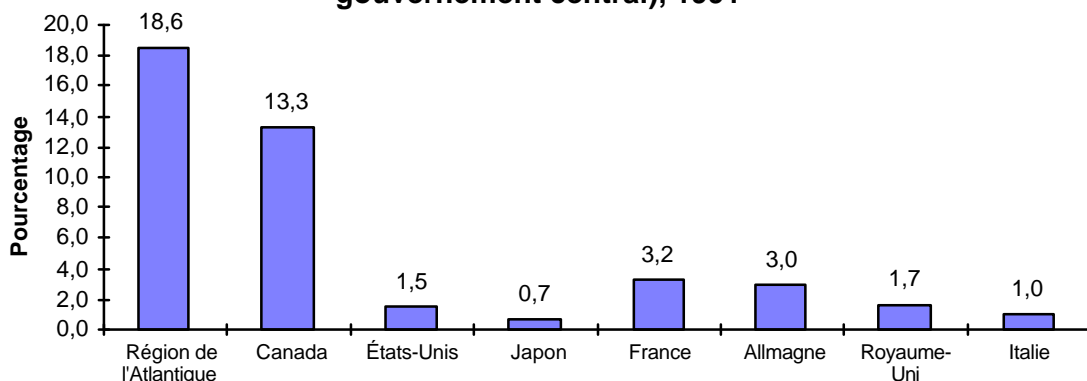
### Fréquence du chômage de plus de 6 mois, 1992



En 1992, 24 % des chômeurs dans la région de l'Atlantique ont déclaré être sans travail depuis plus de 6 mois et 8 % des chômeurs et 3 % des chômeuses ont indiqué être sans emploi depuis plus de 12 mois. La **fréquence du chômage de longue durée** dans la région de l'Atlantique est comparable à celle observée aux États-Unis et en Suède, mais légèrement inférieure à celle observée pour l'ensemble du Canada. De façon générale, le taux de chômage de longue durée est beaucoup plus élevé dans les autres pays du G7, de deux à trois fois plus élevé.

La fréquence assez faible du chômage de longue durée dans l'Atlantique peut sembler surprenante puisque cette région a un taux de chômage élevé. Toutefois, comme nous l'avons souligné, la région a un taux d'activité inférieur à la moyenne, ce qui donne à penser qu'on y trouve un nombre important de « travailleurs découragés ». Ces résultats méritent un examen plus approfondi et il se peut que la région de l'Atlantique ait ici un défi à relever.

**Dépenses au titre des prestations d'assurance-chômage (en pourcentage des dépenses du gouvernement central), 1991**



En 1991, la part des dépenses au titre des **prestations d'assurance-chômage** dans les dépenses du gouvernement central dépassait 18,6 % dans la région de l'Atlantique. Ce pourcentage était supérieur de 5 % à celui enregistré pour l'ensemble du Canada et était au moins cinq fois plus élevé que le pourcentage correspondant dans les autres pays du G7. Aucun autre pays n'alloue une part aussi importante de son budget aux prestations d'assurance-chômage. L'Espagne et l'Irlande sont les pays qui enregistrent les proportions les plus proches de celle du Canada (7,0 % et 6,3 % respectivement). Il convient toutefois de souligner que les chiffres pour le Canada sont plus élevés qu'ils ne devraient normalement l'être parce qu'ils comprennent les prestations de maternité de l'assurance-chômage.

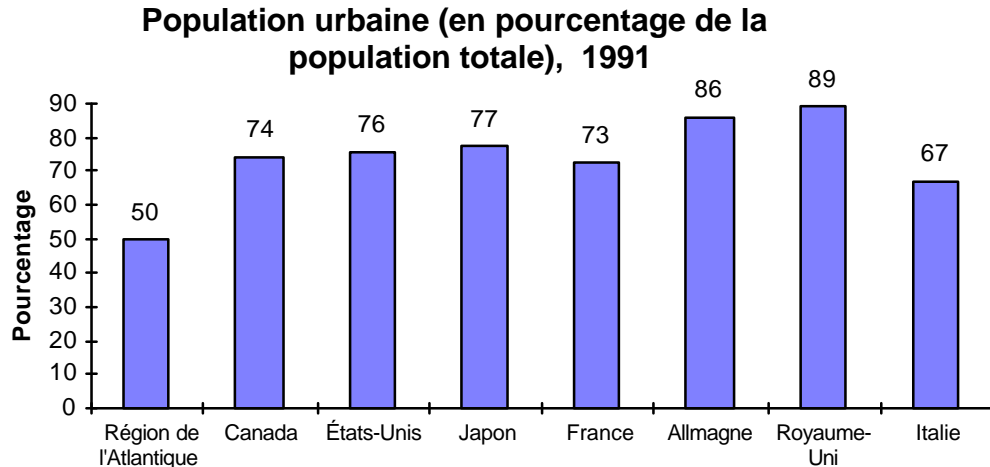
Dans la région de l'Atlantique, les **dépenses publiques au titre de la protection sociale** représentent 28,7 % du PIB<sup>16</sup>. Aucun pays du G7 n'enregistre une proportion aussi élevée. Toutefois, dans quatre de ces pays, la proportion est supérieure à 20 %. Il s'agit de la France (26,5 %), de l'Italie (24,5 %), de l'Allemagne (23,5 %) et du Royaume-Uni (22,3 %). Les proportions correspondantes pour l'ensemble du Canada et les États-Unis (18,3 % et 14,6 % respectivement) étaient inférieures de 10 et de 14 points respectivement à la proportion enregistrée pour la région de l'Atlantique.

<sup>16</sup> Par l'expression « protection sociale », on entend le versement de prestations sociales dans les domaines de la santé, des pensions, du chômage ainsi que dans le cadre de divers régimes de soutien du revenu.

### 3.10. Urbanisation<sup>17</sup>

*Points forts :* Faible taux d'urbanisation.

*Points faibles :* Solde migratoire négatif.



G6 : les données portent sur l'année 1992

En 1961, la **population urbaine** représentait 52 % de la population totale dans la région de l'Atlantique, comparativement à 71 % dans l'ensemble du Canada. Entre 1961-1992, la population urbaine a diminué de 2 % dans la région de l'Atlantique, mais a progressé de 3 % dans l'ensemble du Canada. Le taux d'urbanisation dans la région de l'Atlantique est bien inférieur au taux moyen enregistré dans les pays du G7, où il se situe entre 67 % (Italie) et 89 % (Royaume-Uni).

En 1961, le taux d'urbanisation dans la région de l'Atlantique se comparait aux taux en Norvège et en Suisse. Toutefois, depuis trente ans, ces deux pays ont connu une croissance urbaine plus importante que la région de l'Atlantique, de sorte qu'ils affichent aujourd'hui un taux d'urbanisation plus élevé. En 1992, le taux d'urbanisation dans la région de l'Atlantique se comparait à celui en Moldavie (49 %) et à celui en Autriche (55 %).

---

<sup>17</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 10, à l'annexe B.

Entre 1961 et 1991, **le taux d'accroissement annuel moyen de la population urbaine** était de 0,6 % dans la région de l'Atlantique. Ce taux correspond à moins de la moitié du taux pour l'ensemble du Canada, mais il est égal à celui pour l'Ouzbékistan (0,6 %) et très proche des taux pour le Japon, l'Irlande et Malte (0,7 % dans chaque cas) de même que pour la France et la Suisse (0,5 % pour l'un et l'autre pays).

Dans la région de l'Atlantique, la part de la population urbaine vivant dans la **ville la plus importante** (Halifax) est de 21 %. Ce pourcentage est supérieur à la proportion de la population canadienne vivant dans la ville la plus importante du pays (Toronto), mais elle est comparable à la part de la population française vivant dans la plus grosse ville de France (Paris).

### **3.10.1. Régions rurales**

La région de l'Atlantique est plus « rurale » que ne le sont la plupart des pays du G7. Pour permettre de mieux connaître les conditions de vie dans les régions rurales partout dans le monde, l'OCDE, dans le cadre de son Programme de développement rural, a commencé à recueillir des données sur des indicateurs sociaux, économiques et environnementaux dans les régions rurales et éloignées. Le Sous-comité de recherche du Comité interministériel sur les régions rurales et éloignées du Canada a participé à ce programme et il a produit une étude qui s'intitule *Profil du Canada rural*. Nous avons puisé dans cette étude afin d'étoffer les indicateurs de l'urbanisation proposés dans le RMDH.

Dans le *Profil du Canada rural*, on définit trois catégories de régions : agglomérations, régions intermédiaires et régions rurales et éloignées. Une région rurale est une région dans laquelle la densité de population est de moins de 150 personnes par kilomètre carré et une région urbaine, une région dans laquelle la densité de population est de plus de 150 personnes par kilomètre carré. Les régions rurales et éloignées sont des régions dans lesquelles plus de 50 % de la population vit dans des collectivités rurales. On dit d'une région qu'elle est « intermédiaire » lorsque de 15 % à 50 % de sa population vit dans des collectivités rurales. Dans une agglomération, moins de 15 % de la population vit dans une collectivité rurale.

**Tableau R1 : Variation de la population, 1981-1991  
(en pourcentage)**

	Canada	Région de l'Atlantique
Agglomérations	14	-5
Régions intermédiaires	18	14
Régions rurales et éloignées	6	5

Source : Profil du Canada rural, Sous-comité de recherche du Comité interministériel sur les régions rurales et éloignées du Canada, gouvernement du Canada, 1995.

Dans la région de l'Atlantique, la population des régions rurales et éloignées a progressé de 2 % au cours des années 80, le gros de l'accroissement étant observé dans les régions adjacentes aux régions métropolitaines. Les régions intermédiaires sont la catégorie de région dans laquelle la croissance a été la plus rapide. Comme nous l'avons indiqué, durant cette période, la population urbaine de la région a diminué.

**Tableau R2 : Accroissement naturel et solde migratoire, 1981-1991**

	Canada		Région de l'Atlantique	
	Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement naturel	Solde migratoire
Total	1 973 303	980 427	153 600	-65 630
Agglomérations	8 533 724	662 891	3 851	-8 536
Régions intermédiaires	448 160	493 230	32 693	18 142
Régions rurales/éloignées.	671 419	-175 694	117 136	-75 236

Nota : L'accroissement naturel correspond à la balance des naissances et des décès.

Source : Profil du Canada rural, Sous-comité de recherche du Comité interministériel sur les régions rurales et éloignées du Canada, gouvernement du Canada, 1995.

L'accroissement d'une population quelle qu'elle soit se décompose en un accroissement par migration (que l'on appelle migration nette ou solde migratoire) et en un accroissement naturel (qui correspond à la balance des naissances et des décès). La région de l'Atlantique a enregistré un taux d'accroissement naturel positif entre 1981 et 1991, de sorte que le recul de la population urbaine durant cette période tient au fait que le nombre de personnes ayant quitté les villes était supérieur au nombre de personnes venues s'y établir. Au cours de cette période, les régions rurales et éloignées de la région de l'Atlantique ont également enregistré un solde migratoire négatif important, mais la baisse a été largement compensée par l'excédent des naissances sur les décès. Si le solde migratoire d'une région nous renseigne sur la perception qu'ont les gens des possibilités

économiques qui s'y offrent, on est en droit de conclure qu'à cet égard, la région de l'Atlantique a un important défi à relever.

**Tableau R3 : Taux d'emploi, selon l'âge et la région, 1991**

	Canada 15-24 ans	Région de l'Atlantique 15-24 ans	Canada 25-54 ans	Région de l'Atlantique 25-54 ans	Canada 55-64 ans	Région de l'Atlantique 55-64 ans
Total	56	44	77	69	48	38
Agglomérations	59	52	79	73	50	42
Régions intermédiaires	58	59	78	78	47	47
Régions rurales et éloignées	52	39	75	64	45	35

	Canada 65 ans et plus	Région de l'Atlantique 65 ans et plus	Canada Total *	Région de l'Atlantique Total *
Total	8	5	71	61
Agglomérations	8	5	72	65
Régions intermédiaires	7	6	71	71
Régions rurales et éloignées	9	5	67	55

\* Total = (population ayant un emploi/population de 15 à 64 ans) x 100.

Source : *Profil du Canada rural*, Sous-comité de recherche du Comité interministériel sur les régions rurales et éloignées du Canada, gouvernement du Canada, 1995.

En 1991, le taux d'emploi était inférieur dans les régions rurales à ce qu'il était dans l'ensemble de la région de l'Atlantique. Le taux d'emploi pour les régions rurales dans la région de l'Atlantique était inférieur de 12 % environ au taux pour les régions rurales dans l'ensemble du Canada.

**Tableau R4 : Revenu par habitant, 1990**

	Canada 1990	Région de l'Atlantique 1990
Total	17 080	13 479*
Agglomérations	18 808	14 608
Régions intermédiaires	17 497	17 177
Régions rurales et éloignées	14 455	12 940

Source : *Profil du Canada rural*, Sous-comité de recherche du Comité interministériel sur les régions rurales et éloignées du Canada, gouvernement du Canada, 1995.

\*Estimation.

Si le revenu par habitant est plus bas dans l'Atlantique que dans l'ensemble du Canada, les données montrent que l'écart entre le revenu moyen par habitant dans les régions rurales de l'Atlantique et le revenu régional moyen est plus petit que l'écart entre les régions rurales dans l'ensemble du Canada et le revenu national moyen. Dans la région de l'Atlantique, le revenu moyen dans les régions rurales est inférieur de 4 % environ au revenu régional moyen, tandis que, dans l'ensemble du Canada, le revenu moyen dans les régions rurales est inférieur de plus de 15 % au revenu national moyen.

**Tableau R5 : Variation en pourcentage du revenu réel, 1980-1990**

	Canada	Région de l'Atlantique
Agglomérations	10	11
Régions intermédiaires	19	21
Régions rurales/éloignées	15	24

Source : *Profil du Canada rural*, Sous-comité de recherche du Comité interministériel sur les régions rurales et éloignées du Canada, gouvernement du Canada, 1995.

Sur la période 1980-1990, le revenu réel dans les régions rurales de l'Atlantique a progressé plus rapidement que dans toute autre catégorie de région.

Les données ci-dessus ne nous donnent qu'un aperçu des renseignements que peuvent nous fournir les indicateurs ruraux du développement humain. D'autres études doivent être faites pour mettre en évidence les points forts et les points faibles des régions rurales.



### 3.11. Violence et criminalité<sup>18</sup>

*Points forts:* Taux de suicide peu élevé.

*Points faibles:* Fort taux d'incarcération.

En 1991, le **taux d'incarcération** (nombre de détenus pour 100 000 habitants) était de 91 dans la région de l'Atlantique, en baisse par rapport au taux de 96 enregistré en 1986. Ces chiffres sont inférieurs de 10 % environ aux chiffres obtenus pour l'ensemble du Canada les mêmes années. Par rapport au Japon, à la France et à l'Italie, et les taux pour la région de l'Atlantique et ceux pour l'ensemble du Canada sont relativement élevés : plus du double des taux pour le Japon et supérieurs de plus de 25 % aux taux pour la France. Cela dit, le taux d'incarcération observé en 1991 dans la région de l'Atlantique est plus bas que ceux observés en Roumaine (112), à Malte (119), en Hongrie (119) et en Nouvelle-Zélande (120), et beaucoup plus bas par rapport aux taux extrêmement élevés enregistrés en Autriche (261) et en Lituanie (225).

En 1990, il y a eu relativement moins d'**homicides** dans la région de l'Atlantique que dans l'ensemble du Canada. Dans la principale ville de la région, Halifax, le taux d'homicide était inférieur aux taux enregistrés dans les principales villes du G7, à l'exclusion de Tokyo.

Les **crimes liés à la drogue** sont beaucoup plus fréquents dans la région de l'Atlantique (247 pour 100 000 habitants entre 1980 et 1986) qu'au Japon (31) et en Italie (6), mais presque aussi fréquents que dans l'ensemble du Canada (246) et qu'aux États-Unis (234).

Le nombre total de **viols d'adultes rapportés** s'établissait à 1 700 dans la région de l'Atlantique en 1986, ce qui représente à peu près 8 % des viols rapportés dans l'ensemble du Canada cette année-là. Lorsque l'on considère les autres pays, les chiffres pour le Canada paraissent très élevés. Par exemple, aux États-Unis, 90 400 viols ont été signalés à la police en 1986, soit un chiffre correspondant à moins de 4,5 fois celui pour le Canada. Compte tenu de la taille de leur population seulement, on pourrait s'attendre que le nombre de viols soit dix fois plus élevé aux États-Unis qu'au Canada. L'écart tient à

---

<sup>18</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 11, à l'annexe B.

la façon dont les statistiques sont recueillies. Au Canada, le viol n'est pas classé dans une catégorie de crime distincte. Un personne qui commet un viol est accusée d'agression sexuelle, soit une catégorie qui englobe de nombreux types d'infractions différentes.

Le **nombre de suicides** pour 100 000 habitants était de 18 chez les hommes et de 3 chez les femmes dans la région de l'Atlantique, ce qui est légèrement inférieur aux nombres enregistrés dans la plupart des pays du G7. Le Royaume-Uni et l'Italie ont des taux de suicide masculin moins élevés (13 et 11 pour 100 000 respectivement) que la région de l'Atlantique. Dans les pays industrialisés, le nombre moyen de suicides pour 100 000 habitants est de 26 chez les hommes et de 8 chez les femmes.

Si l'on considère des statistiques plus récentes, nous constatons que le taux de criminalité dans la région de l'Atlantique continue d'être bien en-deça du taux obtenu pour l'ensemble du Canada, si l'on excepte les crimes avec violence, pour lesquels les taux sont comparables.

**Taux de criminalité (nombre de crimes pour 100 000 habitants), 1994**

	Crimes avec violence	Crimes contre la propriété	Total, infractions au code criminel
Canada	1 037	5 214	9 002
Région de l'Atlantique	1 025	3 408	7 051

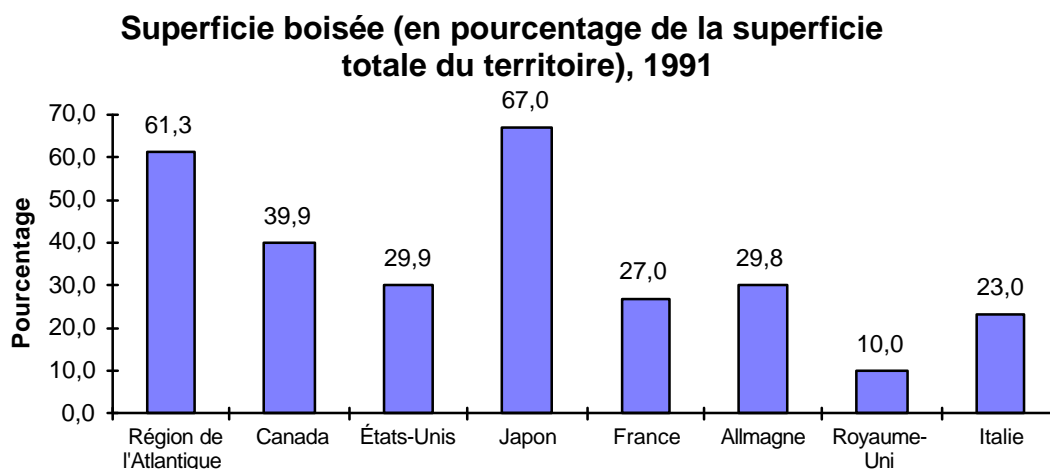
Source : *Juristat*, 1994, Statistique Canada, n° 85-002 au catalogue.

### 3.12. Bilan des ressources naturelles<sup>19</sup>

**Points forts :** *Importantes ressources en eau intérieures renouvelables.  
Faible taux d'irrigation.  
Superficie boisée représentant une fraction importante du territoire.*

**Points faibles :** *Peu de terres arables.*

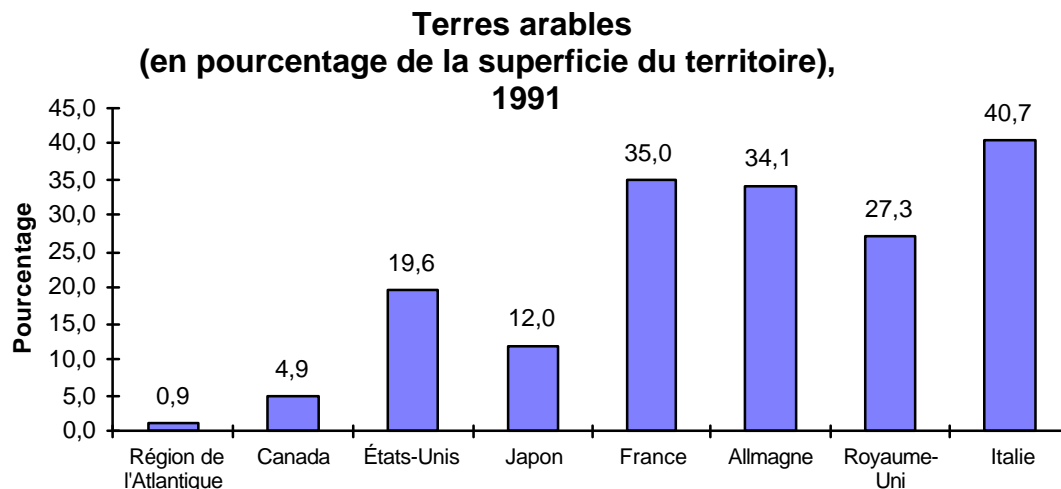
La région de l'Atlantique représente 0,4 % de la surface émergée du globe. Elle couvre à peu près la même superficie que la France, mais elle est plus grande que le Japon, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Sa superficie correspond à 1/20 de celle du Canada ou des États-Unis.



G6 : les données portent sur l'année 1992.

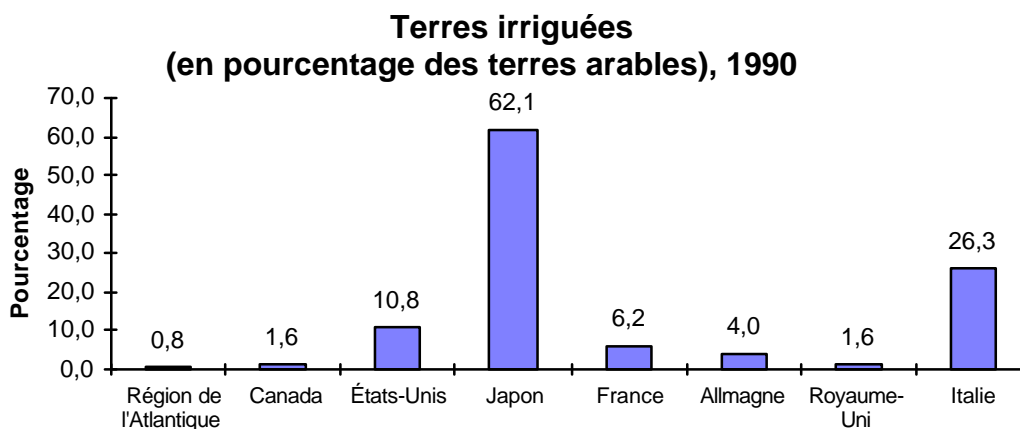
Les forêts et les bois couvrent plus de 60 % de la superficie de la région de l'Atlantique. C'est bien plus que dans l'ensemble des pays du G7, à l'exclusion du Japon, où la superficie boisée constitue 67 % du territoire. Parmi les pays industrialisés, seules la Finlande et la Suède ont des chiffres supérieurs à ceux obtenus pour la région de l'Atlantique (76,2 % et 68,1 % respectivement). Dans les pays industrialisés, la superficie boisée est de 26,6 % en moyenne. Au Canada, elle est de 39,9 %.

<sup>19</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 12, à l'annexe B.



G6 : les données portent sur l'année 1992.

À cause de l'étendue des forêts et bois dans la région de l'Atlantique, les **terres arables** n'y représentent qu'un faible pourcentage du territoire (0,9 %). Ce pourcentage, cela n'a rien d'étonnant, est bien inférieur à ceux enregistrés dans le G7. Dans l'ensemble du Canada, les terres arables représentent 4,9 % du territoire. Le seul pays qui affiche un chiffre plus petit que la région de l'Atlantique est l'Islande (0,1 %). En Nouvelle-Zélande, les terres arables couvrent 1,5 % du territoire.



G6 : les données portent sur l'année 1992.

Dans la région de l'Atlantique, 8 % seulement des **terres arables** sont **irriguées**. Cette part représente la moitié seulement de celles enregistrées pour l'ensemble du Canada et le Royaume-Uni. Au Japon, par contre, le pourcentage correspondant est de 60 %. Dans les autres pays du G7, la part des terres arables irriguées se situe entre 4 % et 26 %. Dans les pays industrialisés, les terres irriguées ne représentent pas tout à fait 10 % des terres arables.

Si les **ressources intérieures renouvelables en eau** sont très importantes au Canada, elles le sont encore davantage dans la région de l'Atlantique. En 1991, ces ressources s'y établissaient à 130 000 mètres cubes par habitant. Aucun autre pays, sauf l'Islande (653 900 mètres cubes par habitant) n'a des ressources aussi considérables. La plupart des pays du G7 affichent des chiffres qui sont inférieurs à la moyenne mondiale, qui est de 7,6 mètres cubes par habitant.

### 3.13. Consommation d'énergie<sup>20</sup>

*Points forts :*      *Progression lente de la consommation d'énergie.*

*Points faibles :*    *Taux élevé d'utilisation de l'énergie commerciale par habitant.*

Abstraction faite de l'électricité, le charbon représentait le gros de la **production d'énergie primaire** dans la région de l'Atlantique en 1991, et cela en dépit des réserves pétrolières et gazières au large de ses côtes (la production pétrolière n'a commencé qu'en 1992).

La production de **charbon** s'établissait à 0,8 % des réserves de la région en 1991, ce qui est un taux d'épuisement comparable à celui obtenu pour l'ensemble du Canada. Parmi les pays du G7, seuls les États-Unis et l'Allemagne produisaient du charbon à un rythme moins rapide. Dans l'ensemble des pays du monde, le charbon produit représentait 0,4 % des réserves en 1991.

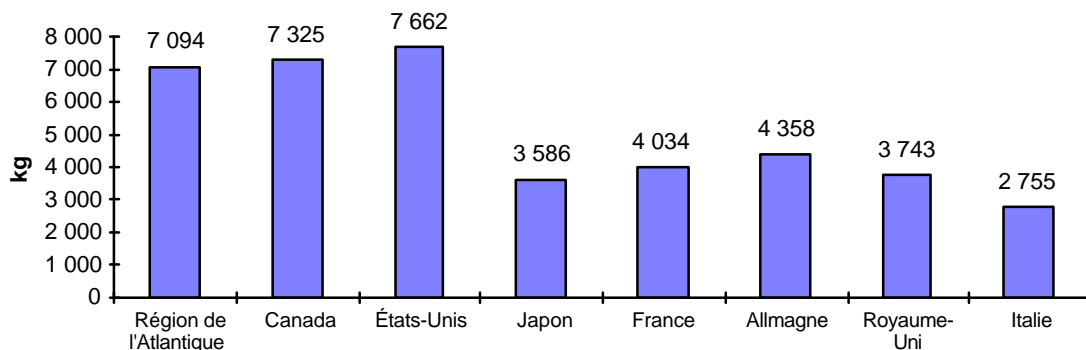
Depuis 1978, la **production d'énergie commerciale (primaire)** a toujours été plus basse dans la région de l'Atlantique que dans l'ensemble du Canada. Au Canada, la production d'énergie commerciale s'est accrue de 3 % par année entre 1978 et 1980, puis de 4 % par année durant la période 1980-1992. Ces taux sont comparables au taux moyen pour les différents pays du monde. Au cours des années 80, le Royaume-Uni a beaucoup augmenté son rythme de production d'énergie (à cause de l'exploitation des ressources dans la mer du Nord). Plus récemment, la France et le Japon augmentaient leur production de 7 % et de 5 % respectivement.

Pour ce qui est de la **consommation d'énergie**, elle a progressé beaucoup plus lentement dans la région de l'Atlantique au cours de la période 1978-1992 que dans l'ensemble du Canada et dans les autres pays du G7. Depuis 1981, la consommation énergétique n'a pas bougé dans la région de l'Atlantique, tandis qu'ailleurs dans le monde, elle a augmenté à un rythme moyen de 4 % par année.

---

<sup>20</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 13, à l'annexe B.

### Utilisation de l'énergie commerciale (en kg d'équivalents-pétrole par habitant), 1992



Pour ce qui est de l'**utilisation de l'énergie commerciale par habitant**, la région de l'Atlantique enregistre un taux comparable à celui obtenu pour l'ensemble du Canada, qui, à son tour, est comparable à celui des États-Unis. Toutefois, le niveau de d'utilisation par habitant au Canada et aux États-Unis est sensiblement plus élevé que dans les autres pays du G7 et dans les pays industrialisés. En 1992, le taux moyen pour les pays industrialisés s'élevait à 4 834 kilos d'équivalents-pétrole par habitant, soit un taux d'utilisation inférieur de plus de 30 % à celui enregistré dans la région de l'Atlantique. Soulignons cependant qu'au cours des quinze dernières années, la région de l'Atlantique, le G7 et la plupart des pays industrialisés ont amélioré leur efficacité énergétique. Cela dit, comparativement à d'autres pays, la région de l'Atlantique, comme le Canada dans son ensemble, demeurent de grands consommateurs d'énergie.

Quant à l'**efficacité énergétique**, mesurée en kilogrammes d'équivalents-pétrole par tranche de 100 \$ du PIB (en dollars canadiens), on constate que les résultats pour la région de l'Atlantique sont assez faibles par rapport à ceux pour le reste du monde. Certains progrès ont été faits depuis 1981, mais les taux d'efficacité pour la région continuent de figurer parmi les plus bas dans le monde. Seules la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne et la Hongrie ont des taux d'utilisation supérieurs à ceux de la région de l'Atlantique et du Canada. Les pays du G7, sauf les États-Unis, ont des taux d'efficacité trois fois supérieurs à ceux du Canada.

### 3.14. Environnement et pollution<sup>21</sup>

<p><b>Points forts :</b> <i>Population entière desservie par des service de déchets municipaux.</i></p> <p><b>Points faibles :</b> <i>Taux élevé d'émissions de gaz carbonique. Faible pourcentage de la population desservie par des usines de traitement des eaux usées.</i></p>
--

La région de l'Atlantique produit un peu plus de 9 % des **émissions totales de gaz carbonique** au Canada, mais 4 % seulement des émissions industrielles canadiennes (cela tient au genre d'activités industrielles existant dans la région).

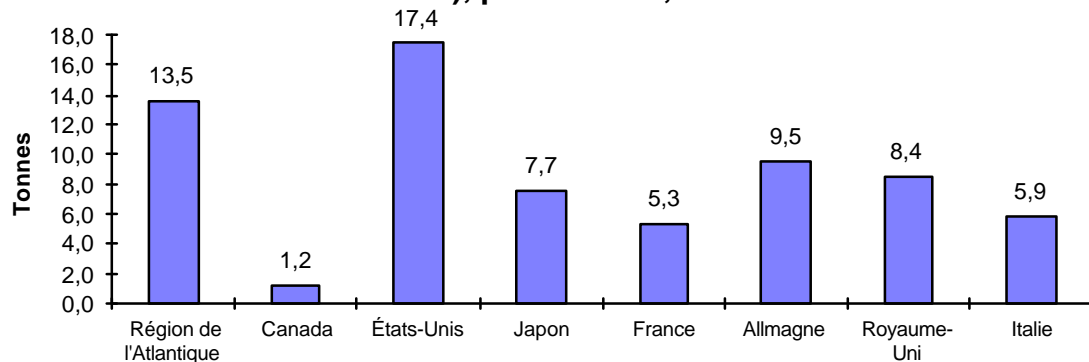
Plus de 50 % des émissions de gaz carbonique produites dans la région de l'Atlantique le sont au cours de la **transformation de l'énergie** (production d'électricité ou raffinage du pétrole). Cette fraction est comparable à celle observée en Allemagne et au Royaume-Uni. Pour ce qui est de la part des **émissions industrielles** dans les émissions totales, elle s'établit à 11 % seulement dans la région de l'Atlantique, comparativement à 22 % en Allemagne et à 19 % au Royaume-Uni. Les émissions provenant de sources mobiles représentent les 37 % restants des émissions de gaz carbonique dans la région de l'Atlantique. On constate par ailleurs que, pour l'ensemble du Canada, les États-Unis et l'Italie, la répartition des émissions de gaz carbonique selon la source est tout à fait comparable : 34 % des émissions sont attribuables à des sources mobiles, 40-45 %, à la transformation de l'énergie et, le reste, aux activités industrielles. En France, où le gros de l'électricité est produit dans des centrales nucléaires, 23 % seulement des émissions sont attribuables à la transformation de l'énergie. Au Japon, 30 % des émissions sont produites par l'industrie et 26 % seulement, par des sources mobiles.

---

<sup>21</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 14, à l'annexe B.



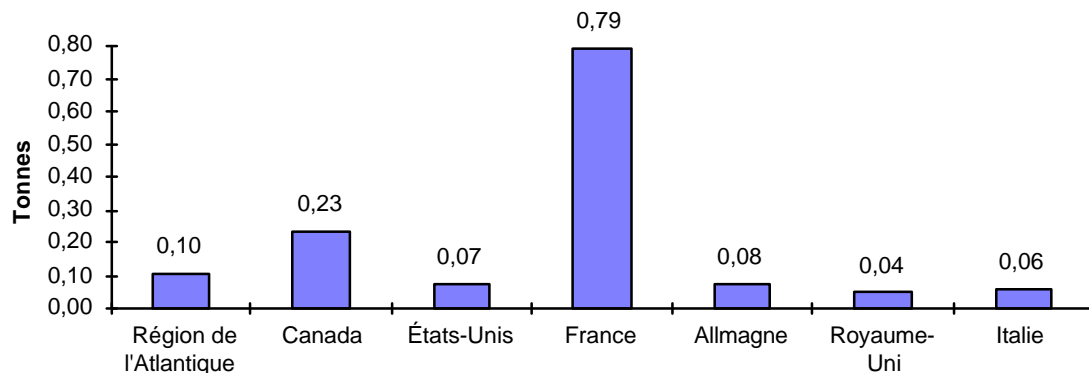
### Émissions de gaz carbonique (provenant de sources mobiles, de la transformation de l'énergie et de l'industrie), par habitant, 1991



Par rapport à la plupart des pays du G7, la région de l'Atlantique produit plus d'émissions de gaz carbonique par habitant (qu'il s'agisse d'émissions provenant de sources mobiles, de la transformation de l'énergie ou de l'industrie). Seuls les États-Unis ont un taux d'émissions plus élevé. Il convient de souligner que les émissions de gaz carbonique dont nous faisons état ne comprennent pas les émissions résidentielles ou commerciales ni les émissions liées à l'énergie, aux véhicules hors route et à l'utilisation de produits raffinés, lesquelles représentent 19 % environ des émissions totales dans la région de l'Atlantique et 22 % des émissions totales au Canada.

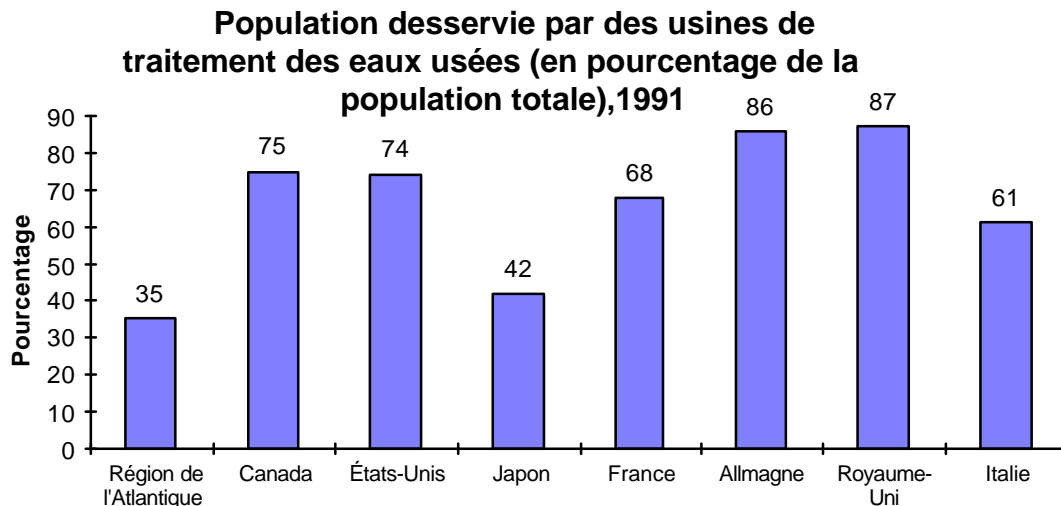
La région de l'Atlantique produit tout près de 12 % des **émissions de soufre et d'azote** au Canada.

### Production de déchets dangereux, par habitant, 1986



G6 : les données portent sur l'année 1990.

Le Nouveau-Brunswick a produit 5 % des déchets nucléaires (c'est-à-dire les déchets de combustible irradié) du Canada. En 1986, la région de l'Atlantique contribuait pour un peu moins de 4 % à la **production des déchets dangereux** dans l'ensemble du Canada. Si l'on examine la quantité de déchets par habitant, on voit que la région produit un peu plus de déchets dangereux que la plupart des pays du G7, à l'exclusion de la France et du Canada.



G6 : les données portent sur l'année 1990.

En 1991, 35 % seulement de la population de la région de l'Atlantique était desservie par des **usines de traitement des eaux usées**. Ce pourcentage correspond à la moitié tout au plus de celui obtenu pour les pays du G7, si l'on excepte le Japon (42 %). Dans le G7, les pays dans lesquels la proportion de la population desservie par des usines de traitement des eaux usées est la plus élevée sont le Royaume-Uni (87 %) et l'Allemagne (86 %). Pour l'ensemble du Canada, le pourcentage correspondant est de 75 %. Parmi les pays industrialisés, le Danemark est le pays enregistrant le pourcentage le plus élevé (98 %) et l'Islande, celui affichant le pourcentage le plus bas (6 %).

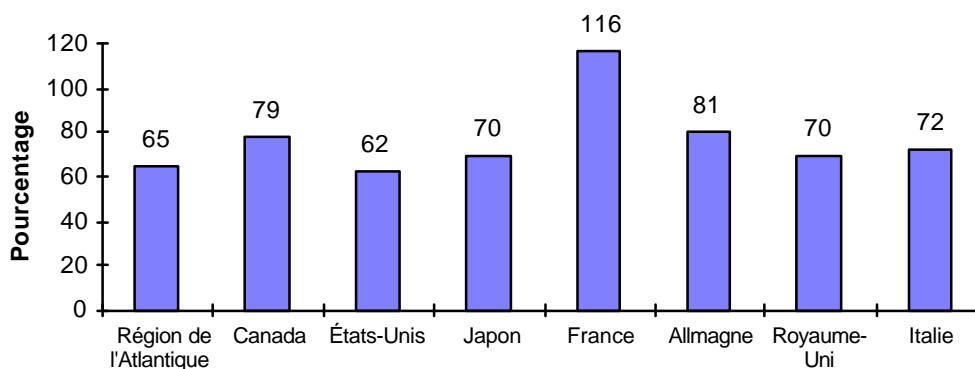
Dans la région de l'Atlantique, des **services de déchets municipaux** sont offerts à la quasi-totalité de la population, comme c'est d'ailleurs le cas dans la plupart des pays du G7. Ces services ne sont toutefois pas aussi répandus en Finlande (75 %), en Norvège (85 %) et dans les pays de l'ancien Bloc soviétique (55 %-70 %).

### 3.15. Déséquilibres dans les mouvements des ressources<sup>22</sup>

*Points faibles : Taux de dépendance commerciale élevé  
Paiements nets des intérêts de la dette  
publique élevés.*

En 1992, dans la région de l'Atlantique, les exportations internationales de marchandises (en dollars courants) représentaient 85 % des importations internationales de marchandises. Ce chiffre est inférieur à ceux enregistrés dans tous les pays du G7, à l'exclusion des États-Unis, où le **ratio entre les exportations et les importations** était de 76 % cette année-là. Au Japon, les exportations étaient supérieures de 47 % aux importations. En Allemagne et dans l'ensemble du Canada, les exportations étaient également plus élevées que les importations, mais l'écart entre ces dernières était moindre (6 % et 4 % respectivement). Parmi le G7, le pays qui avait la performance la plus proche de la région de l'Atlantique était le Royaume-Uni. Dans les pays industrialisés, le ratio moyen entre les exportations et les importations était de 97 %.

#### Taux de croissance des exportations en pourcentage du taux de croissance des importations, 1981-92



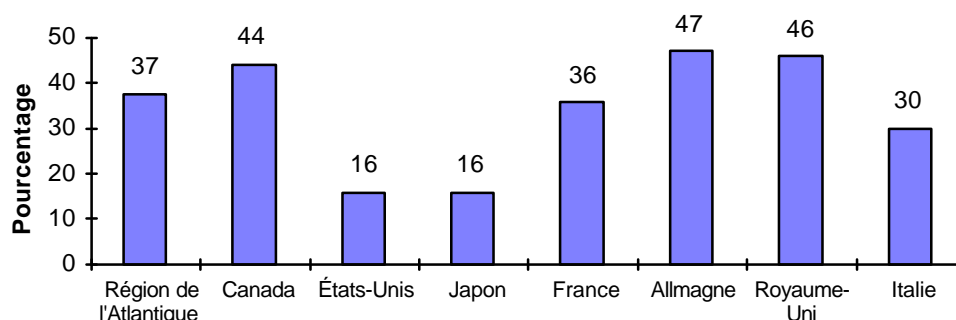
G6 : les données portent sur la période 1980-92

Dans la région de l'Atlantique au cours de la période 1980-1992, le taux de croissance des exportations internationales correspondait à 65 % du taux de croissance des importations internationales. Dans tous les pays du G7, sauf la France, les importations ont progressé plus rapidement que les exportations (le taux de croissance des exportations en pourcentage des importations se situait entre un maximum de 81 % (Allemagne) et un minimum de 62 % (États-Unis). Pendant cette période, le taux de croissance des exportations de la France dépassait de 16 % le taux de croissance de ses importations. Dans les pays industrialisés, au cours de la même période, le taux moyen de

<sup>22</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 15, à l'annexe B.

croissance des exportations en pourcentage du taux de croissance des importations était de 73 %. Parmi les pays ayant réalisé une extraordinaire **performance à l'exportation**, mentionnons la Hongrie (+320 %), la Norvège (+232 %), l'Irlande (+173 %) et la Pologne (+167 %).

### Dépendance commerciale (exportations et importations, en pourcentage du PIB), 1992



En 1992, le **taux de dépendance commerciale** (exportations et importations en pourcentage du PIB) était de 37 % dans la région de l'Atlantique, ce qui est très proche du taux obtenu pour la France. L'ensemble du Canada, l'Allemagne et le Royaume-Uni avaient des taux de dépendance plus élevés (variant entre 44 % et 47 %) et les États-Unis et le Japon, moins élevés (16 %). En 1992, les pays industrialisés affichaient un taux de dépendance de 29 %, ce qui est 8 % de moins que le taux enregistré pour la région de l'Atlantique.

Pour ce qui est des **termes de l'échange** (prix des exportations par rapport aux prix des importations, indexés selon la base 1987 = 100), ils étaient toujours de 100 en 1992. Cela signifie que, dans la région de l'Atlantique, le prix des exportations et le prix des importations ont suivi la même tendance depuis 1978. Le Canada, la France et l'Allemagne affichaient des résultats semblables, mais, dans les autres pays du G7, le prix des exportations a progressé plus rapidement.

En 1991, la part des paiements des intérêts de la dette publique<sup>23</sup> dans les dépenses publiques totales était de 10 % dans la région de l'Atlantique, soit 2 points de plus qu'à l'échelle nationale. Le pourcentage pour la région est supérieur à ceux observés pour les gouvernements centraux dans tous les pays du G7, si l'on excepte l'Italie (18 %).

<sup>23</sup>Le montant des paiements des intérêts de la dette fédérale ont été calculés en se fondant sur la répartition de la population.

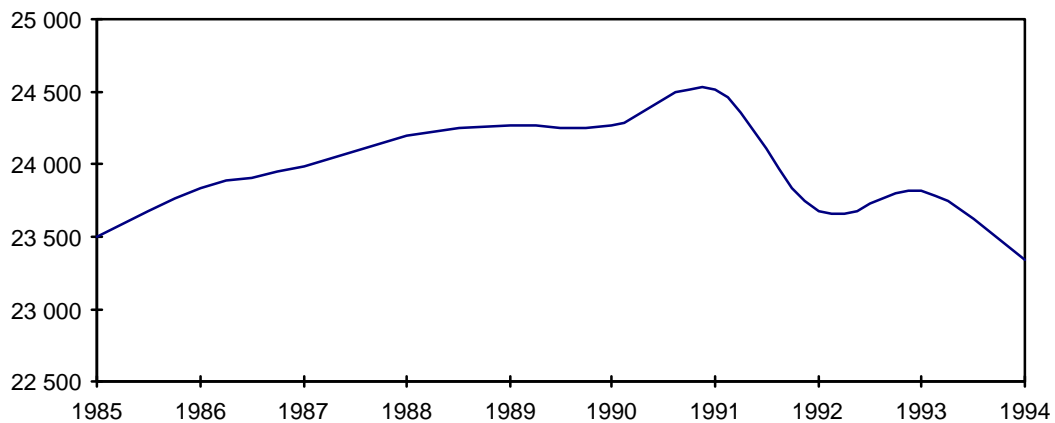
### 3.16. Défense<sup>24</sup>

**Points forts :** *Croissance économique supérieure à la moyenne, (1982-1991).  
Taux d'inflation peu élevé.*

**Points faibles :** *Croissance des exportations internationales inférieure à la moyenne.*

Vingt pour cent environ du **personnel de la défense** au Canada vit dans la région de l'Atlantique. L'apport de ce secteur, dans lequel la solde annuelle moyenne dépasse 31 000 \$, au PIB de la région se chiffre à plus d'un milliard de dollars, ce qui correspond à 3 % de ce PIB. Dans l'ensemble du Canada, le secteur a moins de poids, représentant moins de 1 % de l'activité économique totale.

#### Emploi dans le secteur de la défense, 1992



Toutefois, le secteur de la défense perd de l'importance dans la région. En 1978, il y représentait 3,8 % de l'emploi, ce qui est près d'un point de plus qu'à l'heure actuelle. L'annonce de la fermeture de bases militaires donne à penser que ce recul se poursuivra pendant au moins quelques années encore.

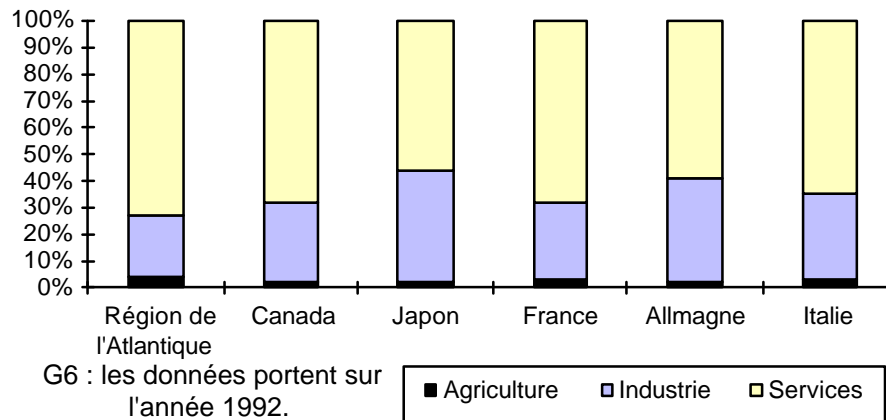
<sup>24</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 16, à l'annexe B.

### 3.17. Comptabilité nationale<sup>25</sup>

*Points faibles : Faible taux d'industrialisation.  
Taux d'investissement peu élevé.*

Le **PIB** de la région de l'Atlantique, qui était de 31,0 milliards de dollars US en 1992, représente 6 % de l'activité économique canadienne. Le pays dont le PIB est le plus proche de celui de la région de l'Atlantique est le Bélarus (30,1 milliards de dollars en 1992). Les pays affichant un PIB du même ordre de grandeur que celui de la région de l'Atlantique sont le Kazakhstan (28,6 milliards de dollars en 1992 également), la Hongrie (35,2 milliards), la République tchèque (26,2 milliards), la Nouvelle-Zélande (41,3 milliards) et l'Irlande (43,3 milliards). Soulignons par ailleurs que le PIB de la région représente les trois quarts du PIB du Chili, mais un dixième seulement du PIB du Mexique ou du Brésil.

**Part de l'agriculture, de l'industrie et des services dans le PIB, 1991**



Le secteur de l'**agriculture** (qui inclut l'exploitation forestière et la pêche) représente 3,9 % de l'activité économique de la région de l'Atlantique, ce qui est une part sensiblement plus élevée que celle obtenue pour l'ensemble du Canada (2,4 %) ou pour l'ensemble des pays du G7. Parmi le G7, les pays dans lesquels l'agriculture représente la part la plus élevée de la production économique sont la France et l'Italie (3,0 % dans chaque cas). Mais il n'y a pas que dans la région de l'Atlantique où l'agriculture est une

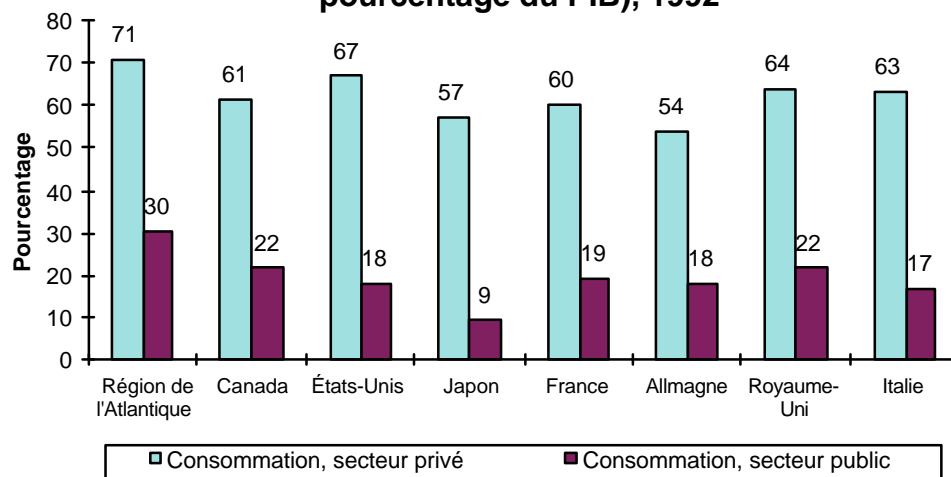
<sup>25</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 17, à l'annexe B.

activité importante. Les Pays-Bas et le Danemark ont une activité agricole comparable à celle de la région, et la Finlande, l'Irlande et la plupart des républiques de l'ancienne Union soviétique, une activité agricole plus importante encore.

Dans la région de l'Atlantique, la **production industrielle** (dans laquelle on inclut la production des secteurs de la fabrication, de l'exploitation minière et de la construction, de même que les services d'utilité publique) représente 22,8 % du PIB, ce qui est 6,5 points de moins que le pourcentage obtenu pour l'ensemble du Canada. Les pays du G7 ont tous un taux d'industrialisation supérieur à celui de la région de l'Atlantique; ce taux va de 29 % en France à 42 % au Japon. La région de l'Atlantique se distingue de la plupart des autres pays en ce que la plupart de ces derniers enregistrent un taux d'industrialisation qui est soit beaucoup plus élevé (de 30 % ou plus), soit beaucoup plus bas (10 % pour l'Irlande). Le pays qui a le taux d'industrialisation le plus proche de celui de la région de l'Atlantique est le Danemark (27 %).

Le gros du PIB de la région de l'Atlantique est produit dans le secteur des **services** (73,4 %). Dans la plupart des économies développées, on observe des pourcentages comparables, mais, dans la région de l'Atlantique, la concentration de l'activité économique dans les services est particulièrement élevée. Parmi les pays du G7, ce sont le Canada et la France qui enregistrent le pourcentage le plus proche de celui de la région de l'Atlantique (68 % dans l'un et l'autre cas). Dans la plupart des pays industrialisés, l'activité dans le secteur des services représente une plus petite fraction de l'activité totale, abstraction faite de l'Irlande, où le pourcentage est de 80 %.

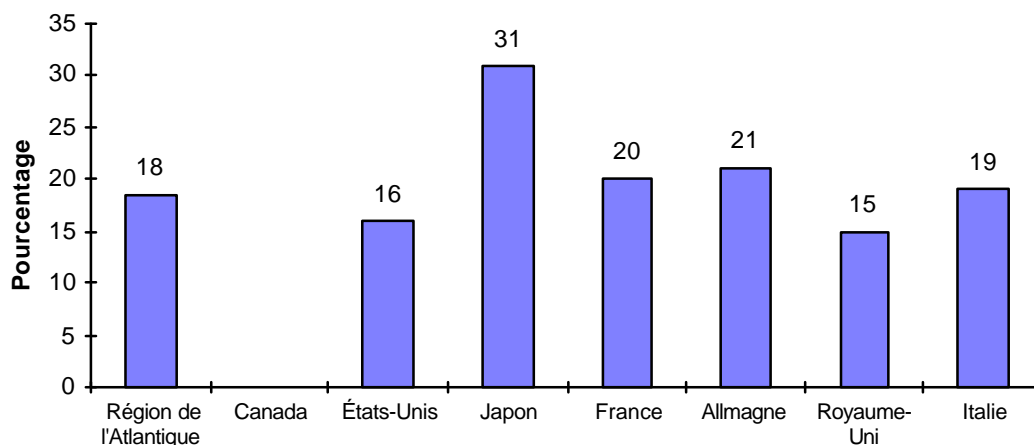
**Consommation des secteurs public et privé (en pourcentage du PIB), 1992**



Dans la région de l'Atlantique, la **consommation du secteur public et la consommation du secteur privé** représentent l'une et l'autre une part plus importante du PIB que ce n'est le cas dans l'ensemble du Canada. Ces deux catégories de dépenses constituaient 101,3 % du PIB de la région en 1992; les dépenses du secteur privé représentaient 71,0 % de ce total. Cela indique que, dans la région, l'investissement est à peu près égal aux exportations nettes et que leur effet s'annule. La consommation du secteur privé en pourcentage du PIB est la même dans la région de l'Atlantique que dans la République tchèque, en Bulgarie, en Arménie et en Hongrie. Par rapport aux autres pays, il s'agit là d'un pourcentage élevé. En effet, deux seuls pays enregistrent des taux supérieurs à ceux observés dans la région de l'Atlantique) la République slovaque (85 %) et la Grèce (73 %). Pour ce qui est de la consommation du secteur public en pourcentage du PIB, elle est de 30,3 % dans la région de l'Atlantique. Cette part, qui est la plus élevée des pays considérés, est très proche de celle enregistrée au Kazakhstan et comparable à celle observée en Suède (28 %).

Pour l'ensemble du Canada, la consommation du secteur privé représentait 61 % du PIB en 1992 et les dépenses publiques courantes, près de 22 %. Ces pourcentages se situent dans l'intervalle observé dans les pays du G7, mais ils sont le plus étroitement comparables à ceux de la France et de l'Italie pour ce qui est de la consommation du secteur privé et à ceux du Royaume-Uni et de la France pour ce qui est de la consommation du secteur public. La consommation représente 67 % du PIB des États-Unis, mais 54 % seulement du PIB de l'Allemagne. Au Japon, la consommation du secteur public représente un pourcentage particulièrement faible du PIB : 9 %.

**Investissement national brut, (en pourcentage du PIB), 1992**



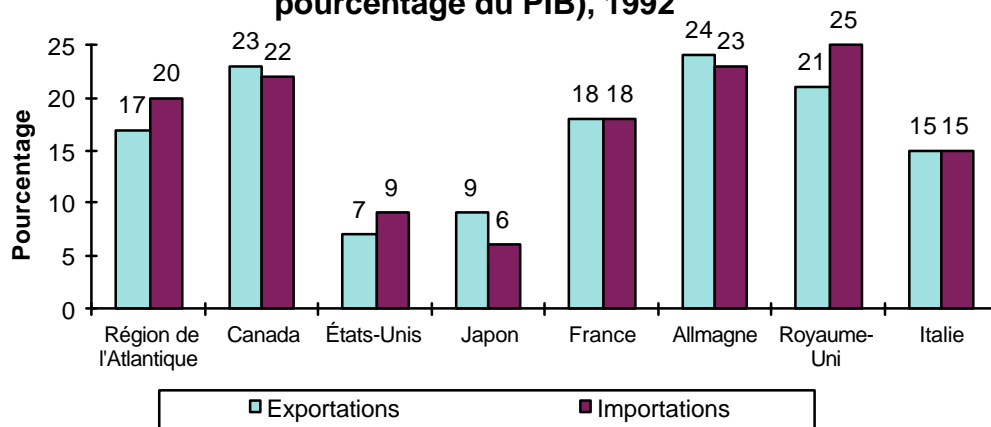


Dans la région de l'Atlantique, **l'investissement en pourcentage du PIB** (18 %) est comparable à ce qu'il est dans l'ensemble du Canada et les autres pays du G7. Soulignons toutefois qu'au Japon, l'investissement représente un pourcentage beaucoup plus élevé, 31 %, ce qui est supérieur aux pourcentages enregistrés dans tous les autres pays du G7. Dans la région de l'Atlantique, le niveau de l'investissement est inférieur de 3,5 % au pourcentage obtenu dans l'ensemble des pays industrialisés, mais il est virtuellement le même qu'en Nouvelle-Zélande, en Italie, en Estonie et en Hongrie. Dans la région de l'Atlantique, la part de l'investissement privé dans l'investissement total s'établit à 80 % environ.

Tous les pays examinés, sauf l'Arménie, ont une **épargne nationale** positive (en pourcentage du PIB), la Grèce affichant la valeur la plus basse. Pour ce qui est de la région de l'Atlantique, elle a une épargne négative, ce qui signifie qu'elle est un emprunteur net de fonds, tant auprès des autres provinces canadiennes qu'à l'étranger. La part de l'épargne du Canada en pourcentage du PIB est de 17 %, ce qui est comparable aux pourcentages observés dans le G7, si l'on fait exception du Japon et de l'Allemagne, qui enregistrent les pourcentages les plus forts, 34 % et 28 % respectivement.

Lorsque l'on compare les **recettes fiscales en pourcentage du PIB** dans la région de l'Atlantique et dans les autres provinces, cela soulève obligatoirement la question du partage des recettes entre le gouvernement fédéral et les provinces. Les recettes fiscales du gouvernement fédéral en pourcentage du PIB sont beaucoup plus petites dans l'ensemble du Canada, aux États-Unis et au Japon que dans les autres pays du G7. Toutefois, les recettes fiscales totales du Canada en pourcentage du PIB sont comparables à celles du gouvernement central des autres pays du G7. Cela autorise à conclure qu'au Canada, les gouvernements des provinces peuvent générer plus de recettes fiscales que les gouvernementaux régionaux des autres pays du G7. Cela serait probablement aussi le cas pour les différents États qui composent les États-Unis. Le Japon a un taux d'imposition sensiblement plus bas que la plupart des autres pays du G7, les dépenses publiques étant moins importantes dans son économie.

### Exportations et importations internationales (en pourcentage du PIB), 1992



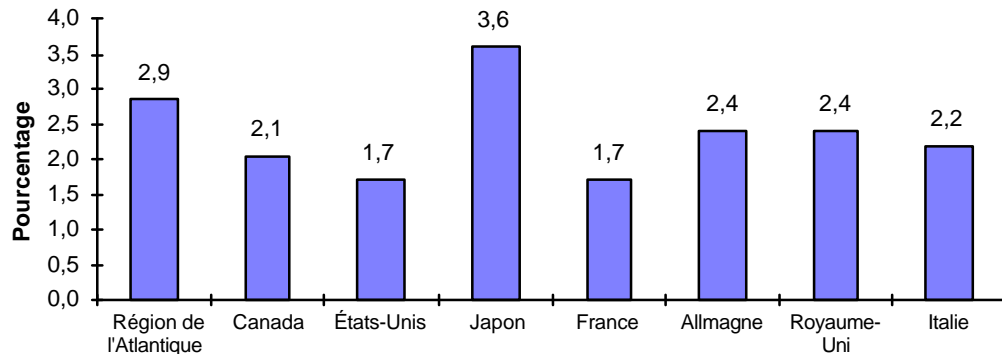
Dans la région de l'Atlantique, les **exportations internationales** de marchandises représentaient 17 % du PIB en 1992 et les **importations internationales** de marchandises, 20 %. Le Canada est l'un des pays du G7 les plus ouverts : ses exportations et ses importations se situant les unes et les autres entre 22 % et 23 % du PIB.

### 3.18. Tendances de la performance économique<sup>26</sup>

**Points forts :** Croissance économique supérieure à la moyenne, (1982-1991).  
Taux d'inflation peu élevé.

**Points faibles :** Croissance des exportations internationales inférieure à la moyenne.  
Déficit public élevé.

Taux croissance annuelle du PIB par habitant (en pourcentage), 1982-92



Entre 1982 et 1991, le **taux moyen de croissance annuelle du PIB** a été le même dans la région de l'Atlantique, dans l'ensemble du Canada et aux États-Unis. Le Japon est le seul pays du G7 à avoir eu un taux de croissance plus élevé. Toutefois, si l'on considère la croissance du PIB **par habitant**, on voit que la région de l'Atlantique a eu une meilleure performance que l'ensemble du Canada. La performance relative du Canada est dans une certaine mesure attribuable à la grave récession qui a sévi dans les provinces du centre du pays au début des années 90.

<sup>26</sup> Les données présentées dans cette section sont reprises dans le tableau 18, à l'annexe B.

Au cours de la période 1982-1992, l'**inflation** a progressé plus rapidement dans la région de l'Atlantique que dans l'ensemble du Canada. Parmi les autres pays du G7, seuls l'Allemagne et le Japon avaient un taux d'inflation inférieur à celui de la région de l'Atlantique, ce qui témoigne de l'efficacité de la politique de lutte contre l'inflation de la Banque du Canada. En 1992, la région de l'Atlantique affichait un taux d'inflation de moins de 2 %, ce qui est comparable au taux enregistré pour le Japon.

Toujours entre 1982 et 1992, les **exportations internationales**, en pourcentage du PIB, se sont accrues de 1,1 % dans la région de l'Atlantique, soit une progression aussi rapide qu'au Japon, mais plus lente que dans les autres pays du G7. Le Canada arrivait au premier rang pour la croissance annuelle de ses exportations en pourcentage du PIB : 2,6 %.

Au cours des années 80 et au début des années 90, le **déficit** en pourcentage du PIB a augmenté dans tous les pays du G7, à l'exception de l'Italie, où elle est restée la même, et au Japon, où elle a beaucoup diminué. En Amérique du Nord, le déficit en pourcentage du PIB est généralement plus importante que dans les autres pays du G7, à l'exclusion de l'Italie.

#### **4. Dernières remarques**

Un des principaux objectifs du Rapport mondial sur le développement humain est d'inciter les pouvoirs publics, les organismes internationaux et les décideurs à travailler ensemble à l'amélioration des indicateurs statistiques du développement humain. Le présent rapport va dans ce sens.

Notre analyse a révélé des sources de données pouvant s'avérer utiles pour suivre le développement humain dans la région de l'Atlantique, mais des recherches additionnelles s'imposent. D'autres études visant à déterminer le niveau de l'évolution humaine sont effectuées partout dans le monde. Il y en a qui portent notamment sur l'indicateur de progrès véritable et sur les repères de l'Oregon, normes servant à mesurer, à l'échelle de l'État, le progrès et le rendement institutionnel.

On a aussi déterminé qu'il fallait recueillir plus de données dans certains domaines. Il importe, entre autres, d'obtenir des renseignements complets sur les prix régionaux et sur certains aspects des comptes provinciaux des revenus et des dépenses.

## **5. Annexe A - Calcul de l'indice du développement humain**

L'IDH a été utilisé pour la première fois dans le RMDH de 1990. Il a été établi par l'ONU pour mesurer le progrès socio-économique relatif de certains pays. On a jugé que d'autres indicateurs souvent utilisés à cette fin, notamment le produit intérieur brut (PIB) par habitant, étaient incomplets du fait qu'ils ne tiennent pas compte d'aspects importants du développement humain qui ne peuvent être saisis à l'aide des seules mesures du revenu. L'IDH combine les indicateurs de la longévité (espérance de vie), de l'instruction (taux de scolarisation et taux d'alphabétisation) et du niveau de vie (PIB par habitant), fournissant ainsi une mesure plus complète du développement humain ou de la situation socio-économique.

L'IDH permet d'évaluer indirectement les progrès réalisés par les populations à partir de l'existence (ou de l'efficacité) des services de santé, des établissements d'enseignement et des débouchés économiques. Il remplace le produit intérieur brut (PIB) par habitant comme indicateur socio-économique de l'évolution des pays et est présenté comme un outil utile lorsqu'il s'agit de déterminer la priorité à accorder aux politiques économiques interventionnistes. L'IDH ne mesure pas des niveaux absolus de développement. C'est un indice composite qui classe plutôt les pays les uns par rapport aux autres ou en fonction d'un objectif commun. On examine les pays afin de déterminer les progrès qu'ils ont accomplis et ceux qu'il leur reste à faire pour atteindre le niveau optimum de réalisation pour chacun des trois indicateurs suivants :

- l'espérance de vie à la naissance
- le niveau d'instruction (comprenant le taux d'alphabétisation des adultes, qui a un coefficient de pondération de deux tiers, et le taux brut de scolarisation, qui a un coefficient d'un tiers)
- le PIB réel par habitant, ajusté.

Ces indicateurs servent de substituts pour certaines composantes de base du développement humain : la longévité, le savoir et le niveau de vie.

Chaque indicateur comporte des valeurs maximum et minimum absolues qui sont comparées aux valeurs propres à un pays pour produire les composantes indexées de l'IDH. Dans la mesure où la progression d'un pays, du point le plus bas au point le plus élevé, constitue la base méthodologique du calcul de l'IDH, cet indice sert de point de référence propre au pays en fournissant une mesure du chemin parcouru pour atteindre un certain objectif en matière de qualité de vie. Ainsi, certains pays industrialisés ne

demeurent pas nécessairement en tête du classement, et il est malheureux que l'IDH soit souvent considéré, pour les pays du G7, comme une façon de « se mesurer aux voisins ».

Depuis sa création, l'IDH a été modifié plusieurs fois en raison de problèmes relatifs à l'obtention des données et à l'uniformité des mesures qui entrent dans son calcul et qui proviennent de différentes sources (c.-à-d. de différents pays et d'organismes internationaux comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international). La méthode de calcul de l'IDH a aussi été adaptée aux points de repère révisés de la situation socio-économique (par ex., les « valeurs limites » utilisées pour définir les notions de « pauvreté » et de « suffisance » appliquées au revenu, et les valeurs minimum et maximum de l'espérance de vie).

En théorie, la formule servant à déterminer l'IDH est plutôt simple, mais, en pratique, les calculs sont assez complexes. En entreprenant cette recherche, nous nous sommes efforcés de nous conformer aux méthodes de l'ONU et, à cette fin, avons fait certaines suppositions méthodologiques qui, selon nous, pourraient être améliorées pour les applications futures<sup>27</sup>. L'espérance de vie à la naissance est utilisée directement comme indicateur et sert ensuite à déterminer l'espérance de vie indexée. Le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation sont chacun convertis en indices avant d'être combinés pour obtenir le niveau d'instruction indexé, qui est une moyenne pondérée pour laquelle on attribue à l'indice d'alphabétisation des adultes le double du coefficient de pondération de l'indice du taux brut de scolarisation.

La détermination de la composante du revenu de l'IDH est plutôt complexe. Premièrement, le revenu est exprimé en dollars à parité des pouvoirs d'achat (\$ PPA), les conversions ayant été faites par la Banque mondiale pour tenir compte des différences de coût de la vie entre les pays. Deuxièmement, le revenu est corrigé en fonction de l'utilité décroissante des niveaux supérieurs de revenu pour le développement humain. Un revenu seuil de 5 120 \$, qui représente le PIB moyen réel par habitant en dollars PPA pour 1992 à l'échelle mondiale, est censé assurer un niveau de vie adéquat. Jusqu'à ce niveau, le revenu

---

<sup>27</sup> Dans ses applications, l'ONU suppose que 99 % des Canadiens d'âge adulte sont « alphabètes ». Selon les résultats d'une enquête menée récemment par Statistique Canada et fondée sur un concept différent de l'alphabétisation, les taux d'alphabétisation des adultes canadiens sont moins élevés, et des disparités significatives sont observées à l'échelle provinciale.

est considéré à sa pleine valeur, mais, au-delà de ce seuil, son utilité devient fortement décroissante, et il fait l'objet d'un abattement important.

Pour illustrer le calcul de l'IDH, considérons la Frédonie, pays imaginaire où l'espérance de vie est de 76,2 ans, le taux d'alphabétisation des adultes, de 92,4 %, le taux brut de scolarisation, de 80 %, et le PIB réel ajusté par habitant, de 5 121 dollars PPA. Supposons aussi que les valeurs maximums et minimums absolues sont, respectivement, de 85,0 ans et de 25,0 ans pour l'espérance de vie, de 100,0 % et de 0,0 % pour le taux d'alphabétisation des adultes, de 100,0 % et de 0,0 % pour le taux brut de scolarisation et de 5 448 dollars PPA et de 100 dollars PPA pour le PIB réel ajusté par habitant.

Les trois composantes indexées de l'IDH ainsi que l'IDH même sont calculés de la façon suivante :

$$\text{Espérance de vie indexée en Frédonie} = (76,2 - 25,0)/(85,0 - 25,0) = 0,853$$

$$\text{Taux d'alphabétisation indexé des adultes en Frédonie} = (92,4 - 0,0)/(100,0 - 0,0) = 0,924$$

$$\text{Taux brut indexé de scolarisation en Frédonie} = (80 - 0,0)/(100,0 - 0,0) = 0,800$$

$$\text{Niveau d'instruction indexé en Frédonie} = [2(0,924) + 0,800]/3 = 0,883$$

$$\text{Revenu ajusté indexé en Frédonie} = (5\,121 - 100)/(5\,448 - 100) = 0,939$$

$$\text{Indice du développement humain en Frédonie} = (0,853 + 0,883 + 0,939)/3 = 0,892$$

Les renseignements pertinents ont été recueillis afin de calculer l'IDH pour la région de l'Atlantique. Les données sur l'espérance de vie à la naissance ont été tirées des *Rapports sur la santé*, 1995, volume 7, n° 1 (n° 82-003 au catalogue) de Statistique Canada.

Le taux brut de scolarisation, tous niveaux confondus, est déterminé par l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) pour les besoins du calcul de l'IDH. Les résultats que nous avons obtenus à l'aide des données canadiennes disponibles ne correspondent pas tout à fait aux chiffres de l'UNESCO. Nous avons appris, à la suite d'une communication privée avec des membres intéressés de l'ONU, que le taux brut de scolarisation du Canada (TBS) avait été fixé à 100 pour le calcul de l'IDH de 1992, alors que les données indiquaient qu'une valeur beaucoup plus élevée, 116 %, aurait dû lui être attribuée. Selon un examen d'autres mesures de la



scolarisation, il est clair que le TBS de la région de l'Atlantique est supérieur à 100 si celui du Canada correspond à 116. Néanmoins, pour les besoins de cette composante de notre analyse, nous avons fixé à 100 le TBS de la région.

**Canada et région de l'Atlantique, 1989**  
**Répartition en pourcentage des personnes âgées de 16 à 69 ans, selon le niveau d'aptitude à la lecture**

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Canada	7	9	22	62
Terre-Neuve	7	17	36	39
Île-du-Prince-Édouard	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse	5	10	28	57
Nouveau-Brunswick	6	12	26	56
Région de l'Atlantique	6	13	29	52

N° 89-525 au catalogue, 1991

- Niveau 1 : Les Canadiens de ce niveau ont de la difficulté à utiliser du matériel écrit et sont les plus susceptibles de déclarer ne pas être capables de lire.
- Niveau 2 : Les Canadiens de ce niveau ne sont capables d'utiliser du matériel écrit que pour accomplir des tâches élémentaires, comme repérer un mot familier dans un texte simple. Ils déclarent habituellement avoir de la difficulté à comprendre le matériel de lecture usuel.
- Niveau 3 : Les Canadiens de ce niveau peuvent utiliser du matériel de lecture dans un certain nombre de situations, à condition que ce matériel soit clair et que les tâches à accomplir soient simples. Bien qu'en général, ces personnes disent ne pas éprouver beaucoup de difficulté à lire, elles ont tendance à éviter les situations où elles doivent lire.
- Niveau 4 : Les Canadiens de ce niveau sont capables de satisfaire à la plupart des exigences de lecture courantes. Ce groupe fait preuve de beaucoup de polyvalence dans ses capacités de lecture.

L'ONU évalue à 99 % le taux d'alphabétisation des adultes canadiens. Après examen d'autres mesures produites par Statistique Canada, nous avons attribué ce taux à toutes les provinces. Selon une étude réalisée par Statistique Canada, dont les résultats sont publiés dans *L'alphabétisation des adultes au Canada : résultats d'une étude nationale* (n° 89-525 au catalogue), seulement 62 % des Canadiens de 16 à 69 ans seraient en mesure de satisfaire à la plupart des exigences de lecture courantes. Dans cette étude, la définition de l'alphabétisation repose sur des critères beaucoup plus rigoureux que ceux

sur lesquels les données de l'ONU sont implicitement basées. En décembre 1995, Statistique Canada a diffusé, conjointement avec l'OCDE, la publication *Littératie, économie et société : résultats de la première Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes*, qui compare les taux d'alphabétisation du Canada, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Suède, de la Suisse et des États-Unis. Une fois que la composante régionale de la présente étude aura été déterminée, elle pourra constituer une autre mesure pour le calcul des prochains IDH.

La publication *Comptes économiques provinciaux* de Statistique Canada (n° 13-213 au catalogue) contient des données sur le PIB réel au cours du marché qui peuvent être converties facilement en dollars US à l'aide du taux de change approprié. En revanche, la conversion du revenu provincial en dollars PPA n'est pas aussi simple.

L'établissement des parités de pouvoir d'achat est un des principaux problèmes que soulèvent les comparaisons à l'échelle internationale. Les PPA sont les taux de conversion des devises qui équilibrent le pouvoir d'achat des différentes monnaies. Ainsi, une somme donnée, exprimée en différentes devises selon les taux de PPA, permettra d'acheter le même panier de biens et de services dans tous les pays. Par conséquent, lorsque les dépenses liées au PIB pour différents pays sont converties en une monnaie commune au moyen des PPA, elles sont, en fait, exprimées selon un même ensemble de prix internationaux, de sorte que les comparaisons entre pays ne rendent compte que des différences sur le plan du volume de biens et de services achetés.

La difficulté associée au calcul des PPA réside dans la collecte des données détaillées sur les prix qui sont nécessaires à l'atteinte de l'objectif final. Statistique Canada, l'OCDE et la Banque mondiale ont joint leurs efforts pour produire des PPA pour le Canada par rapport aux États-Unis, à l'OCDE et au monde. Nous ne disposons toutefois pas des données régionales complètes sur les prix dont nous avons besoin pour calculer les PPA infra-régionaux au Canada.

La collecte des données requises pour produire un facteur de conversion (PPA) pour la région de l'Atlantique dépasse le cadre de la présente analyse. Nous utilisons donc les résultats d'une étude effectuée par Raynald Létourneau, pour le ministère des Finances, afin d'établir une mesure de substitution pour la PPA s'appliquant à la région de l'Atlantique.

En 1992, M. Létourneau a construit des indices des prix régionaux qui, pour certaines villes, ont étendu la portée des indices de prix entre les villes déjà publiés par

Statistique Canada en incluant les données sur les coûts du logement. À la fin de chaque année, Statistique Canada publie les prix interurbains d'environ 60 % des composantes du panier de biens et services inclus dans le calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC), mais non les coûts du logement. Par conséquent, pour compléter les renseignements disponibles sur les prix, M. Létourneau a recueilli des données sur les loyers d'appartements, les paiements d'intérêts hypothécaires sur les logements unifamiliaux et les taxes foncières municipales. Les paiements d'intérêt ont servi à donner une approximation des coûts directs reliés à la possession d'une maison. Selon lui, ces coûts représentent 16 % du panier total de l'IPC, et leur inclusion porte la couverture des prix disponibles à environ 75 %. Les seules autres composantes importantes de prix dont M. Létourneau ne tient pas compte dans ses calculs sont les vêtements et les repas pris à l'extérieur du foyer.

**Indices de prix entre les villes  
Ensemble des villes (moyenne=100)**

	1982	1988	1992
St. John's	99,0	94,2	92,6
Charlottetown	91,6	90,0	92,6
Halifax	101,2	88,6	95,9
Saint John	90,2	88,6	88,2

Nota : Les villes également incluses dans l'indice de l'ensemble des villes sont Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Regina, Edmonton et Vancouver.

Pour construire les indices relatifs à chaque ville, M. Létourneau combine les prix obtenus pour 11 villes à l'aide des pondérations fixes établies pour les régions. Ces indices permettent de voir les différences de pouvoir d'achat entre chaque ville et la moyenne pour l'ensemble des villes. Par exemple, il conclut qu'en 1988, le pouvoir d'achat à St. John's était supérieur de près de 15 % au pouvoir d'achat à Toronto.

Nous avons utilisé les résultats de M. Létourneau dans notre analyse pour modifier le facteur de conversion en dollars PPA établi par l'ONU pour le Canada afin de rendre compte des différences de prix entre les provinces. Nous avons étendu les résultats de M. Létourneau aux villes représentant chacune des provinces de la région de l'Atlantique en nous fondant sur les fluctuations de l'IPC pour chacune de ces villes par rapport aux fluctuations d'un indice établi pour l'ensemble des villes, lequel vise à rendre compte de la situation dans les villes observées. Contrairement à la méthode consistant à utiliser pour la région de l'Atlantique le facteur de conversion en dollars PPA obtenu pour le Canada, cette façon de procéder entraîne un accroissement du PIB réel par habitant dans la région en fonction de la PPA en \$.

Les données ayant servi au calcul de l'IDH de la région de l'Atlantique sont résumées dans le tableau ci-après, de même que les données établies pour le Canada et les États-Unis.

**Indice du développement humain**  
Données et indicateurs composants

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis
Espérance de vie à la naissance (années), 1992	77,2	78,1	76,0
Taux d'alphabétisation des adultes (%), 1992	99,0	99,0	99,0
Taux de scolarisation brut combinant les niveaux primaire, secondaire et supérieur (%), 1992	100	100	95
PIB réel par habitant (en \$ PPA), 1992	16 831	20520	23 760
PIB réel ajusté par habitant	5 340	5 359	5 374
Indice de l'espérance de vie	0,87	0,88	0,85
Indice de l'instruction	0,99	0,99	0,98
Indice du PIB	0,98	0,98	0,99
Indice du développement humain, 1992	0,948	0,954	0,937

## **6. Annexe B - Indicateurs du développement humain**

Notes sur les statistiques :

- .. Données non disponibles
- (.) Moins de la moitié de l'unité utilisée
- (..) Moins du dixième de l'unité utilisée
- G6 Groupe de pays comprenant les États-Unis, le Japon, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie

**Tableau 1 : Indice du développement humain**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Espérance de vie à la naissance (années), 1992	77,2	78,1	76,0	79,5	76,9	76,0	76,2	77,5
Taux d'alphabétisation des adultes (%), 1992	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	97,4
Taux brut de scolarisation (niveaux primaire, secondaire et supérieur combinés (%), 1992	100	100	95	77	86	81	77	70
PIB réel par habitant (en \$ PPA), 1992	16 831	20 520	23 760	20 520	19 510	21 120	17 160	18 090
PIB réel ajusté par habitant	5 340	5 359	5 374	5 359	5 347	5 367	5 341	5 344
Indice de l'espérance de vie	0,87	0,88	0,85	0,91	0,87	0,85	0,85	0,88
Indice de l'instruction	0,99	0,99	0,98	0,92	0,95	0,93	0,92	0,88
Indice du PIB	0,98	0,98	0,99	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98
Indice du développement humain, 1992	0,948	0,954	0,937	0,937	0,930	0,921	0,916	0,912
Rang selon le PIB réel par habitant (en \$ PPA) moins rang selon l'IDH		7	-1	5	3	-9	5	-1

**Tableau 2 : Profil du développement humain**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Espérance de vie à la naissance (années), 1992	77,2	78,1	76,0	79,5	76,9	76,0	76,2	77,5
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes), 1980-1992	4	4	8	11	9	5	8	4
Nombre d'habitants par médecin, 1988-1991	536	466	..	..	333	..	..	211
Scientifiques et techniciens (pour 1 000 habitants), 1988-1992	..	3	..	7	5	..	..	2
Taux brut de scolarisation (niveaux primaire, secondaire et supérieur combinés (%), 1992	..	3	..	7	5	..	..	2
Taux brut de scolarisation supérieure (ETP), 1991	86	91	95	77	86	81	77	70
Total								
Femmes	35	58	66	39	39	22	26	..
Quotidiens (exemplaires pour 100 habitants), 1991 <sup>1</sup>	32	57	72	41	42	24	26	19
Téléviseurs (pour 100 habitants), 1992	20	20	24	58	21	33	38	11
PIB réel par habitant (en \$ PPA), 1992	65	65	82	61	41	56	44	42
PIB par habitant (\$ US), 1992 <sup>2</sup>	16 831	20 520	23 760	20 520	19 510	21 120	17 160	18 090
	14 912	20 004	23 830	28 690	22 630	23 360	18 110	20 790

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1992

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 se rapportent au PNB

**Tableau 3 : Profil de la détresse humaine**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Taux de chômage (%), 1993	15,4	11,2	6,7	2,5	11,6	8,2	10,2	11,5
Taux de chômage chez les jeunes (%), 15-24 ans, 1992 <sup>1</sup>								
Hommes	26	20	14	5	15	4	..	26
Femmes	20	15	13	4	23	4	..	36
Adultes n'ayant pas atteint le 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire (en % des 15-64 ans), 1992 <sup>2</sup>	29	23	17	33	49	18	35	72
Ratio entre le revenu des 20 % des ménages les plus riches et le revenu des 20 % des ménages les plus pauvres, 1992 <sup>3</sup>								
Salaires non agricoles des femmes (en % des salaires des hommes), 1992 <sup>4</sup>	4,7	8,4	8,9	4,3	7,5	5,8	9,6	6,0
Taux d'inflation annuel moyen (%), 1982-1992 <sup>5</sup>	78	77	75	..	81	..	70	..
Taux d'inflation annuel moyen (%), 1992	4,0	3,5	3,9	1,5	5,4	2,7	5,7	9,1
Nombre de personnes blessées dans des accidents de la route (pour 100 000 habitants), 1990-1991	1,7	0,8	2,6	1,8	2,3	5,4	4,5	4,7
	736	929	1 398	640	361	660	605	383

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1991-1992

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1991

<sup>3</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1980-1992

<sup>4</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1990

<sup>5</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1980-1992



**Tableau 4 : Profil démographique**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Estimation de la population (en millions d'habitants), 1961 <sup>1</sup>	1,9	18,2	180,7	94,1	45,7	72,7	52,4	50,2
Estimation de la population (en millions d'habitants), 1992	2,4	28,5	255,2	124,2	57,3	80,4	57,8	57,1
Estimation de la population (en millions d'habitants), 2000	2,4	30,9	275,1	126,5	59,0	81,7	59,0	57,3
Taux d'accroissement annuel de la population (%), 1961-1992 <sup>2</sup>	0,8	1,5	1,1	0,9	0,7	0,3	0,3	0,4
Taux d'accroissement annuel de la population (%), 1992-2000	0,8	1,5	1,1	0,9	0,7	0,3	0,3	0,4
Indice synthétique de fécondité, 1992	0,3	1,0	0,9	0,2	0,4	0,2	0,3	0,0
Taux d'emploi des contraceptifs, toute forme de contraception (%), 1986-1993 <sup>3</sup>	1,5	1,7	2,1	1,5	1,7	1,3	1,8	1,3
Coefficient de dépendance (%), 1992	..	73	74	64	81	75	81	..
Population de 65 ans et plus (%), 1992	48	47	52	44	52	45	53	45
	12	12	13	14	15	15	16	16

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1960

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1960-1992

<sup>3</sup> Les données pour le Canada sont tirées de *World Resources, 1994-1995*, New York.

**Tableau 5 : Richesse, pauvreté et investissement social**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
PIB réel par habitant (en \$ PPA), 1992	16 831	20 520	23 760	20 520	19 510	21 120	17 160	18 090
PIB par habitant (\$ US), 1992 <sup>1</sup>	14 912	20 004	23 830	28 690	22 630	23 360	18 110	20 790
Part du PIB de l'ensemble des pays industrialisés (%), 1992 <sup>2</sup>								
Part du revenu, 1992 <sup>3</sup>	0,2	3,1	31,7	18,6	6,8	9,9	5,5	6,2
Revenu des 40 % des ménages les plus pauvres								
Ratio entre le revenu des 20 % des ménages les plus riches et le revenu des 20 % des ménages les plus pauvres	21,6	15,9	15,7	21,9	17,4	18,8	14,6	18,8
Dépenses au titre des prestations sociales (en % du PIB), 1992								
Dépenses publiques au titre de l'instruction (en % des dépenses publiques totales), 1992	4,7	8,4	8,9	4,3	7,5	5,8	9,6	6,0
Dépenses publiques au titre de la santé (en % des dépenses publiques totales), 1992	25,1	15,5	7,0	..	17,7	16,1	6,9	11,0
	10,3	12,1	1,8	..	7,0	..	13,2	..
	10,6	13,0	16,0	..	16,0	..	13,8	..

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 se rapportent au PNB

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 se rapportent au PNB

<sup>3</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1980-1992

**Tableau 6 : Santé**

Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Adultes qui fument (%), 1989-1991 <sup>1</sup>							
Hommes	26	22	30	66	49	..	36
Femmes	21	21	24	14	26	..	32
Consommation de boissons alcoolisées par habitant (en litres par année), 1991	5,6	6,2	7,0	6,3	11,9	10,9	7,4
Pourcentage des personnes qui meurent après 65 ans (pour 1 000 habitants), 1991-1993 <sup>2</sup>							
Maladie du coeur - Hommes	345	317	372	214	221	346	324
Maladie du coeur - Femmes	360	320	392	265	247	349	299
Cancer – Hommes	281	283	239	248	287	236	261
Cancer – Femmes	213	228	177	158	176	180	196
SIDA (pour 100 000 habitants), 1993	2,2	5,0	25,4	0,1	9,9	3,1	2,8
Nombre d'habitants par médecin, 1988-1991	536	466	..	..	333	..	..
Dépenses de santé remboursées par les régimes publics d'assurance (%), 1991	..	82	61	87	75	92	93
Dépenses publiques au titre de la santé (en % des dépenses publiques totales), 1989-1991	10,5	12,5	14,8	30,7	13,2	12,3	12,2
Dépenses privées au titre de la santé (en % des dépenses de santé totales), 1989-1991	..	27,8	56,1	28,0	26,1	28,2	16,7
Dépenses totales au titre de la santé (en % du PIB), 1960	..	5,3	5,3	3,0	4,3	4,9	3,9
Dépenses totales au titre de la santé (en % du PIB), 1991	..	9,9	13,3	6,8	9,1	9,1	6,6

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1986-1994

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1990-1992

**Tableau 7 : Instruction**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Taux de scolarisation, tous les niveaux confondus (%), 6-23 ans, 1991	75	77	86	73	78	73	72	64
Taux brut de scolarisation - 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire (ETP), 1991								
Effectif du 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire technique (en % de l'effectif total du 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire), 1991	98	99	89	99	106	123	100	88
Effectif à plein temps du niveau d'enseignement supérieur (en % de l'effectif total dans les établissements d'enseignement supérieur), 1990-1991	..	..	..	28	54	80	20	71
Effectif en sciences naturelles et en sciences appliquées au niveau d'enseignement supérieur (en % de l'effectif total dans les établissements d'enseignement supérieur), 1990-1991	33	53	66	39	39	22	26	..
Dépenses au titre de l'enseignement supérieur (en % de l'ensemble des niveaux), 1991	16	15	14	26	31	42	39	31
Dépenses publiques par étudiant du niveau d'enseignement supérieur (en \$ PPA), 1990-1991 <sup>1</sup>	28,2	28,5	34,4	21,1	17,7	22,0	20,7	10,0
Dépenses publiques par étudiant du niveau d'enseignement supérieur (\$ CAN), 1990-1991	..	10 420	13 640	7 570	5 870	6 320	7 960	4 250
Dépenses totales au titre de l'instruction (en % du PIB), 1960								
Dépenses totales au titre de l'instruction (en % du PIB), 1991	14 425	14 007	..	..	..	..	..	..
Dépenses publiques au titre de l'instruction (en % du PIB), 1991	..	4,6	5,3	4,9	3,6	2,4	3,4	4,2
	9,7	7,8	7,0	5,0	6,0	5,4	5,3	4,1
	8,9	7,1	5,5	3,7	5,4	4,0	5,3	4,1

<sup>1</sup> Le facteur de la PPA n'est pas disponible pour la région de l'Atlantique.

**Tableau 8 : Emploi**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Population active (en % de la population totale), 1992 <sup>1</sup>	45	51	50	53	45	..	49	43
Pourcentage de la population active dans l'agriculture, 1990-1992	6	4	3	7	6	3	2	4
Pourcentage de la population active dans l'industrie, 1990-1992	21	24	25	34	29	39	28	32
Pourcentage de la population active dans les services, 1990-1992	72	72	72	59	65	58	70	59
Taux de remplacement de la population active, 1992	97	97	106	83	100	80	96	79
Taux de croissance annuelle des gains par salarié (%), 1980-1991	1,8	0,0	0,5	2,0	1,7	1,9	2,4	0,9
Taux de syndicalisation de la population active (%), 1990 <sup>2</sup>	38	35	17	27	12	34	42	40
Durée hebdomadaire du travail (par personne dans le secteur de la fabrication), 1992 <sup>3</sup>	39	39	41	43	39	38	43	..
Dépenses au titre des programmes relatifs au marché du travail (en % du PIB), 1992 <sup>4</sup>	6,8	2,7	0,9	0,5	3,0	4,2	1,8	1,8
Dépenses au titre des programmes actifs en % du PIB	0,01	0,01	..	..	..	..	..	..
Dépenses au titre des programmes passifs (a.-c.) en % du PIB	6,8	2,7	..	..	..	..	..	..

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1992-1993

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1989-1990

<sup>3</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1992-1993

<sup>4</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1992-1993

**Tableau 9 : Chômage**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Personnes en chômage (en milliers), 1993	168	1 649	8 734	1 660	2 911	2 270	2 891	2 799
Taux de chômage (%), 1993								
Total	15,4	11,2	6,7	2,5	11,6	8,2	10,2	11,5
Hommes	16,3	11,8	7,0	2,4	9,9	8,0	12,4	8,1
Femmes	14,5	10,6	6,5	2,6	13,8	8,4	7,5	17,3
Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans (%), 1992 <sup>1</sup>								
Hommes								
Femmes	26	20	14	5	15	4	..	26
Chômage de longue durée (%), 1992	20	15	13	4	23	4	..	36
Période de chômage de plus de 6 mois, hommes								
Période de chômage de plus de 6 mois, femmes	24	30	23	42	55	56	62	69
Période de chômage de plus de 12 mois, hommes	24	26	17	29	61	55	49	70
Période de chômage de plus de 12 mois, femmes	8	12	13	20	34	37	40	58
Dépenses au titre des prestations d'assurance-chômage (en % des dépenses du gouvernement central), 1991	3	9	9	10	38	31	27	58
Dépenses publiques totales au titre de la protection sociale (en % du PIB), 1990	18,6	13,3	1,5	0,7	3,2	3,0	1,7	1,0
	28,7	18,3	14,6	..	26,5	23,5	22,3	24,5

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1991-1992

**Tableau 10 : Urbanisation**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Population urbaine (en % de la population totale), 1961 <sup>1,5</sup>	52	71	70	63	62	76	86	59
Population urbaine (en % de la population totale), 1991 <sup>2,5</sup>	50	74	76	77	73	86	89	67
Population urbaine (en % de la population totale), 2000	..	77	78	78	73	88	90	67
Taux d'accroissement annuel de la population urbaine (%), 1961-1991 <sup>3</sup>	0,6	1,6	0,2	0,7	0,5	0,4	0,1	0,4
Taux d'accroissement annuel de la population urbaine (%), 1992-2000	..	0,1	0,3	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1
Population des villes de plus de 750 000 habitants, 1990								
En % de la population urbaine	0	36	41	37	23	43	23	24
En % de la population totale	0	48	55	48	31	51	26	37
Plus grande ville								
Ville	Halifax	Toronto	New York	Tokyo	Paris	Essen	Londres	Naples
Population en % de la population urbaine, 1991 <sup>4</sup>	21	18	9	26	23	9	14	8

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1960

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1992

<sup>3</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1960-1992

<sup>4</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1990

<sup>5</sup> La définition de la population urbaine du recensement de 1991 a été modifiée par rapport à celle du recensement de 1961 pour tenir compte de l'expansion urbaine, ce qui peut fausser les écarts rapportés.

**Tableau 11 : Violence et criminalité**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Taux d'incarcération (pour 100 000 habitants), 1986								
Total	96	103	..	46	77	..	..	59
Établissements fédéraux	47	42	..	..	..	..	..	..
Établissements provinciaux	49	60	..	..	..	..	..	..
Taux d'incarcération (pour 100 000 habitants), 1990								
Total	91	105	..	38	78	..	..	45
Établissements fédéraux	41	41	..	..	..	..	..	..
Établissements provinciaux	50	65	..	..	..	..	..	..
Taux d'homicides dans certaines villes (pour 100 000 habitants), 1992 <sup>1</sup>								
Ville	Halifax	Toronto	..	Tokyo	..	Berlin-O.	Londres	..
Taux d'homicides	2,4	6,1	..	1,6	..	6,8	2,5	..
Taux d'homicides, 1990	0,9	2,4	..	..	..	..	..	..
Crimes liés à la drogue (pour 100 000 habitants), 1980-1986								
Nombre total de viols d'adultes rapportés (en milliers), 1986 <sup>2</sup>	247	246	234	31	..	..	..	6
Viols (pour 100 000 personnes), 1986 <sup>2</sup>								
Suicides (pour 100 000 personnes), 1989-1992 <sup>3</sup>	1,7	20,5	90,4	1,8	2,9	..	..	0,7
Hommes	70,9	77,9	37,6	1,5	5,2	..	..	1,2
Femmes								
	18	20	20	22	30	23	13	11
	3	5	5	11	11	9	4	4

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 et sur Toronto sont celles de 1990

<sup>2</sup> Les données canadiennes se rapportent à tous les types d'agression sexuelle, et non seulement au viol

<sup>3</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1989-1993



**Tableau 12 : Bilan des ressources naturelles**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Superficie du territoire (en milliers de km <sup>2</sup> ), 1992	503	9 221	9 573	377	550	350	242	294
Superficie boisée (en % de la superficie du territoire), 1991 <sup>1</sup>								
Terres arables (en % de la superficie du territoire), 1991 <sup>1</sup>	61,3	39,9	29,9	67,0	27,0	29,8	10,0	23,0
Terres irriguées (en % de la superficie en terres arables), 1990 <sup>1</sup>	0,9	4,9	19,6	12,0	35,0	34,1	27,3	40,7
Ressources intérieures renouvelables en eau par habitant (en milliers de m <sup>3</sup> par année), 1991 <sup>1</sup>	0,8	1,6	10,8	62,1	6,2	4,0	1,6	26,3
Consommation annuelle d'eau douce, 1980-1989								
En % des ressources en eau	130,0	103,3	9,7	4,4	3,0	1,2	2,1	3,1
Par habitant								
	..	2	19	16	24	55	12	30
	..	1 684	1 952	733	783	1 274	253	984

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1992

**Tableau 13 : Consommation d'énergie**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Production en % des réserves nationales d'énergie, 1991								
Charbon	0,8	0,8	0,4	1,0	5,8	0,6	2,5	2,9
Gaz naturel	0,0	4,4	11,0	6,1	4,1	3,0	8,2	6,4
Pétrole brut	0,0	8,1	10,0	(.)	16,0	5,5	16,0	6,5
Production d'énergie commerciale								
Taux de croissance annuelle moyenne (%)								
1978-1980 <sup>1</sup>	2	3	1	3	1	1	8	-1
1980-1992	1	4	1	5	7	-1	(.)	2
Consommation d'énergie commerciale								
Taux de croissance annuelle moyenne (%)								
1978-1980 <sup>1</sup>	1	4	2	3	2	2	(.)	2
1980-1992	0	1	1	3	2	(.)	1	2
Utilisation de l'énergie commerciale (kg d'équivalents-pétrole par habitant)								
1978 <sup>2</sup>	7 599	7 587	7 615	2 539	3 019	3 930	3 778	2 143
1992	7 094	7 325	7 662	3 586	4 034	4 358	3 743	2 755
Efficacité énergétique								
(consommation d'énergie en kg d'équivalents-pétrole par tranche de 100 \$ du PIB, \$ CAN)								
1981 <sup>3</sup>	88	63	173	145	122	176	242	115
1991	48	37	35	13	18	18	24	14
Efficacité énergétique								
(consommation d'énergie en kg d'équivalents-pétrole par tranche de 100 \$ du PIB, en milliers de \$)								
1981 <sup>4</sup>	67	51	56	19	21	..	38	22
1991	58	45	41	14	22	..	31	19
Importations d'énergie commerciale (en % des exportations de marchandises)								
1971	..	5	9	20	14	..	14	18
1992	..	4	14	16	9	7	6	9

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1971-1980<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1971<sup>1</sup>

Les données sur les pays du G6 sont celles de 1965<sup>4</sup>

Les données sur les pays du G6 sont celles de 1971

**Tableau 14 : Environnement et pollution**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Émissions de gaz carbonique selon la source, 1991								
Sources mobiles (en millions de tonnes métriques), 1991								
Transformation de l'énergie (en millions de tonnes métriques), 1991	12,0	120,4	1 489,0	247,2	132,7	182,8	141,8	111,0
Industrie (en millions de tonnes métriques), 1991	16,7	142,1	2 042,3	419,0	67,9	409,1	249,2	143,3
Émissions de soufre et d'azote (en milliers de tonnes métriques de soufre et d'azote), 1992	3,4	87,8	873,9	281,2	98,9	168,7	93,6	82,3
Part des émissions de gaz à effet de serre (indice de l'effet de serre) (%), 1991	624	5 255	40 440	2 177	2 687	8 931	6 559	4 402
Émissions de gaz à effet de serre par habitant (médiane mondiale=1), 1991	..	1,62	19,14	5,05	1,63	3,75	2,37	1,72
Déchets nucléaires de combustible irradié (en tonnes métriques de métal lourd), 1991	..	7,10	8,95	4,81	3,39	5,54	4,87	3,53
Production de déchets dangereux (en milliers de tonnes métriques), 1986 <sup>1</sup>	79	1 579	2 100	995	1 200	510	1 022	(.)
Population desservie, 1990	238	6 080	18 000	..	3 958	6 000	2 540	3 246
Usines de traitement des eaux usées (%), 1991 <sup>2</sup>								
Services de déchets municipaux (%)	35	75	74	42	68	86	87	61
Recyclage des déchets (en % de la consommation), papier et carton, verre, 1990	100	100	100	100	99	96	100	..
Papier et carton								
Verre	..	20	29	50	46	40	31	..
	..	12	20	54	29	45	21	48

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1990

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1990

**Tableau 15 : Déséquilibres dans les mouvements des ressources**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
Ratio entre les exportations et les importations (exportations en % des importations), 1992	85	104	76	147	97	106	86	97
Taux de croissance des exportations en % du taux de croissance des importations, 1981-1992 <sup>1</sup>	65	79	62	70	116	81	70	72
Dépendance commerciale (exportations et importations en % du PIB), 1992	37	44	16	16	36	47	46	30
Termes de l'échange (1987=100), 1992	93	100	104	109	101	99	104	108
Envois de fonds nets des travailleurs de l'étranger (en millions de \$ US), 1992	..	..	-7 550	..	-1 807	-4 375	..	512
Paiements nets des intérêts de la dette publique (en % des dépenses totales), 1991	10	8	..	..	..	..	..	..
Total	3	18	7	1	5	5	5	18
Administration fédérale	8	2	..	..	..	..	..	..
Administrations PLH <sup>2</sup>	..	1,0	2,3	2,4	1,7	2,6	1,4	2,1
Réserves brutes internationales (mois de couverture des importations), 1992	..	..	..	..	..	..	..	..
Solde courant avant les transferts officiels (en millions de \$ US), 1992	..	-22 405	-47 950	120 950	9 164	-1 222	-12 181	-21 297

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1980-1992

<sup>2</sup> Administrations provinciales, locales et hospitalières

**Tableau 16 : Défense**

	Région de l'Atlantique	Canada
Emploi dans le secteur de la défense, 1992	23 677	117 461
Emploi dans le secteur de la défense en % de l'emploi total, 1992	2,6	0,9
Salaires dans le secteur de la défense (en millions de \$), 1992	744,6	3 670,7
Salaires dans le secteur de la défense par personne occupée (en milliers), 1992	31,4	31,3
PIB du secteur de la défense (en millions de \$), 1991	1 121,2	5 477,5
PIB du secteur de la défense en % du PIB total, 1991	3,0	0,9

**Tableau 17 : Comptabilité nationale**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie
PIB (en milliards de \$ US), 1992	31,0	499,3	5 920,2	3 671,0	1 319,9	1 789,3	903,1	1 223,0
Agriculture (en % du PIB), 1991 <sup>2</sup>	4	2	..	2	3	2	..	3
Industrie (en % du PIB), 1991 <sup>2</sup>	23	29	..	42	29	39	..	32
Services (en % du PIB), 1991 <sup>2</sup>	73	68	..	56	68	60	..	65
Consommation du secteur privé (en % du PIB), 1992	71	61	67	57	60	54	64	63
Consommation du secteur public (en % du PIB), 1992	30	22	18	9	19	18	22	17
Investissement national brut (en % du PIB), 1992	18	18	16	31	20	21	15	19
Épargne nationale brute (en % du PIB), 1992	-1	17	15	34	21	28	14	20
Recettes fiscales totales (en % du PIB), 1992	36	37	..	..	..	..	..	..
Administration fédérale	18	14	18	13	37	30	40	38
Administrations PLH <sup>3</sup>	17	21	..	..	..	..	..	..
Dépenses publiques totales (en % du PIB), 1992	71,1	49,3	..	..	..	..	..	..
Administration fédérale	35,2	19,4	24,3	15,8	45,4	24,6	39,5	51,6
Administrations PLH <sup>3</sup>	32,6	27,4	..	..	..	..	..	..
Exportations internationales (en % du PIB), 1992	17	23	7	9	18	24	21	15
Importations internationales (en % du PIB), 1992	20	22	9	6	18	23	25	15

<sup>1</sup> En % du PIB pour les pays du G6

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1992

<sup>3</sup> Administrations provinciales, locales et hospitalières

**Tableau 18 : Tendances de la performance économique**

	Région de l'Atlantique	Canada	États-Unis	Japon	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
PIB (milliards de \$ US), 1992 <sup>1</sup>	37	596	6 081	3 565	1 296	1 877	1 046	1 187
Taux de croissance annuelle du PIB (%), 1982-1991 <sup>1, 2</sup>	3,0	3,1	3,1	4,3	2,3	2,3	2,8	2,4
Taux de croissance annuelle du PNB par habitant (%), 1965-1980		3,3	1,8	5,1	3,7	3,0	2,0	3,2
Taux de croissance annuelle du PIB par habitant (%), 1982-1992 <sup>1, 3</sup>	2,9	2,1	1,7	3,6	1,7	2,4	2,4	2,2
Taux d'inflation annuel moyen (%), 1982-1992 <sup>3</sup>	4,0	3,5	3,9	1,5	5,4	2,7	5,7	9,1
Taux d'inflation annuel moyen (%), 1992	1,7	0,8	2,6	1,8	2,3	5,4	4,5	4,7
Exportations totales en % du PIB (% du taux de croissance annuelle), 1982-1992	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Recettes fiscales totales en % du PIB (% du taux de croissance annuelle), 1982-1991	0,7	1,4	..	..	..	..	..	..
Administration fédérale	-0,1	0,6	(.)	2,0	0,4	0,4	1,0	2,8
Administrations PLH <sup>5</sup>	1,3	1,9	..	..	..	..	..	..
Excédent ou déficit budgétaire global (en % du PIB)								
1981	-35,7	-1,5	..	..	..	..	..	..
1992	-27,8	-7,4	..	..	..	..	..	..
Administration fédérale								
1981 <sup>1, 4</sup>	-34,5	-2,1	-2,8	-7,0	-0,1	-1,8	-4,6	-10,7
1992 <sup>1</sup>	-26,1	-4,2	-4,9	-1,6	-3,8	-2,5	..	-10,0
Administrations PLH <sup>5</sup>								
1981	-2,1	-0,3	..	..	..	..	..	..
1992	-1,4	-3,2	..	..	..	..	..	..

<sup>1</sup> Les données sur les pays du G6 se rapportent au PNB

<sup>2</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1980-1991

<sup>3</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1980-1992

<sup>4</sup> Les données sur les pays du G6 sont celles de 1980

<sup>5</sup> Administrations provinciales, locales et hospitalières

## **7. Annexe C - Sources des données relatives aux indicateurs du développement humain**

La liste qui suit énumère les sources ayant servi à construire les indicateurs du développement humain dont il est question dans le présent rapport.

La première section comprend les publications de Statistique Canada (SC) et autres documents utilisés pour construire les indicateurs, tandis que la deuxième section présente sous forme de tableaux les sources précises ayant servi de base pour chaque composante de l'ensemble des indicateurs.



**Numéro de la publication  
dans le catalogue de  
Statistique Canada**

**Titre**

11-509	Activité humaine et l'environnement 1994.
11-528	Perspectives sur l'environnement 1993.
13-014	Comptes des flux financiers. Trimestriel.
13-207	Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu. Annuel.
13-208	Revenus des familles, familles de recensement. Annuel.
13-210	Revenu après impôt, répartition selon la taille du revenu au Canada. Annuel.
13-213	Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles.
13-214	Comptes du bilan national. Annuel.
15-203	Produit intérieur brut provincial par industrie. Annuel.
25-202	Statistiques forestières du Canada. Annuel.
57-003	Bulletin trimestriel, disponibilité et écoulement d'énergie au Canada.
57-601	Guide statistique sur l'énergie. Mensuel.
62-001	L'indice des prix à la consommation. Mensuel.
62-555	Dépenses des familles au Canada. Irrégulier.
63-202	Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada. Annuel.
63-224	Recueil statistique des études de marché. Annuel.
64-202	L'équipement ménager. Annuel.
65-001	Sommaire du commerce international du Canada. Mensuel.
68-212	Finances du secteur public. Annuel.
68-512	Finances publiques, données historiques, 1965/1966-1991/1992.
71-201	Statistiques chronologiques sur la population active. Annuel.
71-202	Rapport annuel du ministre de l'Expansion industrielle régionale présenté sous l'empire de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers. Partie II.
71-220	Moyennes annuelles de la population active.
72-005	Estimations du revenu du travail. Trimestriel.
72-209	Emploi et rémunération dans le secteur public. Annuel.
73-202	Statistiques sur l'assurance-chômage, supplément annuel.
81-003	Revue trimestrielle de l'éducation.
81-220	Statistique de l'enseignement, estimations. Annuel.
81-229	L'éducation au Canada, revue statistique. Annuel.
82-218	Le cancer au Canada.

82-549	Statistiques choisies sur la mortalité infantile et statistiques connexes, Canada, 1921-1990.
84-206	Mortalité : liste sommaire des causes. Ne paraît plus.
84-208	Causes de décès. Annuel.
84-209	Mortalité, liste sommaire des causes. Annuel.
84-210	Naissances. Annuel.
84-537	Tables de mortalité, Canada et provinces. Hors série.
85-002	Juristat. Irrégulier.
85-205	Statistique de la criminalité du Canada. Annuel.
85-209	L'homicide au Canada : perspective statistique. Ne paraît plus.
85-211	Services correctionnels pour adultes au Canada. Annuel.
85-538	L'administration de la justice pénale dans le cas d'agression sexuelle. Hors série.
89-525	L'alphabétisation des adultes au Canada : résultats d'une étude nationale.
91-213	Statistiques démographiques annuelles.
93-301	Aperçu national.
93-305	Régions urbaines.
93-327	Profession. Recensement de 1991.
93-348	Aperçu de l'agriculture canadienne selon les données du recensement, 1971-1991.
93-350	Profil agricole du Canada.

### **Autres sources**

Bulletin de la recherche appliquée, Conseil du perfectionnement des ressources humaines (CPRH)

Bulletin de recherche, Association canadienne des quotidiens (ACQ)

Communications sur la sécurité routière, Transports Canada

Direction de l'approvisionnement énergétique, Ressources naturelles Canada

Direction de la conservation de l'eau et des habitats, Environnement Canada

Direction de la gestion des déchets dangereux, Environnement Canada

Direction des données sur la pollution, Environnement Canada

Division de la démographie, Statistique Canada (SC)

Division de l'information sur la santé, Division de ...l'épidémiologie, VIH et SIDA, Santé Canada

Division des enquêtes-ménages, Statistique Canada (SC)

Division des statistiques sur la santé, Statistique Canada (SC)

*Rapport mondial sur le développement humain*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 1995 (RMDH)

Rapport sur le développement dans le monde 1993, Banque mondiale, Oxford University Press, 1994

Revue de la Banque du Canada

## Indicateurs du développement humain Source de données par tableau

	Source de données	Notes
<b>Données fréquemment utilisées (DFU)</b>		
Population	91-213	
Population de femmes	91-213	
Population d'hommes	91-213	
Population âgée de moins de 15 ans	91-213	
Population âgée de 6 à 23 ans	91-213	
Population âgée de 15 à 24 ans	91-213	
Population âgée de 15 à 59 ans	91-213	
Population âgée de 15 à 64 ans	91-213	
Population âgée de 18 à 20 ans	91-213	
Population âgée de 18 à 26 ans	91-213	
Population âgée de plus de 64 ans	91-213	
Population de femmes âgées de 18 à 20 ans	91-213	
Population de femmes âgées de 18 à 26 ans	91-213	
PIB selon le coût des facteurs, \$ C	15-203	
PIB selon le coût des facteurs, en milliers de \$	15-203	
PIB selon les prix du marché, \$ C	13-213	
PIB selon les prix du marché, en milliers de \$	13-213	
Taux de change Canada/États-Unis	Banque du Canada	
 <b>Tableau 1 : Indice du développement humain</b>		
Espérance de vie à la naissance (années), 1992	84-537	
Taux d'alphabétisation des adultes (%), 1992	89-525	
Effectif aux niveaux primaire et secondaire	81-229	
Effectif au niveau préscolaire (-)	81-229	
Effectif au niveau universitaire, temps partiel	81-229	
Effectif au niveau universitaire, plein temps	81-229	
Effectif au niveau collégial, temps partiel	81-229	
Effectif au niveau collégial, plein temps	81-229	
Effectif dans les écoles techniques et écoles de métiers	81-229	
Population âgée de 6 à 23 ans	Voir DFU	
PIB réel par habitant (en \$ PPA), 1992		
Facteur de conversion en dollars PPA	RMDH	
PIB réel ajusté par habitant	Formule	
Indice de l'espérance de vie	Formule	

## Indicateurs du développement humain Source de données par tableau

	Source de données	Notes
Indice de l'instruction	Formule	
Indice du PIB	Formule	
Indice du développement humain, 1992	Formule	
Rang selon le PIB réel par habitant (en \$ PPA) moins rang selon l'IDH	Formule	
 <b>Tableau 2 : Profil du développement humain</b>		
Espérance de vie à la naissance, 1992	Tableau 1	
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes), 1980-1992		
Nombre de femmes qui meurent par suite d'une grossesse	82-549, 84-208	
Naissances vivantes	84-210	
Nombre d'habitants par médecin, 1988-1991		
Nombre de médecins	Santé Canada	
Scientifiques et techniciens (pour 1 000 habitants), 1988-1992	RHDC	
Taux brut de scolarisation, niveaux primaire, secondaire et supérieur combinés (%), 1992	Tableau 1	
Taux brut de scolarisation supérieure, ETP, 1991		
Total	Tableau 1	
Population âgée de 18 à 20 ans		
Population âgée de 18 à 26 ans		
Femmes		
Nombre de femmes au niveau universitaire, temps partiel	81-229	
Nombre de femmes au niveau universitaire, plein temps	81-229	
Nombre de femmes au niveau collégial, temps partiel	81-229	
Nombre de femmes au niveau collégial, plein temps	81-229	
Population des femmes âgées de 18 à 20 ans	DFU	
Population des femmes âgées de 18 à 26 ans	DFU	
Quotidiens (exemplaires pour 100 personnes), 1992		
Journaux	ACQ	
Téléviseurs (pour 100 personnes), 1992		
Téléviseurs	Division des enquêtes-ménages, SC	
PIB réel par habitant (en \$ PPA), 1992	Tableau 1	
PIB par habitant (\$ US), 1990		Dollars courants

## Indicateurs du développement humain Source de données par tableau

	Source de données	Notes
<b>Tableau 3 : Profil de la détresse humaine</b>		
Taux de chômage (%), 1993	71-201	
Taux de chômage chez les jeunes (%), 15-24 ans, 1991-1992	71-220	
Hommes	71-220, tableau 2	
Femmes	71-220, tableau 2	
Adultes n'ayant pas atteint le 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire (en % des 15-64 ans), 1991		
Population âgée de 15 à 64 ans, 1991	DFU	
Adultes n'ayant pas atteint le 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire	71-220	
Ratio entre le revenu des 20 % des ménages les plus riches et celui des 20 % des ménages les plus pauvres, 1980-1992		
Salaires non agricoles des femmes (en % des salaires des hommes, 1990)	Division des enquêtes-ménages, SC	
Taux d'inflation annuel moyen (%), 1980-1992, 1992	Groupe des enquêtes spéciales, SC	
	13-213	Méthode des moindres carrés
Nombre de personnes blessées dans des accidents de la route (pour 100 000 personnes), 1990-1991	Transports Canada	
<b>Tableau 4 : Profil démographique</b>		
Estimation de la population (en millions), 1960, 1992, 2000	DFU, Infometrica	
Taux d'accroissement annuel de la population (%), 1960-1992, 1992-2000	Formule	
Indice synthétique de fécondité, 1992	84-210	
Taux d'utilisation des contraceptifs, toute forme de contraception (%), 1986-1993	<i>World Resources, 1994-1995</i>	
Coefficient de dépendance (%), 1992	Formule	
Population de moins de 15 ans et de plus de 64 ans	DFU	
Population de 15 à 64 ans	DFU	
Population de 65 ans et plus (%), 1992	DFU	
<b>Tableau 5 : Richesse, pauvreté et investissement social</b>		
PIB réel par habitant (en \$ PPA), 1992	Tableau 1	Dollars courants
PIB par habitant (\$ US), 1992	Tableau 21	Dollars courants
Part du PNB de l'ensemble des pays industrialisés (%), 1992	DFU, Rapport mondial sur le développement humain 1994	Dollars courants
Part du revenu, 1992		
Revenu des 40 % des ménages les plus pauvres	Division des enquêtes-ménages, SC	
Ratio entre le revenu des 20 % des ménages les plus riches et celui des 20 % des ménages les plus pauvres	Tableau 22	
Dépenses au titre des prestations sociales (en % du PIB), 1992	13-213	Dollars courants

## Indicateurs du développement humain Source de données par tableau

	Source de données	Notes
Dépenses publiques au titre de l'instruction (en % des dépenses publiques totales), 1992		
Dépenses publiques au titre de l'instruction	68-512	Dollars courants
Dépenses publiques totales	68-512	
Dépenses publiques au titre de la santé (en % des dépenses publiques totales), 1992	68-512	Dollars courants
 <b>Tableau 6 : Santé</b>		
Adultes qui fument (%), 1986-1994		
Hommes	Division des statistiques sur la santé, SC	
Femmes	Division des statistiques sur la santé, SC	
Consommation de boissons alcoolisées par habitant (en litres par année), 1991	63-202	
Pourcentage des personnes qui meurent après 65 ans, maladie du coeur et cancer (pour 1 000 habitants), 1990-1992		
Maladie du coeur, hommes	Division des statistiques sur la santé, SC	
Maladie du coeur, femmes	Division des statistiques sur la santé, SC	
Cancer, hommes	Division des statistiques sur la santé, SC	
Cancer, femmes	Division des statistiques sur la santé, SC	
SIDA (pour 100 000 personnes), 1993	Santé Canada	
Nombre d'habitants par médecin, 1988-1991	Tableau 21	
Couverture des frais de santé par l'assurance publique (%), 1991	..	Dollars courants
Dépenses publiques au titre de la santé (en % des dépenses publiques totales), 1989-1991	68-512	Dollars courants
Dépenses privées au titre de la santé (en % des dépenses de santé totales), 1989-1991	..	Dollars courants
Dépenses totales au titre de la santé (en % du PIB), 1960, 1991	..	Dollars courants

## Indicateurs du développement humain

### Source de données par tableau

	Source de données	Notes
<b>Tableau 7 : Instruction</b>		
Taux de scolarisation, tous les niveaux confondus (%), 6-23 ans, 1991	81-229	
Scolarisation supérieure, population de moins de 23 ans	Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, SC	
Population de 6 à 23 ans	DFU	
Taux brut de scolarisation, 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire, équivalents temps plein, 1991	81-229	
Population de 15 à 17 ans	DFU	
Taux de scolarisation, 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire technique (en % des effectifs totaux du 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire), 1991	-	
Taux brut de scolarisation supérieure, équivalents temps plein (en % de l'effectif total dans les établissements d'enseignement supérieur), 1990-1991	Tableau 21	
Taux de scolarisation supérieure, sciences naturelles et appliquées (en % de l'effectif total dans les établissements d'enseignement supérieur), 1990-1991	81-229	
Taux de scolarisation collégiale, sciences naturelles et appliquées, équivalents temps partiel, 1990-1991	Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, SC	
Dépenses au titre de l'enseignement supérieur (en % de l'ensemble des niveaux), 1991	81-003, automne 1994, tableau 4	Dollars courants
Dépenses publiques par étudiant du niveau d'enseignement supérieur (en \$ PPA), 1990-1991		Dollars courants
Dépenses au titre de l'enseignement supérieur, 1990-1991	81-003	
Scolarisation supérieure	Tableau 1	
Dépenses totales au titre de l'instruction (en % du PIB), 1960, 1991	81-003	Dollars courants
Dépenses publiques au titre de l'instruction, 1960	..	
Dépenses privées au titre de l'instruction, 1991	81-003	
Dépenses publiques au titre de l'instruction (en % du PIB), 1991	81-003	Dollars courants
<b>Tableau 8 : Emploi</b>		
Population active (en % de la population totale), 1992-1993	71-201	
Pourcentage de la population active dans l'agriculture, l'industrie et les services, 1990-1992	Division des enquêtes-ménages, SC	
Taux de remplacement de la population active, 1992		
Population de moins de 15 ans	DFU	
Population de 15 à 59 ans multipliée par 1/3	DFU	
Taux de croissance annuelle des gains par salarié (%), 1980-1991		Dollars constants
Gains	72-005	
Emploi	71-201	
Taux de syndicalisation de la population active (%), 1989-1990	71-202, annexe 1.6	
Durée hebdomadaire de travail (par personne dans le secteur de la fabrication), 1992-1993	71-220, tableau 22A	

## Indicateurs du développement humain

### Source de données par tableau

	Source de données	Notes
Dépenses au titre des programmes relatifs au marché du travail (en % du PIB, 1992-1993)		
Dépenses au titre des programmes actifs en % du PIB	DRHC	
Dépenses au titre des programmes passifs (a.-c.) en % du PIB	73-202	Dollars courants
<b>Tableau 9 : Chômage</b>		
Personnes en chômage (en milliers), 1993	71-201	
Taux de chômage (%), 1993		
Total	Tableau 22	
Femmes	71-201	
Hommes	71-201	
Taux de chômage chez les jeunes (%), 15-24 ans, 1991-1992	Tableau 22	
Hommes	Tableau 22	
Femmes	Tableau 22	
Chômage de longue durée (%), 1992	71-220	
Période de chômage de plus de 6 mois, hommes	Division des enquêtes-ménages, SC	
Période de chômage de plus de 6 mois, femmes	Division des enquêtes-ménages, SC	
Période de chômage de plus de 12 mois, hommes	Division des enquêtes-ménages, SC	
Période de chômage de plus de 12 mois, femmes	Division des enquêtes-ménages, SC	
Dépenses au titre des prestations d'assurance-chômage (en % des dépenses publiques totales), 1991		Dollars courants
Dépenses au titre des prestations d'assurance-chômage	73-202	
Dépenses publiques	13-213, 68-512	
Dépenses publiques totales au titre de la protection sociale (en % du PIB), 1990	13-213	Dollars courants



## Indicateurs du développement humain Source de données par tableau

	Source de données	Notes
<b>Tableau 10 : Urbanisation</b>		
Population urbaine (en % de la population totale), 1960, 1992, 2000	Division de la démographie, SC, 93-305	
Taux d'accroissement annuel de la population urbaine (%), 1960-1992, 1992-2000	Formule	
Population dans les villes de plus de 750 000 habitants, 1990	-	
En % de la population urbaine	-	
En % de la population totale	-	
Population de la plus grande ville		
Ville	93-305, recensement	
Population en % de la population urbaine, 1991	93-305, recensement	
<b>Tableau 11 : Violence et criminalité</b>		
Taux d'incarcération (pour 100 000 habitants), 1986, 1990	85-211	
Taux d'homicides dans certaines villes (pour 100 000 habitants), 1990		
Nombre d'homicides	85-209	
Crimes liés à la drogue (pour 100 000 habitants), 1980-1986	85-205	
Nombre total de viols d'adultes rapportés (en milliers), 1986	85-205, 85-538	
Viols (pour 100 000 habitants), 1986	Formule	
Suicides (pour 100 000 habitants), 1989-1993		
Hommes	84-206, 84-208, 84-209	
Femmes	84-206, 84-208, 84-209	
<b>Tableau 12 : Bilan des ressources naturelles</b>		
Superficie du territoire (en milliers de km <sup>2</sup> ), 1992	93-350, recensement	
Superficie boisée (en % de la superficie du territoire), 1992	25-202	
Terres arables (en % de la superficie du territoire), 1992	93-348	
Terres irriguées (en % de la superficie en terres arables), 1992	Formule	
Terres irriguées	93-350, recensement	
Ressources intérieures renouvelables en eau par habitant (en milliers de m <sup>3</sup> par année), 1992	11-509	
Consommation annuelle d'eau douce, 1980-1989	..	
En % des ressources en eau	..	
Par habitant	..	

## Indicateurs du développement humain

### Source de données par tableau

	Source de données	Notes
<b>Tableau 13 : Consommation d'énergie</b>		
Production en % des réserves nationales d'énergie, 1991		
Production d'énergie, charbon	57-003	
Production d'énergie, pétrole brut	57-003	
Production d'énergie, gaz naturel	57-003	
Réserves nationales, charbon	57-601	
Réserves nationales, pétrole brut	57-601	
Réserves nationales, gaz naturel	57-601	
Taux de croissance annuelle moyenne de la production d'énergie commerciale (%), 1971-1980, 1980-1992	57-003	Méthode des moindres carrés
Taux de croissance annuelle moyenne de la consommation d'énergie commerciale (%), 1971-1980, 1980-1992	57-003	Méthode des moindres carrés
Utilisation de l'énergie commerciale (en kg d'équivalents-pétrole par habitant), 1971, 1992	57-003	
Efficiencia énergétique, 1965, 1991 (consommation d'énergie en kg d'équivalents-pétrole par tranche de 100 \$ du PIB)	Formule	
Importations d'énergie commerciale (en % des exportations de marchandises), 1971, 1992		
Importations d'énergie, échelle internationale	..	
Exportations d'énergie, échelle internationale	..	
<b>Tableau 14 : Environnement et pollution</b>		
Émissions de gaz carbonique selon la source, 1991		
Sources mobiles (en millions de tonnes métriques), 1991	Environnement Canada	
Transformation de l'énergie (en millions de tonnes métriques), 1991	Environnement Canada	
Industrie (en millions de tonnes métriques), 1991	Environnement Canada	
Émissions de soufre et d'azote (en milliers de tonnes métriques de soufre et d'azote), 1990	Environnement Canada	
Part des émissions de gaz à effet de serre (indice de l'effet de serre) (%), 1991	..	
Émissions de gaz à effet de serre par habitant (médiane mondiale=1), 1991	..	
Déchets nucléaires de combustible irradié (en tonnes métriques de métal lourd), 1991	Environnement Canada	
Production de déchets dangereux (en milliers de tonnes métriques), 1990	Environnement Canada	
Population desservie, 1990		
Usines de traitement des eaux usées (%)	Environnement Canada	
Services de déchets municipaux (%)	Environnement Canada	
Recyclage des déchets (en % de la consommation), papier et carton, verre, 1990	..	

## Indicateurs du développement humain

### Source de données par tableau

	Source de données	Notes
<b>Tableau 15 : Déséquilibres dans les mouvements des ressources</b>		
Ratio entre les exportations et les importations (exportations en % des importations), 1992	13-213	Dollars courants
Exportations, 1992, échelle internationale	13-213	
Importations, 1992, échelle internationale	13-213	
Taux de croissance des exportations en % du taux de croissance des importations, 1980-1992	Formule	Dollars constants, méthode des moindres carrés
Dépendance commerciale (exportations et importations en % du PIB), 1992	Formule	Dollars courants
Exportations + importations	Formule	
PIB, 1992	DFU	
Termes de l'échange (1987=100), 1992	13-213	Dollars constants
Prix moyen des exportations	13-213	Dollars constants
Prix moyen des importations	13-213	
Envois de fonds nets des travailleurs de l'étranger (en millions de \$ US), 1992	s/o	
Paievements nets des intérêts de la dette publique (en % des dépenses totales), 1991	13-213	Dollars courants
Réserves brutes internationales (mois de couverture des importations), 1992	s/o	
Solde courant avant les transferts officiels (en millions de \$ US), 1992	s/o	
<b>Tableau 16 : Défense</b>		
Emploi dans le secteur de la défense, 1992	72-209	
Emploi dans le secteur de la défense en % de l'emploi total, 1992	Formule	
Salaires dans le secteur de la défense, 1992	72-209	Dollars courants
Salaires dans le secteur de la défense par personne occupée, 1992	Formule	Dollars courants
PIB du secteur de la défense, 1991	15-203	Dollars courants
PIB du secteur de la défense en % du PIB total, 1991	Formule	Dollars courants

## Indicateurs du développement humain Source de données par tableau

	Source de données	Notes
<b>Tableau 17 : Comptabilité nationale</b>		
PIB (en milliards de \$ US), 1992	Tableau 1	Dollars courants
Agriculture (en % du PIB), 1992	15-203	Dollars courants
Industrie (en % du PIB), 1992	15-203	Dollars courants
Services (en % du PIB), 1992	15-203	Dollars courants
Consommation du secteur privé (en % du PIB), 1992	13-213	Dollars courants
Consommation du secteur public (en % du PIB), 1992	13-213	Dollars courants
Investissement national brut (en % du PIB), 1992	13-213	Dollars courants
Épargne nationale brute (en % du PIB), 1992	13-213	Dollars courants
Recettes fiscales (en % du PNB), 1992	13-213	Dollars courants
Dépenses de l'administration centrale (en % du PNB), 1992	13-213	Dollars courants
Exportations (en % du PIB), 1992	13-213	Dollars courants
Importations (en % du PIB), 1992	13-213	Dollars courants
<b>Tableau 18 : Tendances de la performance économique</b>		
PNB (en milliards de \$ US), 1992	Tableau 1	Dollars courants
Taux de croissance annuelle du PNB (%), 1980-1991	Formule	Dollars constants
Taux de croissance annuelle du PNB par habitant (%), 1965-1980, 1980-1992	Tableau 1 et DFU	Dollars constants, méthode des moindres carrés
Taux d'inflation annuel moyen (%), 1980-1992, 1992	62-001	Dollars constants, méthode des moindres carrés
Exportations en % du PIB (% du taux de croissance annuelle), 1980-1992	Tableau 37	Dollars constants, méthode des moindres carrés
Recettes fiscales en % du PNB (% du taux de croissance annuelle), 1980-1991	Tableau 37	Dollars constants, méthode des moindres carrés
Dollars courants		
1980	13-213	Dollars courants
1992	13-213	Dollars courants

## **8. Annexe D - Obstacles et découvertes**

Lorsque nous avons tenté de reproduire les indicateurs du développement humain pour les pays industrialisés que l'ONU a présentés dans le RMDH, nous nous sommes heurtés à plusieurs obstacles, mais avons fait des découvertes intéressantes.

Le fait de passer d'un concept national à un concept provincial a soulevé plusieurs problèmes. Par exemple, on ne dispose pas de données provinciales sur le PNB, point de référence couramment utilisé à l'échelle internationale. En conséquence, les indicateurs établis pour la région de l'Atlantique sont tous basés sur des mesures du PIB. En outre, les échanges interprovinciaux ainsi que le commerce extérieur sont des activités importantes pour une région infranationale. Malheureusement, le Canada produit des données sur les échanges commerciaux interprovinciaux, mais non sur ceux qui ont lieu entre les régions, ce qui limite quelque peu notre analyse. Enfin, certains des indicateurs du RMDH ne sont pas pertinents à l'échelle provinciale, notamment :

- les flux d'aide
- les réserves brutes internationales
- les envois de fonds nets des travailleurs de l'étranger
- le solde courant avant les transferts officiels
- les dépenses militaires et les déséquilibres dans les mouvements des ressources.

Le tableau décrivant l'activité militaire a été remplacé par un tableau sur le secteur de la défense dans la région de l'Atlantique, compte tenu de l'importance de ce secteur pour l'économie de la région. On a aussi jugé que la population dans les villes de plus de 750 000 habitants n'était pas un indicateur pertinent, du fait qu'il n'y a pas de centres urbains de cette taille dans la région.

Plusieurs statistiques pour le Canada ne figurent pas dans le RMDH, bien que l'on dispose des données canadiennes nécessaires à leur établissement. Les renseignements manquants sont les suivants :

- Salaires non agricoles des femmes en % des salaires des hommes
- Détenus pour 100 000 habitants
- Dépenses au titre des prestations de sécurité sociale

- Dépenses publiques au titre de l'instruction en % des dépenses publiques totales
- Dépenses publiques au titre de la santé en % des dépenses publiques totales
- Production de l'agriculture, de l'industrie et des services en % du PIB
- Recettes fiscales en % du PIB
- Dépenses du gouvernement central en % du PIB
- Excédent ou déficit budgétaire global en % du PIB.

Ces mesures ont été ajoutées aux tableaux et leurs sources ont été notées.

Les données ci-après n'existent pas à l'échelle nationale et/ou provinciale :

- Scolarisation au 2<sup>e</sup> cycle du secondaire technique
- Dépenses des ménages au titre de la santé, provinces seulement
- Population urbaine, 2000, et taux de croissance annuelle, 1992-2000, provinces seulement
- Scientifiques et techniciens pour 100 000 habitants (d'autres mesures sont présentées dans la section 3)
- Couverture des frais de santé par l'assurance publique, provinces seulement
- Importations et exportations d'énergie commerciale en dollars courants, provinces seulement
- Taux d'emploi des contraceptifs, provinces seulement
- Consommation annuelle d'eau douce, provinces seulement
- Indice de l'effet de serre, provinces seulement (aucune donnée sur les CFC)
- Recyclage des déchets de verre, provinces seulement.

Dans certains cas, on ne dispose pas de données provinciales chronologiques qui auraient permis d'établir des statistiques pour la période de référence du RMDH.

## **9. Annexe E - Bibliographie**

Adamu, Sam O. « Disaggregated Human Development Index within Nigera ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1995*. PNUD. New York, 1993.

Agence internationale de l'énergie. *Perspectives énergétiques mondiales*. Paris : OCDE, 1995.

Anderson, Victor. *Alternative Economic Indicators*. Londres : Biddles Ltd., 1991.

Banque mondiale. [1994] *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. Washington : Oxford University Press.

----- . [1993] *Social Indicators of Development 1993*. Baltimore : John Hopkins University Press.

----- . [1993] *Rapport mondial sur le développement humain 1993*. New York: Oxford University Press.

Bollman, Ray (éd.). *Régions rurales et petites villes du Canada*. Thompson Educational Publishing Inc., 1992.

Bureau international du travail. [1993a] *Le travail dans le monde 1993*. Genève.

----- . [1993b] *Annuaire des statistiques du travail, 1993*. Genève.

Cobb, Clifford, Halstend, Ted, et Rowe, Jonathan. *The Genuine Progress Indicator: Summary of Data and Methodology, 1995*.

Corporation for Enterprise Development. *The 1995 Development Report Card for the States, 1995*.

Cuthbert, J.R. et Cuthbert, M. « On Aggregation Methods of Purchasing Power Parities ». Document de travail n° 56 de l'OCDE, 1988.

Denny, M. et Fuss, M. « La pratique canadienne et certaines applications possibles des indices régionaux de prix » dans *La mesure du niveau des prix : actes du colloque tenu sous l'égide de Statistique Canada, 1983*.

El-laithy, Heba. « The Disaggregated Human Development Index for Egypt ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. PNUD. New York, 1993.

Goldschmidt-Clermont, Luisella et Pagnossin Aligisakis, Elisabetta. « Measures of Unrecorded Economic Activities in fourteen Countries ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1995*. PNUD. New York, 1995.

Gouvernement du Canada. 1995. *Profil du Canada rural*.

Harvey, Andrew S. « Market and Non-Market Productive Activity in Less Developed and Developing Countries: Lessons from Time Use ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1995*. PNUD. New York, 1995.

Henry, Ralph M. « Trinidad and Tobago: Human Development Index 1993 ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. PNUD. New York, 1993.

Institute of Strategic and International Studies. « Disaggregated Human Development Index in Malaysia ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. PNUD. New York, 1993.

Justus, Martha. « Towards a Provincial Human Development Index », *Monthly Economic Review*. Informetrica. Ottawa, Novembre 1995.

Khatib, Hishman. « Human Development Report 1990: Jordan: a Follow-up ». Document préparé pour le PNUD, Amman, 1990.

------. « The Human Development Index as a Policy and Planning Tool ». Communication présentée au séminaire sur les utilisations de l'indice du développement humain, 17 et 18 février, PNUD, New York, 1993.

Létourneau, Raynald. « Un indice de prix régional de biens et services comparables au Canada et son application aux disparités régionales de revenu ». Document de travail n° 92-02. Ministère des Finances, 1992.

Makegela, Neva Seidman. « South Africa: Submission on Human Development Index ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. PNUD. New York, 1993.

Noll, Heinz-Herbert. « Disaggregated Human Development Index for Germany ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. PNUD. New York, 1993.

OCDE. [1993a] *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles : 1990*. Paris.

------. [1993b] *Regards sur l'éducation*. Paris.

------. [1993c] *Données OCDE sur l'environnement : compendium 1993*. Paris.

------. [1995a] *Regards sur l'éducation*. Paris

------. [1995b] *Données OCDE sur l'environnement : compendium 1995*. Paris.



----- [1995c] *Statistiques de l'enseignement de l'OCDE, 1985-1992*. Paris.

Osman, M. « The Uses of the HDI as a Statistical Tool of Policy Planning ». Communication présentée au séminaire sur les utilisations de l'indice du développement humain, 17 et 18 février, PNUD, New York, 1993.

PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). Divers numéros. *Rapport mondial sur le développement humain*. New York : Oxford University Press.

----- [1994a] *Human Report in Nepal: A Situation Analysis*. Katmandu.

Shiva Kumar, A.K. « The UNDP's Human Development Index: A Computation for 17 Indian States ». Harvard Center for Population Studies, Cambridge, Mass. Polycopie, 1990.

Spindola, Austregesilo Gomes. « The Human Development Index and Other Development Indicators of Brazil ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. PNUD. New York, 1993.

Srinivasan, T.N. « Human Development: A Paradigm or Reinvention of the Wheel? » Communication présentée à la réunion du American Economic Association, 3 janvier, Boston, Mass., 1994.

Statistique Canada. *Comptes nationaux des revenus et des dépenses, estimations annuelles, 1981-1992*.

----- *Littérature, économie et société*, 1995.

Streeten, Paul. [1994a] « Human Development: Means and Ends ». Communication présentée à la réunion du American Economic Association, 3 janvier, Boston, Mass.

Svasti, Pongsvas, Chaiyasoot, Naris, Suvachittanont, Waraporn et Masnee, Paranee. « Human Development Indicators in Thailand ». Document préparé pour le PNUD. Bangkok, 1991.

Svasti, Pongsvas et collaborateurs. « Human Development Indicators ». PNUD. Bangkok, 1991.

Sweeting, Robert. « The Human Development Index : Quantifying Disparity », *Monthly Economic Review*. Informetrica. Ottawa, Octobre 1994.

UNESCO. [1993] *Rapport mondial sur l'éducation en 1993*. Paris.

----- [1994] *Annuaire statistique 1994*. Paris.

World Resources Institute. *World Resources 1994-95*. New York: Oxford University Press, 1994.

Zhizhou, Cai. « Human Development of China ». Document de base destiné à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain 1994*. PNUD. New York, 1993.





*Informetrica Limited*

*Effective Economic Research*